ENQUÊTE SUR
l'histoire
Juillet – Août 1998 ▲ N° 27 ▲ 38 F

ALESSANDRA MUSSOLINI
entretien exclusif
DU NÉO-FASCISME À L'ALLIANCE NATIONALE

CES DROITES QU'ON DIT EXTRÊMES

LA MONTÉE DU FRONT NATIONAL
Voyage au cœur d'un mystère

L'AVENTURE BOULANGISTE
Des républicains contre la République

LES JAUNES FACE AUX ROUGES
Histoire d'un syndicalisme national

LA ROCQUE ET LE PSF
Les Croix-de-Feu dans la tourmente

LES COMBATS DU RPF
Le gaullisme à l'assaut du Système

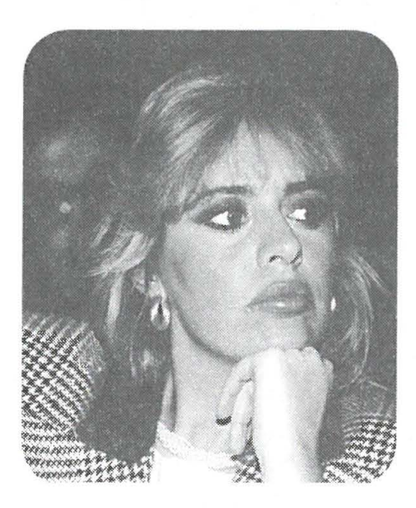


S O M M A I R E

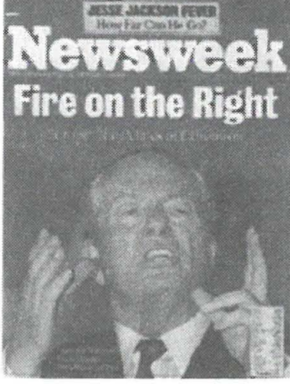
Ces droites qu'on dit extrêmes



Le général Boulanger



Alessandra Mussolini



Le phénomène Le Pen

En couverture :
Le colonel de La Rocque
chef des Croix-de-Feu



***Directeur de la Rédaction* : Dominique Venner**
Directeur de la publication et gérant : Gérald Penciolelli
Directrice artistique : Céline Puybareau-Manaud
Secrétaire de rédaction et Relations publiques : Véronique Villain

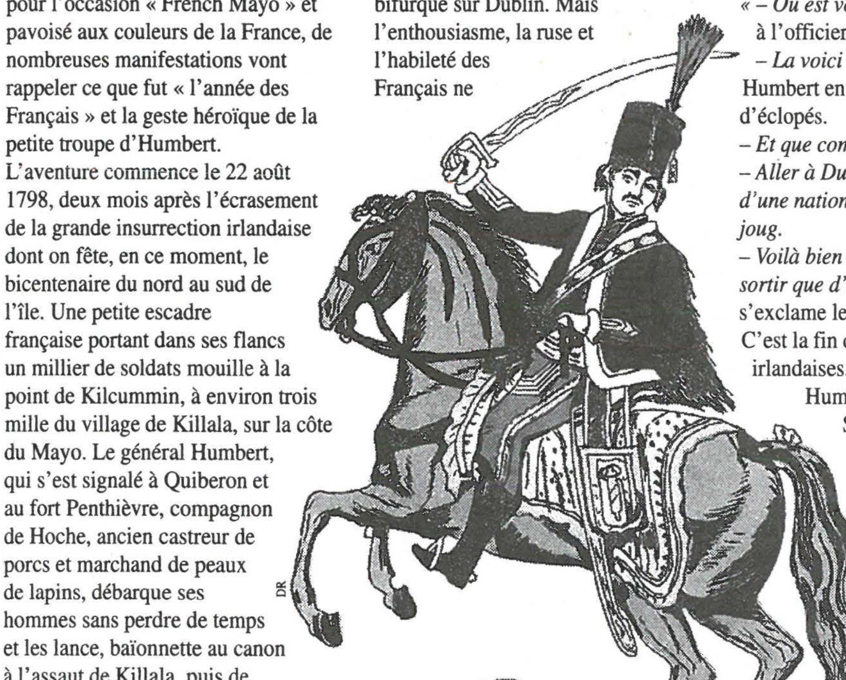
Ont collaboré à ce numéro :
Jean-Paul Angelelli, Jean-Claude Bardet, Éric Bonilardi, Adrien Brocard, Guy Chambarlac, Gilbert Comte, Philippe Conrad, Marc Crapez, François Crouzet, Vincent Duruy, Patrick Jansen, Pierre Joannon, Mathieu Lambert, Henri Landemer, Benoît Luchini, Jean Mabire, Macha Manski, Jean-Jacques Mourreau, Alain Rebais, Mario Sabati, Virginie Tanlay, Charles Vaugeois, Dominique Venner.

Enquête sur l'histoire
est édité par la société EC2M,
Sarl au capital de 50 000 F. RC Paris B 385 099 528.
Siège social : 60 Bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : 01.40.05.10.08.
Imprimerie Roto-quadri.
N° de commission paritaire 73718. Dépôt légal à parution ISSN 1166-1232
Bulletin d'abonnement, bon de commande encartés
non numérotés entre les pages 34 et 35.

L'aventure française de 1798 en Irlande

Le 23 août prochain, un détachement de la marine française et de l'armée irlandaise commémoreront, à Kilcummin, le débarquement du petit corps d'armée expédié par le Directoire, sous les ordres du général Humbert, pour libérer l'Irlande du joug anglais.
En France, un colloque à l'université de Brest, l'inauguration d'une plaque sur la maison natale du général Humbert à Saint-Nabord, dans les Vosges, et la publication de documents originaux feront écho aux manifestations irlandaises.
Dans tout le comté de Mayo, rebaptisé pour l'occasion « French Mayo » et pavoisé aux couleurs de la France, de nombreuses manifestations vont rappeler ce que fut « l'année des Français » et la geste héroïque de la petite troupe d'Humbert.
L'aventure commence le 22 août 1798, deux mois après l'écrasement de la grande insurrection irlandaise dont on fête, en ce moment, le bicentenaire du nord au sud de l'île. Une petite escadre française portant dans ses flancs un millier de soldats mouille à la point de Kilcummin, à environ trois mille du village de Killala, sur la côte du Mayo. Le général Humbert, qui s'est signalé à Quiberon et au fort Penthièvre, compagnon de Hoche, ancien castreur de porcs et marchand de peaux de lapins, débarque ses hommes sans perdre de temps et les lance, baïonnette au canon à l'assaut de Killala, puis de Ballina. La surprise est totale, la résistance quasi inexistante. A la hâte, les Anglais rassemblent six mille hommes et seize pièces d'artillerie à Castlebar, capitale du comté de Mayo. Les « bleus » n'en font qu'une bouchée. Les Anglais s'enfuient et ne s'arrêtent qu'à Tuam, à soixante kilomètres du champ de bataille. Ce sauve-qui-peut général est resté dans les mémoires sous le nom des « courses de Castlebar ». Humbert est maître de la capitale du Mayo, tout le comté est à sa botte. Mais sans les renforts promis, gêné plus qu'autre chose par la foule de paysans loqueteux qui a grossi les rangs de sa minuscule armée, que peut-il faire, sinon retarder l'inéluctable ? Il fonce sur Sligo et l'Ulster, change ses plans, bifurque sur Dublin. Mais l'enthousiasme, la ruse et l'habileté des Français ne peuvent suppléer le nombre. Le petit corps expéditionnaire de la République est pris en tenaille par Lord Cornwallis et le général Lake qui marchent à sa rencontre à la tête de trente mille soldats aguerris. Le 8 septembre, Humbert livre sa dernière bataille près du petit village de Ballinamuck. Ses hommes chancelants, à bout de forces, sont rapidement débordés. Le général français remet son épée au vice-roi : il lui reste 844 hommes à peine.
Mis en présence d'Humbert, Lord Cornwallis ne cherche point à dissimuler son étonnement :
« – *Où est votre armée ?* demande-t-il à l'officier français.
– *La voici tout entière*, répond Humbert en montrant sa poignée d'éclopés.
– *Et que comptiez-vous faire ?*
– *Aller à Dublin et briser les fers d'une nation qui souffre sous votre joug.*
– *Voilà bien une idée qui ne pouvait sortir que d'une cervelle française* », s'exclame le vice-roi interloqué.
C'est la fin des espérances irlandaises. Pas de la carrière de Humbert. Il guerroye en Suisse puis à Saint-Domingue. Les faveurs de Pauline Bonaparte l'obligent à s'exiler, la mort dans l'âme. On le retrouve en Louisiane, acoquiné aux frères Lafitte, soldat aux ordres de Jackson pendant la bataille de La Nouvelle-Orléans, contre les Anglais encore une fois, puis guérillero au Mexique, et enfin demi-solde aigri et belliqueux traînant une existence de misère avant de mourir, dans son lit, le 4 janvier 1823, dans une sombre masure de La Nouvelle-Orléans. C'est l'Irlande qui, incontestablement, restera son plus beau titre de gloire : *« Ce qu'a fait Humbert avec des forces minuscules dans un pays où plus de cent mille hommes étaient disponibles contre lui est tout simplement stupéfiant et ne semble pas avoir reçu de la part de l'histoire l'appréciation flatteuse qui s'imposait. »* Cet hommage posthume, on le doit à la plume du Commander E. H. Stuart Jones de la Royal Navy. On ne saurait mieux dire.

PIERRE JOANNON



Le général Humbert à la bataille de Castlebar.

Vient de paraître : *La Descente des Français en Irlande en 1798*, Journaux des généraux Sarrazin et Fontaine et du capitaine Jobit. Lettres du général Humbert et rapport de Lord Cornwallis, édition établie par Pierre Joannon. Éditions La Vouivre, 11, rue Saint-Martin 75004 Paris. 198 F.

Manifestations commémoratives

Plusieurs colloques universitaires ont été organisés.
Du 30 mars au 1er avril à l'University of Notre Dame, Indiana, USA.
Du 19 au 23 mai, en alternance à Belfast (Ulster Museum) et à Dublin (Dublin Castle).
Du 4 au 6 juin à la faculté Victor-Segalen. Université de Brest.
Du 19 au 23 août : General Humbert Summer School, Co. Mayo. Thème de la session : « The Républican Ideal ans its legacy today. »
23 août : Des détachements de l'armée irlandaise et de la marine française commémoreront le débarquement d'Humbert à la pointe de Kilcummin.
Du 28 août au 5 septembre : Reconstitution de la bataille de Ballinamuck.
Du 4 au 6 septembre : Hommage du département des Vosges à la mémoire d'Humbert : pose d'une plaque sur la maison natale du général Humbert à Saint-Nabord ; inauguration d'un bas-relief, rue du Général-Humbert à Remiremont ; exposition consacrée à la descente des Français en Irlande.

••• ÉDITION ••• ÉDITION ••• ÉDITION ••• ÉDITION ••• ÉDITION •••

■ L'avocat Jean-Marc Varaut, qui vient de publier chez Plon le texte de sa plaidoirie en faveur de Maurice Papon, commence à travailler sur une nouvelle biographie intitulée *Clemenceau, criminel de guerre.*

■ L'historienne catholique Marie-Madeleine Martin, ancienne élève de l'École des chartes, est décédée le 7 mai à La-Chapelle-d'Angillon, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Elle était l'auteur d'une quarantaine d'ouvrages, dont une célèbre *Histoire de l'unité française* parue en 1948 aux éditions du Conquistador.

■ *Les Cahiers de l'Association des amis de Pierre Drieu La Rochelle* (c/o Daniel Leskens, 16 J.-B. Brusselmansstraat – 1700 Dilbeek, Belgique) ont publié dans leur dernière livraison deux textes de Jean Mabire consacrés à l'auteur de *Gilles*, et respectivement intitulés *« Drieu, la Normandie et le nordisme », « Drieu et le tempérament cotentinais »*. L'Association des amis de Drieu La Rochelle édite également un bulletin. Au sommaire du numéro de printemps 1998, un inédit en français d'Ernst Jünger sur le *Journal posthume de Drieu*, publié en 1992.

■ Un exemplaire de *La France et son armée* de Charles de Gaulle, respectueusement dédicacé en 1938 au maréchal Pétain a été adjugé 1 520 000 F le 12 mai 1998 lors d'une vente aux enchères qui se tenait à l'Hôtel Drouot. L'ouvrage qui provenait de la bibliothèque du docteur Ménétrel, secrétaire particulier du chef de l'État français, avait été estimé par l'expert de la vente entre 100 000 et 200 000 F.

Régine Pernoud Visages de femmes au Moyen Âge

Spécialiste du Moyen Âge et de Jeanne d'Arc, Régine Pernoud est décédée le 22 avril 1998 à l'âge de 88 ans. Dès son entrée à l'École des chartes en 1928, Régine Pernoud, grâce à des maîtres comme Roger Grand, Henri Focillon, Henri Pirenne, s'était passionné pour le monde médiéval. Elle entreprit de restaurer auprès du public l'image dénaturée de la longue époque médiévale. En 1947, Régine Pernoud est nommée conservateur du musée de Reims, puis aux Archives nationales, à Paris. Elle publie en 1946 un premier livre *Lumière du Moyen Âge*, puis tire successivement de l'oubli les figures d'héroïnes médiévales comme Aliénor d'Aquitaine, Christine de Pisan et plus récemment Hildegarde de Bingen. En 1953, la découverte du texte non traduit du procès en réhabilitation de Jeanne d'Arc modifie l'orientation de sa carrière. Le destin de la Pucelle d'Orléans la fascine. Désormais elle lui consacrera l'essentiel de ses travaux. Le succès que rencontrent *Vie et mort de Jeanne d'Arc*, *Jeanne d'Arc par elle-même et ses témoins*... dépasse largement les cercles universitaires. Régine Pernoud fonde à Orléans le Centre Jeanne-d'Arc. Son provoquant *Pour en finir avec le Moyen Âge* (1977) et *Le Moyen Âge pour quoi faire* (1986) ont fortement contribué à une nécessaire réhabilitation. Elle n'a jamais cessé d'écrire, fidèle à son principe : *« Transmettre dans un langage simple ce que j'avais découvert par des recherches difficiles. »* Régine Pernoud a vu son œuvre couronnée à deux reprises par l'Académie française en 1981 puis en 1997. Avant de mourir Régine Pernoud avait eu le temps d'achever un séduisant ouvrage, *Visages de femmes au Moyen Âge*, qui inaugure une nouvelle collection aux éditions Zodiaque. Dans ce livre magnifiquement illustré, Régine Pernoud révèle la place réservée à la femme dans la société médiévale et dont l'art renvoie une image précise. Qu'elles soient mères de famille, paysannes, citadines, marchandes, épouses de médecin ou châtelaines, jusqu'au XIV[e] siècle les femmes ont détenu à la fois pouvoir et savoir. Régine Pernoud assure qu'elles perdirent une part de leurs prérogatives à la Renaissance. Dans ce livre, l'historienne évoque les figures de Clotilde, sainte Geneviève, Radegonde, et bien sûr Aliénor d'Aquitaine. Mais aussi celles moins connues de Dhuoda, l'épouse de Bernard de Septimanie qui nous a légué le plus ancien traité d'éducation, ou Herrade de Landsberg, abbesse du Mont Saint-Odile de 1167 à 1195 qui avait composé une encyclopédie illustrée destinée à son couvent, l'*Hortus Deliciarum*.

Visages de femmes au Moyen Âge, par Régine Pernoud. Éditions Zodiaque, 261 pages, 230 F.

Le bestiaire d'Arcy-sur-Cure

La grotte d'Arcy-sur-Cure (Yonne) a été visitée dès le XVI[e] siècle. Buffon, qui avait gravé son nom sur la paroi, est sans doute l'un de ses plus illustres visiteurs. Dès la fin du XIX[e] siècle, la grotte a été fouillée par des spécialistes. De 1946 à 1964 André Leroi-Gourhan y a régulièrement travaillé. La grotte d'Arcy n'avait cependant pas dévoilé tous ses secrets. En effet en 1990 les puissantes lumières d'un projecteur descendu dans la grotte pour les besoins d'un reportage télévisé avaient révélé sur les parois d'une salle la trace de peintures rupestres, dissimulées sous une épaisse couche de calcite. Une vaste fresque de 6 mètres de long a pu être dégagée au printemps 1998. Elle reproduit un véritable bestiaire : mammouths, rhinocéros, ours, oiseaux... Des espèces sont rarement représentées dans l'art rupestre. Les premières analyses ont daté ces peintures de 24 000 à 28 000 ans avant notre ère. Elles figureraient ainsi parmi les plus anciens vestiges rupestres découverts en France, avec celles des grottes Chauvet (- 30 000) et Cosquer (- 27 000). La campagne de fouilles va sans doute être prolongée.

On peut lire l'ouvrage de Dominique Baffier et Michel Girard, *Les cavernes d'Arcy-sur-Cure*, paru aux éditions La Maison des Roches (120 pages, 148 F).

Einstein piégé par le KGB


ARCHIVE PHOTOS FRANCE

Einstein et Oppenheimer qui fut, lui aussi, accusé de relations coupables.

Les sympathies affichées par Einstein pour l'Union soviétique après la Seconde Guerre mondiale étaient connues. Mais voilà que l'on découvre mieux. Sotheby's a mis aux enchères le 26 juin 1998 neuf lettres du physicien adressées entre novembre 1945 et juillet 1946 à Margareta Konenkova. Celle-ci était l'épouse du sculpteur soviétique chargé de réaliser un buste d'Einstein. Pendant la guerre la jeune femme avait séjourné à Princeton et avait eu une liaison avec l'auteur de la théorie de la relativité. Or, comme l'ont révélé les Mémoires publiés aux États-Unis en 1995 de Pavel Soudoplatov, un ancien patron du KGB, Margareta Konenkova n'a jamais cessé d'être un agent des services d'espionnage soviétiques. Aujourd'hui décédé, Soudoplatov avait confirmé dans une lettre que Margareta Konenkova était un agent du KGB et qu'elle avait été chargée, sous le contrôle du vice-consul soviétique à New-York, d'influencer Oppenheimer à Princeton et d'autres scientifiques américains, dont Einstein. Soudoplatov a longuement expliqué que pour *« recevoir des informations capitales sur la bombe atomique »*, ses services cherchaient à *« endoctriner les savants »*. Même si Einstein ne détenait lui-même aucune information sur la bombe atomique comme l'ont souligné plusieurs historiens américains soucieux de le disculper, notamment Robert Jervis (Columbia). Il n'en avait pas moins succombé aux charmes de l'espionne. La manipulation d'un savant aussi prestigieux était un atout de première grandeur pour pénétrer le cercle de ceux qui savaient.

Mort de François Lehideux

Lors du bouclage de ce numéro, nous avons appris le décès de François Lehideux, le 21 juin 1998, à 95 ans. Il était le dernier ministre vivant du maréchal Pétain. Après 1958, le général de Gaulle lui avait proposé d'entrer dans son gouvernement. Nous évoquerons le destin de ce témoin de l'histoire dans notre prochain numéro.

••• ÉDITION ••• ÉDITION ••• ÉDITION ••• ÉDITION ••• ÉDITION •••

■ *Histoire politique XIX[e] et XX[e] siècle*. Important catalogue contenant 1 500 titres rares ou épuisés. Sur simple demande à la librairie Les Oies sauvages, Marc Vidal, BP 16, 77343 Pontault-Combault Cedex. Tél/fax : 01 60 34 72 67.

■ Le Cahier de L'Herne consacré à Georges Bernanos publié en 1962 sous la direction de Dominique de Roux est réédité chez Fayard. On y trouve notamment des textes de Robert Poulet, Marcel Schneider, Thomas Molnar, Michel Deguy, et des extraits de la correspondance inédite de Bernanos. (170 pages, 170 F.)

■ Les Actes du Colloque international de Reims consacré à Clovis sont publiés sous la direction de Michel Rouche en deux volumes sous coffret. *Clovis, histoire et mémoire*. 480 F. Disponible chez Épona, 7, rue Jean-du-Bellay 75004 Paris. Tél : 01 43 26 40 41.

■ La correspondance complète de Dostoïevski va être publiée pour la première fois en français sous la direction de Jacques Catteau dans une traduction d'Anne Coldefy-Faucard aux éditions Bartillat. Plus de 3 000 pages, en trois volumes. Premier tome en octobre.

■ *La Garde constitutionnelle de Louis XVI*, un ouvrage consacré à l'unité qui a compté des personnages tels que le duc de Cossé-Brissac, Murat, futur roi de Naples, Bessières, futur maréchal d'Empire, Lasalle, futur général de cavalerie légère (*« Un hussard qui n'est pas mort à trente ans est un jean-foutre »*), etc. En cours de souscription chez l'auteur : Colonel (e.r.) François Grouvel, 2, montée de l'Oratoire, 13111 Coudoux. Tél : 04 42 52 05 22.

Curzio Malaparte (1898-1957)

Curzio Malaparte aurait cent ans aujourd'hui. L'écrivain continue de susciter la controverse. Ses engagements successifs déroutent. Il a pourtant mieux que quiconque incarné les contradictions du siècle. De son véritable nom Kurt-Erich Suckert – son père était un Allemand établi en Italie–, il est né le 9 juin 1898 à Prato, en Toscane. À 16 ans, au début de la guerre, attiré par l'aventure, il fuit le collège pour s'engager dans les légions garibaldiennes et combattre sur le front français. Il restera marqué à jamais par cette expérience décisive pour ce style « condottiere » qu'il affectionnera, notamment à travers les nombreux duels qui émailleront sa vie. A la fin de 1919, il aspire à une révolution sociale, et opte pour le fascisme, le seul mouvement qu'il juge capable d'encadrer les masses populaires et de les doter d'un chef. Ainsi participe-t-il en 1922, à la marche sur Rome. La révolution mussolinienne lui paraît la suite de la révolution nationale italienne de Mazzini. Il y trouve de quoi étancher sa soif d'héroïsme et son nihilisme nietzschéen. L'anti-intellectualisme du fascisme comme sa prédilection pour la violence ne le heurte pas : *« Je ne suis pas de ceux à qui déplaisent la force, le courage, la violence, la férocité »*. En 1921, il publie son premier livre *La révolte des Saints maudits*, signé Malaparte *« parce que Napoléon s'appelait Bonaparte et a mal fini. Je m'appellerai Malaparte et je finirai bien »*. En 1924, il fonde l'hebdomadaire *La Conquista dello Stato*, qui devient l'organe de l'aile intransigeante du fascisme. Mais les critiques violentes à l'encontre de la tendance parlementaire et bourgeoise valent au journal d'être saisi dès l'année suivante. Il publie des essais aux titres virulents *Les Noces des eunuques*, *L'Italie contre l'Europe*, *L'Italie barbare*, et multiplie des incartades à la discipline fasciste. En 1929, au lendemain des accords de Latran qui scandalisent son anticléricalisme, Malaparte fait paraître dans une revue *Monsieur Caméléon*, une attaque à peine déguisée contre Mussolini. Celui-ci ne se formalise pas et lui confie la direction de la prestigieuse *Stampa* de Turin. Mais en 1931 Malaparte quitte avec fracas le parti fasciste. Il voyage en Europe, en Afrique, en Asie. De Paris il écrit directement en français *Technique du coup d'État* et *Le bonhomme Lénine*. Les deux ouvrages sont simultanément interdits en Italie et en Allemagne. *Technique du coup d'État* qui montre une grande admiration pour Mussolini est en revanche très hostile à Hitler portraituré comme « une femme »... Rentré en Italie, Malaparte qui continue en fait à bénéficier de la bienveillance du Duce est assigné à cinq ans de résidence au soleil des îles Lipari. Après 1941, l'enfant terrible du fascisme est envoyé comme correspondant sur le front de l'Est puis dans l'Europe centrale occupée. Il puisera dans cette expérience la matière de son livre *Kaputt* publié en 1944 à Naples – occupé par les Américains. Après la chute de Mussolini, Malaparte est rentré dans cette partie de l'Italie passée sous le contrôle allié et combat jusqu'à la paix avec les partisans de la division Potente. Il transcrit le spectacle de Naples soumise aux Américains dans *La Peau* qui fait scandale et reste l'un de ses livres les plus célèbres. Se partageant entre Paris, la Toscane qu'il a souvent chantée, et sa maison de Capri, il écrit encore le *Christ interdit* qui déchaîne la colère des démocrates chrétiens. Avant de mourir en 1957, il trouve encore le temps de s'intéresser au maoïsme.

Malaparte a été l'un des plus puissants tempéraments littéraires de l'époque contemporaine. Le cynisme qu'on lui reproche n'était sans doute comme l'a écrit Michel Mourre que *« le masque derrière lequel il cachait son désespoir lucide en face de la décadence européenne »*.


DR

Malaparte, volontaire à 16 ans.

Kaputt **est disponible en Folio (n° 237), ainsi que** ***La Peau*** **(n° 502).**
Technique du Coup d'État **a été réédité dans la collection Les Cahiers Rouges chez Grasset.**
Des nouvelles ***Sodome et Gomorrhe*** **et** ***Une femme comme moi,*** **sont parues chez Pocket, et** ***Sang*** **aux éditions du Rocher (Collection Alphée).**
Le sourire de Lénine **a été récemment traduit aux éditions Perrin et Perrin (46, rue Sainte-Anne, 75002 Paris).**

Voyage historique

L'Afrique du Sud avec Bernard Lugan. Voyage historique de 12 jours sur la trace des Boers et des Zoulous. Départ de Paris le mardi 1er décembre 1998, retour le samedi 12 décembre. Le Cap, la ville et le musée huguenot. Bloemfontein et le champ de bataille où fut tué Villebois-Mareuil. A travers le massif du Drakensberg. Réserve de Giants Castle. Champs de bataille de Blood River et Isanddhlwana (guerres zoulous). Séjour et safari à Phinda Game Reserve (l'une des plus belles d'Afrique australe). Feu de camp dans le bush, etc.

Renseignement et inscriptions : Agence Ozone, 5 bis, rue Fays, 94160 Saint-Mandé. Tel : 01 43 65 97 31.

En prélude à ce voyage, ne pas manquer le nouveau numéro (19-20) de *L'Afrique réelle*, revue dirigée par Bernard Lugan, Spécial Afrique du Sud. Avec un document exceptionnel : Pourquoi les généraux blancs n'ont-ils pas déclenché la guerre pour fonder le Volkstaat lors de l'accession au pouvoir de Nelson Mandela. Nombreuses illustrations sur la guerre des Boers. Le numéro : 120 F (port inclus). *L'Afrique réelle*, BP n°6, 03140 Charroux.

••• EXPOSITIONS ••• EXPOSITIONS ••• EXPOSITIONS ••• EXPOSITIONS •••

■ Le musée des Arts et Traditions populaires (MATP), créé par Georges-Henri Rivière et dirigé aujourd'hui par l'archéologue Michel Colardelle se transformera prochainement en musée des Civilisations de la France et de l'Europe. Ses collections installées jusqu'à présent au bois de Boulogne (6, avenue du Mahatma-Gandhi 75116 Paris) seront regroupées avec celles du musée de l'Homme au palais de Chaillot.

■ Des œuvres d'un peintre russe qui a « choisi la liberté » en 1988, et qui depuis vit à Paris, sont exposées jusqu'au 31 juillet à la galerie Guiter (23, rue Guénégaud 75006 Paris. Tél : 01 43 54 30 88). Né en 1953 (l'année de la mort de Staline), Sergueï Tchépik reste marqué par le destin de la Russie au XXe siècle. Ses toiles reflètent l'histoire d'un pays martyrisé par la Révolution, la guerre civile, et soixante-dix ans de dictature communiste. Elles renvoient également l'image de la décadence de la société soviétique.

■ Une exposition sur l'évolution de la céramique depuis le VIIe siècle, intitulée *Terres naufragées*, et organisée en marge du congrès de la Société française d'étude de la céramique en Gaule qui s'est tenu à Istres au printemps 1998, sera présentée jusqu'au 31 août au musée René-Baucaire (place du Puits-Neuf 13800 Istres).

■ Dans le cadre de la Semaine Arthurienne, cycle de conférences organisé par la ville de Ploërmel et le Centre de l'Imaginaire Arthurien sur le thème « Brocéliande entre loups et forêt », du 20 au 24 juillet 1998, à Ploërmel, sous la direction de Philippe Walter, avec la participation de nombreux universitaires. Spectacles et visites commentées des expositions du château de Comper. Exposition « Le Roi Arthur ». Renseignements à l'Office de tourisme du pays de Ploërmel, 5, rue du Val, 56800 Ploërmel. Tél : 02 97 74 02 70. Fax : 02 97 73 31 82.

BATAILLE POUR UN CAILLOU

L'accord de Nouméa, signé le 21 avril 1998, débouchera-t-il sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, à la satisfaction de puissances océaniennes pressées de voir la France renoncer à son influence dans cette partie du monde ? Troisième producteur mondial de nickel, le « Caillou » est entouré d'une zone maritime exclusive qui s'étend sur 2 105 000 km², soit quatre fois la surface de la France. Par sa situation, il détient la clé des communications entre les océans Pacifique et Indien, au carrefour des routes maritimes qui relient l'Australie et la Nouvelle-Zélande au Japon et aux États-Unis. Et ces atouts suscitent bien des convoitises.



Le général Franceschi.

Incurie, incompétence, ou plus simplement trahison : le récit que fait le général Franceschi, dans un ouvrage paru au mois de mai (1), des événements qui ont secoué les îles au cours des années quatre-vingt, met en lumière, à l'origine des troubles, non seulement l'action subversive de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) d'Alain Krivine, mais surtout des complicités qui s'expriment du plus haut niveau de l'administration locale jusqu'à l'Élysée. L'ancien commandant supérieur des Forces armées en Nouvelle-Calédonie met clairement en cause, non seulement les différents politiques en charge des destinées du Territoire – Roynette, Pisani, Montpezat, à l'exception notable de Fernand Wibaux –, mais encore le président de la République lui-même, qui aura milité tout au long de cette affaire pour l'abandon d'un territoire français.

Un effarant document indépendantiste, que le général Franceschi date des législatives de 1978, illustre cette forfaiture : « *Nous avons obtenu des garanties formelles de François Mitterrand sur l'accession de la Calédonie à l'indépendance* », écrivent les auteurs de cette note « ultra-confidentielle ». Ils conseillent donc aux militants de « *tempérer leur ardeur jusqu'au lendemain des élections législatives. C'est seulement après cette date que le processus d'agitation devra jouer à fond. Ils auront alors tout loisir de malmener les colons et les obliger à quitter leur terre. Nous avons même la garantie de l'impunité en cas de soulèvement et, s'il le faut, d'assassinat de quelques blancs, pour créer un climat propice à l'accélération de l'accession à l'indépendance avec l'aide des Territoires amis du Pacifique.* » Trois ans avant son élection à la présidence, François Mitterrand a donc opté pour une solution dont même le référendum de septembre 1987, très favorable à la France, ne le détournera pas. Au lendemain de ce scrutin, Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, affirme d'ailleurs que « *ce référendum ne règle rien et le gouvernement doit accepter d'écouter le FLNKS, faute de quoi il mettrait le Territoire dans l'impasse.* » Faut-il s'étonner qu'il tente aujourd'hui de programmer l'accès du territoire à l'indépendance ?

ADRIEN BROCARD

(1) *La Démocratie massacrée*, par le général Michel Franceschi. Pygmalion, 430 pages, 139 F.

Musiques médiévales en Alsace

Du 28 août au 27 septembre, le festival Voix et route romane – qui a derrière lui cinq années d'existence et une cinquantaine de concerts – va privilégier cette année l'œuvre de Hildegarde de Bingen, née il y a tout juste neuf cents ans. Dix monuments prestigieux, de Saint-Martin de Marmoutier à l'abbaye de Murbach, en passant par les églises de Rosheim et de Kaysersberg, vont accueillir groupes et chorales venus de toute l'Europe pour compléter l'exploration du répertoire musical médiéval. Des conférences consacrées aux différents aspects de l'œuvre de Hildegarde viendront compléter les concerts. Une occasion exceptionnelle pour découvrir l'univers esthétique et spirituel du XIIe siècle européen.

Renseignements sur demande au bureau du festival, tél : 03 88 36 89 32.

LIVRES EN LIBRAIRIE CET ÉTÉ

EN POCHE

La Grande Peur des bien-pensants, par Georges Bernanos. En juillet, au Livre de Poche.

Le Guide de la France préhistorique, par Philippe Boitel. En juin, au Livre de Poche.

L'Architecture grecque, par Marie-Christine Hellmann. En juin, au Livre de Poche.

Napoléon, par Chateaubriand. En juin, à La Table Ronde (collection Petite Vermillon).

Pages grecques (Le balcon de Spetsaï, Le rendez-vous de Patmos, Spetsaï revisité), par Michel Déon. En mai, chez Folio-Gallimard.

L'Europe. Histoire de ses peuples, par Jean-Baptiste Duroselle. En mai, chez Hachette-Pluriel.

ESSAIS, DOCUMENTS

Campagnes d'Égypte et de Syrie, par Napoléon Bonaparte. Présentation d'Henry Laurens. En juin, à l'Imprimerie nationale.

La Conversion des intellectuels au catholicisme en France (1885-1935), par Frédéric Gugelot. En juin, aux éditions du CNRS.

Le Roman de Rossel, par Christian Liger. En juin, chez Robert Laffont.

Histoire de l'aviation en Limousin, par Claude Lacan. En juin, aux éditions Lavauzelle.

Les Cercueils de toile, par Marc Charuel. En juin, au Rocher.

Mannerheim (1867-1951), par Stig Jägerskiold. En juin, chez Michel de Maule.

Nations, nationalités et nationalismes aux XIXe et XXe siècles, par Astrid von Busekist. En juin, chez Albin Michel.

Vichy, capitale à l'heure allemande, par Jean Desbordes. En juillet, chez Godefroy de Bouillon.

Petit atlas historique de l'Empire romain, par Wattel. En juin, chez Albin Michel.

René Bousquet, préfet de la Marne, par Guy Bousquet. En juin, chez Picollec.

Chronique des temps occultés, 1945. Souvenirs Indochinois, par Jean Rouget. En juin, chez Édimontagne.

Trafics et crimes dans les Balkans, par Nicolas Milétitch. En juin, aux PUF.

Le renseignement français à l'aube du XXIe siècle, par Jean-Jacques Cécile. En juin, aux éditions Lavauzelle.

Toute la corrida en 1 200 images. Texte de Michel Porcheron. En juin, chez Calmann-Lévy.

LIVRES A PARAÎTRE À LA RENTRÉE

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES, CORRESPONDANCES

Mémoires de Ponce Pilate, par Anne Bernet (roman historique). En septembre, chez Plon.

Isabelle, comtesse de Paris, par Philippe Delorme. En septembre, chez Pygmalion.

Fouquet, par Jean-Christian Petitfils. En septembre, chez Perrin.

Montesquieu, par Jean-François Chiappe. En septembre, au Rocher.

Marie-Louise, par André Castelot. En septembre, chez Perrin.

Napoléon III, par Georges Bordonove. En septembre, chez Pygmalion.

Confession. À propos de Dieu, par Léon Tolstoï (traduit par Luba Jurgensen). En septembre, chez Pygmalion.

Ferdinand de Lesseps, par Ghislain de Diesbach. En septembre, chez Perrin.

Pétain, le soldat, par Guy Pedroncini. En septembre, chez Perrin.

Gyp, la dernière des Mirabeau, par Willa Silverman. En septembre, chez Perrin.

Lénine. Le chef de sang et de fer, par Hélène Carrère d'Encausse. En septembre, chez Fayard.

De Gaulle raconté aux enfants, par Henri Amouroux. En septembre, chez Perrin.

ESSAIS, DOCUMENTS

Christianisme et paganisme, par Ramsay MacMullen. En septembre, aux Belles Lettres.

Naissance de la Noblesse. L'essor des élites en Occident, par Karl-Ferdinand Werner. En septembre, chez Fayard.

Les Sagas légendaires, par Régis Boyer. En septembre, aux Belles Lettres.

Nouvelle histoire militaire de la France, de la Révolution à 1918, par W.Serman et J.-P. Bertaud. En septembre, chez Fayard.

La Guerre des Boers, par Bernard Lugan. En septembre, chez Perrin.

La IIIe République, de Poincaré à Paul Raynaud, par Christian Delporte. En septembre, chez Pygmalion.

Douaumont, par Alain Denizot. En septembre, chez Perrin.

La IVe République, par Arthur Conte. En septembre, chez Plon.

Histoire du IIIe Reich, par François-Georges Dreyfus. En septembre, au Livre de Poche.

Fascisme et communisme, par François Furet et Ernst Nolte. En septembre, chez Plon.

Pages réalisées par MACHA MANSKI

Souvenirs aristocratiques et moqueurs sur les événements de 1848

La célébration du cent cinquantième anniversaire de la révolution de 1848 est l'occasion de revisiter l'événement à travers les souvenirs d'un aristocrate irrespectueux qui connaissait le Tout-Paris comme sa poche.

« J'*entends crier sous mes fenêtres :* "Vive la république démocratique et sociale !" *Je l'aimais mieux aristocratique et sociable. Je sens bien que j'aurai de la peine à me monter au ton du jour... Je me souviens de cet axiome d'un livre de cuisine : le lapin demande à être écorché vif, le lièvre préfère attendre. Je suis tout à fait du sentiment du lièvre... »*

Ces phrases moqueuses ont été écrites en 1848, année qui vit la chute de Louis-Philippe et l'avènement de la II[e] République. On en célèbre cette année le cent cinquantième anniversaire. Les célébrants saluent la souveraineté du peuple, le suffrage universel, l'abolition de l'esclavage, la liberté de la presse, la proclamation des droits de l'homme.

Le comte Joseph d'Estourmel se montre beaucoup moins enthousiaste. Les droits de l'homme, par exemple, loin de lui inspirer l'attendrissement respectueux qui est de rigueur, lui rappellent tout de suite une petite histoire gaie qui date de la précédente révolution :

« En 1830, après les journées de Juillet, M. Casimir Perier eut à répondre aux exigences populaires. Un jour, en rentrant chez lui, il se trouve serré de près par une foule turbulente. Hommes, femmes criaient : "Nous voulons avoir les droits de l'homme !" *M. Perier, craignant que la retraite ne lui fût coupée, s'adresse aux plus échauffés :* "Vous demandez les droits de l'homme ?

– Oui ! Oui !

– Eh bien, je vous les accorde !" *Et à la faveur de la surprise que leur causa une munificence aussi imprévue et pendant qu'ils pensaient à ce qu'ils pourraient en faire, il s'esquiva. »*

Ce comte d'Estourmel est décidément un mauvais citoyen. Il ne croit ni aux grands principes ni aux grands hommes du jour. Il tient un journal où il les arrange de la belle manière. Journal d'autant plus savoureux que son auteur est diablement malin et qu'il a déjà beaucoup vu et beaucoup retenu.

En 1848, il a soixante cinq ans. Il descend d'une famille picarde de très ancienne noblesse : un Raimbaud d'Estourmel, compagnon de Godefroi de Bouillon, a sauté le premier sur la muraille de Jérusalem. Le marquis d'Estourmel a échappé de justesse à la Terreur. Son fils, sous le Directoire, s'est beaucoup amusé, il a beaucoup dansé et flirté, mais il a aussi beaucoup lu et travaillé : il a été reçu auditeur au Conseil d'État – c'était un peu l'ENA d'alors – et Napoléon en a fait un sous-préfet. La Restauration l'a nommé préfet de l'Aveyron, puis de la Sarthe, enfin de la Manche en 1824. Il y était encore quand Charles X a été renversé. Il l'a accompagné jusqu'à Cherbourg dans sa lente retraite et a tout de suite refusé de servir Louis-Philippe. Libre, riche, curieux de tout, il a beaucoup voyagé toujours revenant à Paris dont il ne pourrait se passer.

Le livre où il raconte 1848, ses descendants l'ont trouvé dans ses papiers après sa mort, en 1849, et l'ont appelé *Derniers souvenirs.*

Français de très vieille France, Estourmel a traversé trois révolutions et quatre ou cinq régimes avec une gaieté qui est la forme la plus élégante du courage, une inépuisable ironie, indispensable pour se garder des vains enthousiasmes et des sottes vanités. Légitimiste décidé, le comte d'Estourmel ne jette la pierre à personne et il a des amis dans tous les camps et tous les mondes.

« Mercredi 23 février. M. Guizot, que je voyais hier, n'est plus ministre, et M. de Lamartine que je vais voir ce soir, le sera probablement demain. Ainsi va le monde ! »

Le spectacle de la rue l'amuse autant que celui des salons. Il va dans les clubs, il se mêle à tous les attroupements, il écoute, il discute.

« 25 février. Un soleil de mai ! Toute la population de Paris est dehors ; elle va se promener, regarder les barricades. J'entre aux Tuileries. Je passe sous ces portes, closes pour moi depuis dix-huit ans ; je lis, inscrit sur les vitres : Mort aux voleurs ! *C'est toujours bon à afficher. »*

Les arbres de la Liberté que les curés aspergent d'eau bénite à tout va excitent ses sarcasmes : *« Un malin, auquel on demandait à quoi servaient tous ces arbres de Liberté, a répondu :* "C'est pour en avoir l'ombre." *Les planteurs, que personne ne dirige et encore moins ne réprime, sont, pour la plupart, des fainéants et des ivrognes. L'impromptu suivant leur est dédié :* "Que cet arbre n'est-il un chêne ! / Il aurait pu nourrir sans peine / Avec le gland qu'il eut porté / Les citoyens qui l'ont planté" ».

Mais voici enfin plus sérieux, beaucoup plus sérieux et plus grave : la crise, le chômage, les pseudo-mesures sociales du gouvernement, la montée de la colère populaire. *« On organise des ateliers de charité dont l'inconvénient est de salarier l'oisiveté volontaire comme le chômage forcé. Tous les fainéants s'y font recevoir et appointer. Les meneurs ne cessent de pousser les ouvriers à la révolte contre leurs patrons auxquels ils prétendent faire payer les demi-journées comme des entières... Beaucoup d'ouvriers des ateliers nationaux passent leur temps à vaguer et à jouer au bouchon. On leur donne vingt sols par jour, la demi-solde de l'oisiveté, et ils la préfèrent à la solde entière qu'il faudrait gagner par quelque labeur. »*

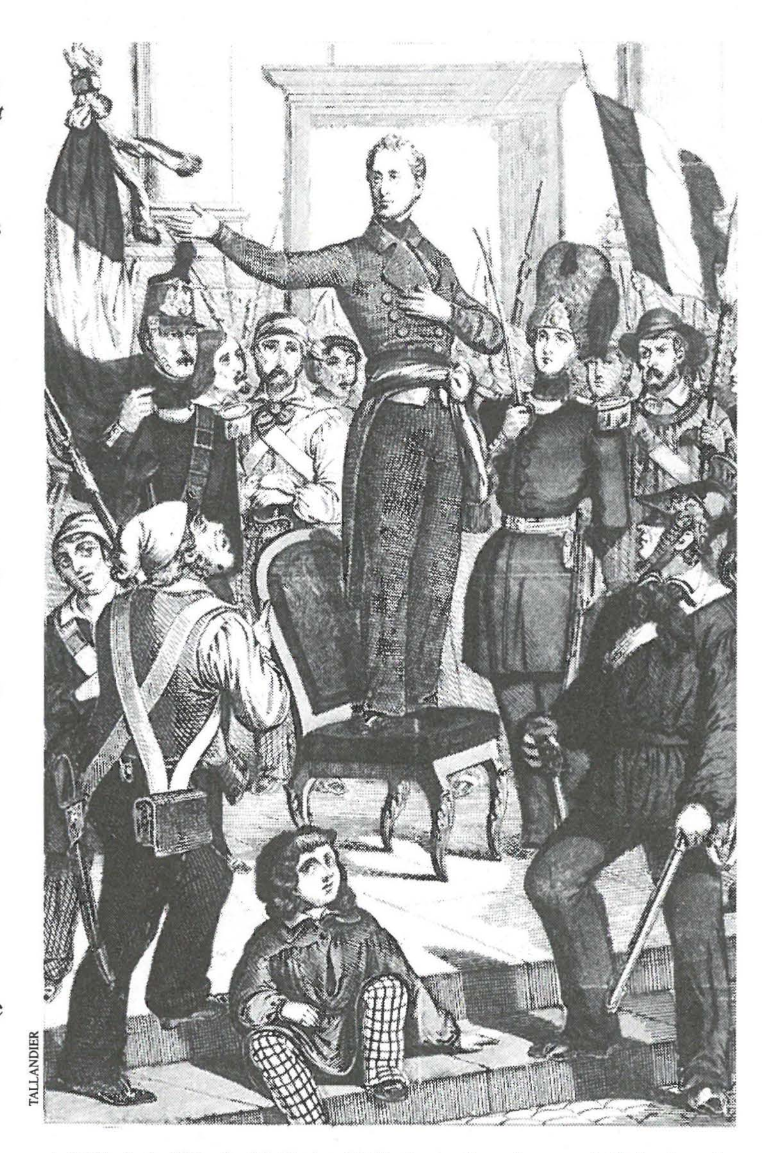
Chose remarquable : en 1849, un an à peine après l'échec et la condamnation des Ateliers nationaux, décidée le 21 juin 1848, Lamartine, en termes noblement sucrés, disait à peu près la même chose qu'Estourmel. *« Les Ateliers nationaux,* plaidait-il, *c'était une aumône sacrée et indispensable de l'État, honorée par l'apparence du travail. »*

Estourmel était à la campagne pour quelques jours quand a éclaté le sanglant soulèvement de juin. Son témoignage nous manque et c'est bien dommage. Mais il avait vu venir l'orage : *« On enivre ces malheureux,* écrivait-il dès le 17 mars. *On fausse toutes leurs notions du juste, du droit, du possible. On tient école publique de déraison et de sophisme ; puis, plus tard, on leur tirera des coups de fusil pour avoir fait ce qu'on les excite à faire. »*

Il y a cette foule obscure et houleuse dans les *Derniers Souvenirs* du comte d'Estourmel. Il y a aussi beaucoup de gens connus et rencontrés à plus d'une reprise. Ceux qu'il n'aime ou n'estime pas outre mesure comme Proudhon qui l'horrifie ; comme George Sand accusée d'écrire en mauvais style les communiqués emphatiques de Ledru-Rollin ; comme Hugo même auquel on lance un coup de pelle au passage : *« On voit avec peine un homme du talent de M. Victor Hugo se ranger à la Chambre parmi les plus exaltés. Cela ne peut s'expliquer que par le refrain de sa ballade :* "Le vent qui souffle à travers la montagne / L'a rendu fou !" »

Parfois c'est une triste visite chez madame Récamier à l'abbaye aux Bois : *« M. de Chateaubriand est assis au côté droit de la cheminée, immobile, silencieux, ennuyé surtout... En général on évite de rompre avant quatre heures ce morne et muet tête-à-tête... Quand madame Récamier se plaît officieusement à commencer ainsi quelque récit :* "M. de Chateaubriand disait tout à l'heure...", *déjouant cette coquetterie qu'elle a pour son esprit, il retrouve une parole brève et sèche pour proférer ces seuls mots :* "Madame, je n'ai rien dit".

On pourrait croire qu'il tire vanité de son silence, quelquefois même de son ennui. Pourtant ce n'est pas tout d'être vieux, il faut être aimable. »
Une des silhouettes les plus curieuses c'est celle de ce prince Bonaparte entrevu une première fois chez les Girardin. Le comte d'Estourmel, qui a assisté à son élection à la présidence, est mort avant d'avoir vu le prince-président se muer en Napoléon III. Mais il avait tout de suite pressenti l'avenir. A l'été 1848 il écrivait déjà : *« La vieille étoile impériale reparaît à l'horizon ; trois départements ont choisi pour leur représentant le prince Louis Bonaparte. En France (je crois l'avoir déjà remarqué) rien ne dure, mais rien ne finit. M. de Talleyrand disait :* "Tout arrive". *Il faut ajouter : Tout recommence. Nous roulons dans un cercle plus ou moins étroit, plus ou moins vicieux. La République, l'Empire, la Restauration, l'usurpation. Le tour est fait ; nous recommençons : la République, l'Empire... »*
Mais l'homme qui hante véritablement le journal du comte d'Estourmel c'est Alphonse de Lamartine. Poète et politicien, aristocrate et démagogue, sincère et truqueur, il ne cesse de fasciner et de dérouter ses amis, hommes du monde, hommes de son monde, qui n'arrivent pas à le suivre et ne se résignent pas à l'abandonner. Il passe et repasse sans cesse dans ses pages, soulevant tour à tour, et souvent en même temps, l'admiration, l'ironie, la stupeur, la colère, la tristesse. Il n'y a qu'à puiser. Tout au long de cette année terrible Lamartine montre, à qui regarde bien, toutes les facettes de son génie, de son astuce, de sa candeur aussi et de sa mégalomanie, cruellement punie pour finir.
« 25 février. Vers dix heures, M. de Lamartine rentre, épuisé de fatigue, mais l'esprit libre et trouvant toujours des choses obligeantes à dire. Il va se jeter un moment sur son lit, puis il retourne à l'Hôtel de Ville. »
C'est l'heure de la fameuse harangue pour le drapeau tricolore, *« qui a fait le tour du monde avec le nom, la gloire, la liberté de la patrie »*, contre le drapeau rouge, qui n'a jamais fait que *« le tour du Champ-de-Mars traîné dans le sang du peuple. »*



***A l'Hôtel de Ville, le 25 février 1848, Lamartine s'oppose à l'adoption du drapeau rouge qui n'a jamais fait* « que le tour du Champs-de-Mars, traîné dans le sang du peuple »*, alors que le drapeau tricolore* « a fait le tour du monde avec nos libertés et nos gloires ».**

« 26 février. Deux personnes qui ont entendu hier les allocutions de M. de Lamartine en parlent diversement. "Vous ne pouvez, *me dit l'une,* vous faire idée d'un tel effet ! La foule était comme suspendue à ses lèvres ! Il a renouvelé les prodiges de l'éloquence antique." *Le second témoin était resté moins frappé de l'admiration des auditeurs pour son talent que pour sa faconde. Il les avait entendus dire dans leur langage vulgaire :* "Décidément, c'est celui-ci qui blague le mieux !" *Soyez donc sublime ! »*
Une autre fois, Estourmel rapporte une anecdote que lui a conté son ami l'académicien Briffaut : *« Notre grand poète se contredit sciemment, et tout ce qu'il aime c'est de plaider le pour et le contre. Un jour, à l'abbaye-aux-Bois, on parlait de la suppression de l'impôt sur le sel, et dans un accès de confiance, il nous avoua qu'il avait deux discours tout prêts dans lesquels il soutenait également les opinions opposées. Je ne pus m'empêcher de lui appliquer, en l'altérant un peu, le vers de Tartuffe :* "Il est avec le sel des accommodements." »
Plus les jours passent et plus Lamartine au pouvoir donne de gages à l'extrême gauche. Il n'est pas dupe pourtant et sait très bien que beaucoup de ces pseudo-républicains qui se sont mis sur les places seraient mieux aux galères.
« J'ai trouvé ce soir M. de Lamartine d'une liberté d'esprit charmante, note Estourmel. *On lui recommandait quelqu'un pour je ne sais plus quel emploi :* "Mais quels sont ces titres ? *demandait M. de Lamartine,* Au moins a-t-il été condamné en police correctionnelle ?" »
On finit par bien regretter de voir finir l'an 48 et de devoir quitter le comte d'Estourmel. On ne reverra pas de sitôt quelqu'un de cette qualité. Un homme de très bonne compagnie, et, en même temps, de grande culture. Plein de préjugés ? Oui. Pas plus, et plutôt moins, que les gens de son milieu et de son éducation. Du moins ne les exprime-t-il pas sur le ton hargneux ou sectaire. Et puis qui donc a dit : *« J'appelle préjugés les idées des autres quand je ne les partage pas ».* Léger, frivole, superficiel ? Un peu, peut-être. Lucide surtout, le plus souvent, en s'efforçant de rester aimable et gai. Et pourquoi la clairvoyance devrait-elle toujours être grave et ennuyeuse ?
Le comte d'Estourmel a dit : *« Après les mauvaises actions, ce que je déteste le plus, ce sont les mauvaises façons. »* Les siennes étaient parfaites. C'est un plaisir de le rencontrer.

FRANÇOIS CROUZET

L'article qu'on vient de lire nous avait été adressé par François Crouzet quelques jours avant sa mort le 11 avril 1998. Écrivain et journaliste féru d'histoire, lui-même fils de journaliste, François Crouzet avait 67 ans. Après des études à Louis-Le-Grand, Henri-IV et la Sorbonne, il avait à 25 ans entamé sa carrière à *Dimanche Matin* comme critique littéraire. Après avoir travaillé dans plusieurs quotidiens parisiens, il avait rejoint *Le Figaro* en qualité de rédacteur en chef. Il avait également collaboré à *La Parisienne*, au *Spectacle du Monde*... Il laisse plusieurs livres notamment un pamphlet *Contre René Char* (Les Belles Lettres) dans lequel il se gaussait de procédés trop apparents et avouait incliner plus pour Villon, Verlaine ou Rimbaud. François Crouzet avait une excellente connaissance de l'histoire toujours associée chez lui à un sens poétique et à une culture littéraire qui faisait le charme de ses articles élégants et spirituels, dont on espère qu'ils seront un jour repris en volume. Dans notre numéro 24 (*La France. Histoire d'un art de vivre*) il avait publié un très bel article sur « La langue au-dessus de tout ».

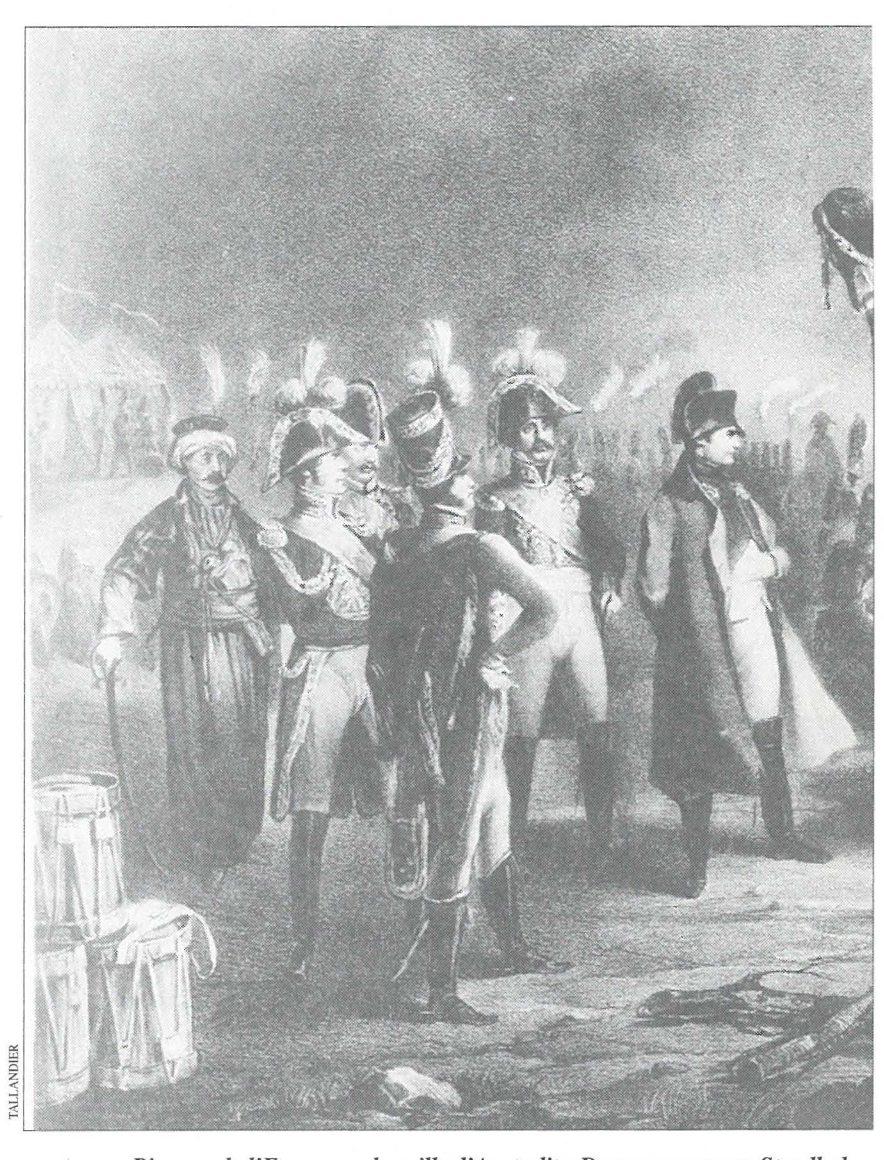
Une leçon

Au lendemain de ces guerres civiles européennes que furent les conflits de la Révolution et de l'Empire ou ceux de notre premier demi-siècle, le mépris qu'inspiraient des vainqueurs pas toujours estimables éveilla par contraste de l'attrait pour des vaincus qu'ornait le charme romantique du courage malheureux. Il en fut ainsi pour les Sudistes après la guerre de Sécession, et pas seulement sous la plume de Margaret Mitchell. Les vaincus de la Libération ont joui de cette amère faveur dans certains romans des « Hussards ». Il en avait été de la sorte au profit de Napoléon et des siens après 1815 dans les romans de Stendhal. Malgré une carrière militaire qui excéda peu une grosse année, l'ancien sous-lieutenant de dragons de l'armée d'Italie resta jusqu'à sa mort habité par une invincible nostalgie de l'aventure napoléonienne. Un athéisme précoce contribua à renforcer son aversion pour la société conformiste et cléricale de la Restauration.

« Il se piquait de libéralisme, disait son ami Mérimée, *et était au fond un aristocrate achevé. »* Lui-même n'en disconvenait pas : *« Je me soumets à mon penchant aristocratique après avoir déclamé dix ans de bonne foi contre toute aristocratie. »* Ici, Beyle (1) joue sur les mots. Son *« penchant aristocratique »* n'est pas un effet de l'âge. C'est une disposition native qui lui a toujours fait chérir les comportements chevaleresques et les mœurs raffinées, plus que cette caricature d'aristocratie qu'était à ses yeux la bonne société de 1820 ou de 1830, mélange de nouveaux riches prétentieux, de ci-devant campés sur leur vindicte, et de dévots enrôlés dans cette police de la pensée qu'était la « Congrégation ».

Le climat moral de l'époque stendhalienne est peu différent du nôtre. Seulement, le glissement sémantique, dû à l'écoulement du temps, brouille les perspectives. Il suffit de les éclairer pour que tout se mette en place. Comme dans le monde soviétique finissant, les anciennes idées révolutionnaires se sont muées en opinions conservatrices. Le qualificatif républicain qui définissait un dangereux conspirateur vers 1830, désigne cent cinquante ans après un bourgeois rangé. Mais sous les étiquettes changeantes, les hommes, eux, ne changent pas. Comme l'expliquait le banquier Leuwen à son fils, pour réussir en politique et dans le monde, il faut être *« un coquin »*. Toutes les époques ont eu leurs légions de « bien-pensants » et de conformistes prêts à expédier au bûcher les insolents et les réfractaires un peu trop remuants et nuisibles aux coquins. Pour décrypter ce qu'il y a de permanent dans les romans de Stendhal, il suffit de remplacer le qualificatif « libéral » par l'un des sobriquets actuels réservés aux indociles, et alors tout s'éclaire. En leur temps, puisqu'ils étaient des insoumis, Julien Sorel, Lucien Leuwen et Fabrice del Dongo étaient nécessairement des « jacobins ». Aujourd'hui, on les désignerait sous je ne sais quelle appellation malséante dont les gazettes abondent.

En maints passages de *La Chartreuse de Parme*, le plus politique des trois grands romans de Stendhal, l'histoire de cape et d'épée ne dissimule qu'à grand peine le brûlot révolutionnaire. Mais le lecteur d'aujourd'hui n'y prête plus aucune attention,



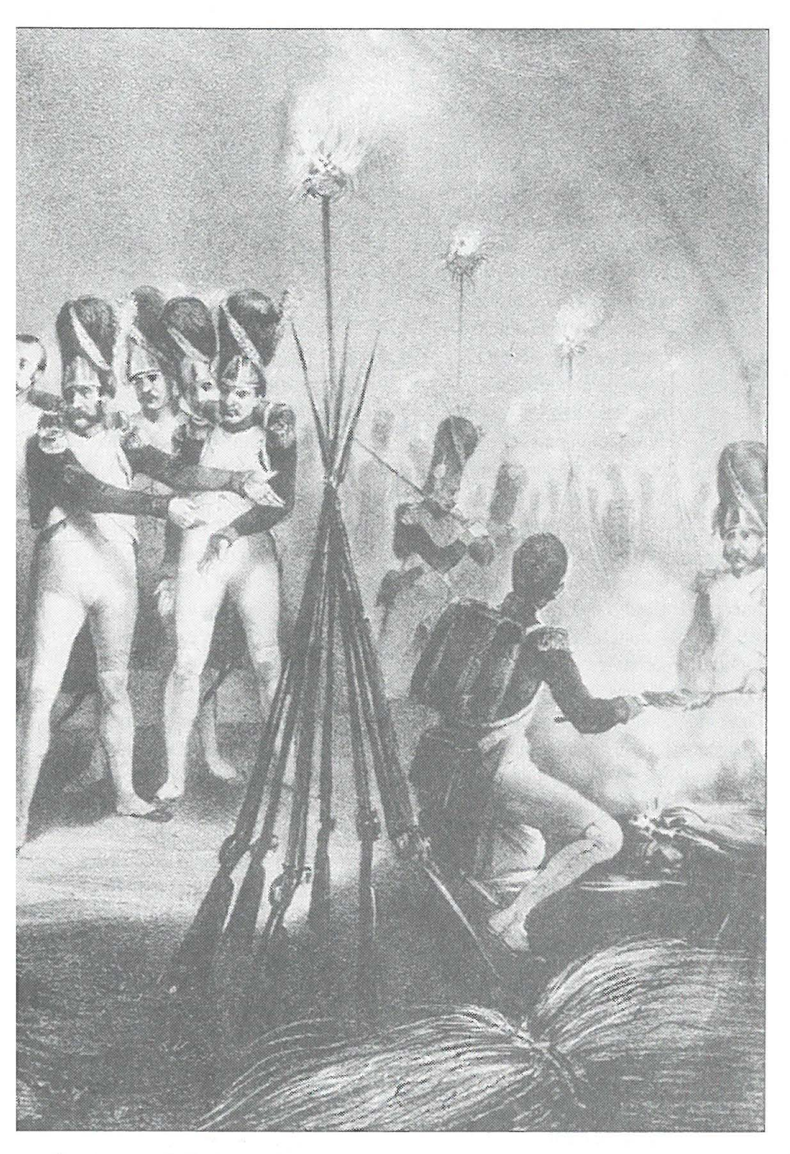
TALLANDIER

Bivouac de l'Empereur, la veille d'Austerlitz. Dans ses romans, Stendhal

puisque l'ancien contenu a perdu son pouvoir subversif. Dès les premières lignes, le ton est pourtant donné. Elles décrivent sans excès de précaution et avec un enthousiasme batailleur l'entrée des troupes de Bonaparte à Milan, le 15 mai 1796. L'imaginaire duché de Parme, qui sert de cadre au roman, est un condensé de corruption et de bigoterie dans lequel un lecteur français averti de la fin du XXe siècle peut reconnaître l'anticipation de ce qu'il a sous les yeux.

Publié en 1839, alors que le courant bonapartiste et libéral avait conquis droit de cité, ce roman passa inaperçu. Quelques années plus tôt, Stendhal s'était inquiété des risques éventuels.

le maintien



iendra la nostalgie d'une épopée opposée à la médiocrité de son temps.

Ainsi, avait-il jugé opportun de différer la publication de *Lucien Leuwen*, roman resté inachevé, dont le héros, un jeune officier bonapartiste, ressemble comme un frère à un jeune « fasciste » idéaliste de 1960. Sous-lieutenant de lanciers, réduit à ne sabrer que des bouteilles dans une petite ville de province mal pavée, Lucien Leuwen crie son amertume : *« Quelle gloire ! Mon âme sera bien attrapée lorsque je serai présenté à Napoléon dans l'autre monde. Sans doute, me dira-t-il, vous mouriez de faim pour faire ce métier-là ?*

– Non, général, je croyais vous imiter »...

Même tonalité dans *Le Rouge et le Noir* (1830). Né dans un milieu pauvre, engagé vers 1820 comme précepteur des enfants du riche et peu sympathique monsieur de Rénal, Julien Sorel est contraint de dissimuler son admiration pour l'Empereur déchu s'il veut conserver sa place. Venu trop tard pour *« être tué ou général à trente ans »*, ne pouvant construire son existence par le rouge de la gloire militaire, il ne lui reste d'autre voie que le noir de la carrière ecclésiastique ; la prudence cauteleuse au lieu de la fougue guerrière. A l'horizon, une mitre d'évêque s'il a su plaire et se courber, ou la morne perspective d'une cure de campagne... Stendhal a résumé le sentiment de cette déchéance dans sa correspondance privée : *« Comment voulez-vous que deux cent mille Julien Sorel qui peuplent la France et qui ont l'exemple de l'avancement du tambour duc de Bellune, du sous-officier Augereau, de tous les clercs de procureurs devenus sénateurs et comtes de l'Empire »* ne nourrissent pas des rêves de révolte ?

La nostalgie de l'épopée est soulignée par la présence de demi-solde qui entrent en scène à l'occasion d'affaires d'honneur, par exemple comme témoins dans les duels. De même, l'avocat de Julien Sorel est-il un ancien capitaine de l'armée d'Italie.

Le lecteur attentif découvre sans peine la philosophie morale de l'écrivain sous l'enveloppe de ses héros. Primitivement, chacun d'eux recherche l'aventure, le succès, la gloire et un amour romanesque, mais certainement pas le bonheur. Au final, il choisissent le parti de la hauteur quel que soit le prix. Pendant un temps, ils se laissent convaincre de pactiser avec l'époque par d'habiles mentors, cyniques et parfois même sympathiques (monsieur de La Mole, le comte Mosca, la Sanseverina, le banquier Leuwen), qui s'efforcent de leur apprendre les règles du jeu social. *« Crois ou ne crois pas ce qu'on t'enseignera,* explique à Fabrice la Sanseverina, qui s'est mise en tête d'en faire un évêque, *mais ne fais jamais aucune objection. Figure-toi qu'on t'enseigne les règles du jeu du whist ; est-ce que tu ferais des objections aux règles du jeu du whist ? »* Que leur demande-t-on ? Seulement d'oublier de penser afin de respecter les tabous de l'époque. La réussite, la fortune, les honneurs sont à ce prix. Ils semblent s'y résoudre. Puis vient un sursaut inattendu de fierté, manifestation de leur goût du geste inutile et de la position sacrifiée. Stendhal fait dire à Mathilde de La Mole, modèle de dignité et d'énergie : *« Je ne vois que la condamnation à mort qui distingue un homme. C'est la seule chose qui ne s'achète pas. »* Dans le défi, le héros stendhalien retrouve sa véritable nature.

A l'issue d'un procès où ses éclats l'ont voué à l'échafaud, Julien Sorel refuse de faire appel de sa condamnation. Mieux vaut mourir que déchoir. De façon imprévisible, Lucien Leuwen assume la faillite de son père et vend tous ses biens pour rembourser les créanciers de sa famille. Fabrice, lui, choisit de revenir volontairement en prison. Chacun à sa façon refuse de transiger alors que tous les autres le font autour d'eux. Ce sont des purs dans un monde de canailles.

DOMINIQUE VENNER

---

(1) On sait qu'Henri Beyle (1783-1842) avait choisi d'écrire sous le nom de Stendhal.

Vasco de Gama et l'épopée portugaise

Le Portugal célèbre cette année, à travers le cinquième centenaire de l'arrivée sur les côtes indiennes de Vasco de Gama, la mémoire d'une aventure prodigieuse qui fit de lui, pour plusieurs siècles, l'une des grandes puissances impériales de l'Occident européen. Deux siècles après la conquête d'un espace allant des Moluques au Brésil, un voyageur italien admirait encore « *une nation qui, quoique faible en nombre, avait étendu sa domination sur toutes les parties du monde par son industrie, par ses vertus, par sa valeur et par une foule de héros qui l'avaient servie successivement...* » ces découvreurs et ces conquérants chantés par Luis de Camoens, l'immortel auteur des *Lusiades*.



Henri le Navigateur (1394-1460).

Après avoir chassé, au milieu du XIIIe siècle, les derniers occupants musulmans, le petit royaume né de la reconquête ibérique a fixé en 1297 ses frontières définitives avec la Castille voisine. On peut dès lors se demander comment cet État médiéval aux ressources naturelles très limitées, peuplé d'un peu plus d'un million d'habitants dans la seconde moitié du XVe siècle, a pu donner à son expansion maritime et commerciale une dimension planétaire qui fit de lui le rival des grandes puissances du temps.

Situé à l'extrême sud-ouest de la péninsule européenne, le petit royaume passé en 1385 aux mains de la dynastie d'Aviz est naturellement ouvert sur les grands espaces atlantiques mais l'expérience nautique acquise par ses pêcheurs ne put, pendant longtemps, compenser l'absence de bons sites portuaires. Au XIVe siècle, ce sont surtout les Italiens, les Basques et les Normands qui jouent le rôle de pionniers de la navigation océanique. La poursuite, sur les côtes maghrébines, de la croisade entamée dans la péninsule ibérique et le souci de ne pas être devancé par les rivaux castillans, déjà installés aux Canaries, dans les archipels atlantiques sont les principales raisons des initiatives portugaises. Il convient d'ajouter à cela le rôle personnel joué par des souverains et des princes d'exception, le roi Jean Ier, ses fils Édouard, Pierre et Henri, après eux le roi Alphonse V l'Africain puis les rois Jean II et Manuel Ier. L'époque est favorable aux entreprises portugaises. France et Angleterre se déchirent jusqu'au milieu du XVe siècle, la Castille est en proie à la guerre civile et donne ensuite la priorité à la reconquête de Grenade, les cités italiennes se retrouvent confrontées, surtout après la chute de Constantinople survenue en 1453, avec la menace majeure que constitue l'expansion ottomane. La Méditerranée redevient pour longtemps une zone d'affrontement entre la Chrétienté et le monde musulman. Les besoins en métal précieux qui sont alors ceux de l'Occident européen ne peuvent qu'encourager les navigateurs à contourner par l'Atlantique l'obstacle que constitue l'espace islamique, pour aller se procurer directement le précieux or du Soudan. Des innovations techniques vont aussi jouer leur rôle dans la genèse de la grande aventure. On utilise désormais la boussole et le gouvernail d'étambot à une époque, le XVe siècle, qui voit le Portugal s'imposer comme le centre du savoir cartographique européen. La mise au point de la caravelle, un bateau rapide et maniable bien adapté à la navigation hauturière mais capable d'aborder des côtes dépourvues de ports a été réalisée dans les chantiers de Lagos et les grands traités de construction navale du temps sont tous dus à des Portugais. Il faut évoquer enfin la part prise aux découvertes par l'infant Henri le Navigateur, surtout préoccupé de poursuivre en Afrique du Nord la croisade entamée par la prise de Ceuta en 1417, nouvelle étape d'une reconquête chrétienne qui devait en principe conduire les nouveaux croisés jusqu'à Jérusalem, mais le travail accompli autour de lui à Sagres, non loin du cap Saint-Vincent, fut l'une des conditions nécessaires des succès ultérieurs. Grand maître de l'ordre du Christ, héritier du Temple, dont les croix pattées rouges orneront les voiles des caravelles, Henri fut un très sage administrateur des richesses de l'ordre et de ses possessions personnelles, ce qui lui fournit les moyens des expéditions lancées vers le sud des côtes marocaines. Après lui, le roi Jean II sera l'artisan de l'ouverture de la route du Cap.

Une fois réalisée – au cours des années 1420 – la conquête de Madère et des Açores, les marins portugais disposent d'un relais qui leur permet de bénéficier des vents d'ouest sur la route du retour, et d'éviter ainsi d'avoir à naviguer contre l'alizé du nord-est qui les a poussés, à l'aller, le long des côtes africaines. En 1434, Gil Eanes double le cap Bojador au sud du Maroc. Le cap Vert est atteint en 1444 et l'embouchure du Sénégal est reconnue. Les îles du Cap-Vert sont découvertes en 1456. Quand Henri le Navigateur meurt en 1460, la Gambie et la Sierra Leone ont été atteintes et la mise en valeur de Madère et des Açores est entamée. En 1483, Diogo Gao atteint l'embouchure du fleuve Zaïre et le royaume du Manicongo. Après une nouvelle progression au long des côtes angolaises et namibiennes, Bartolomeu Dias franchit en 1488 le cap des Tempêtes, rebaptisé ensuite cap de Bonne-Espérance. La découverte de l'Amérique par Colomb ne détourne pas le Portugal de la priorité donnée à la circumnavigation africaine. C'est en effet dans l'océan Indien que se trouve la clé du trafic des épices, toujours aux mains des musulmans, et c'est là que pourra reprendre, pense-t-on, la nécessaire croisade contre l'Islam. Vasco de Gama, qui a remonté la côte orientale de l'Afrique, s'est lancé, à la faveur de la mousson, dans une ultime traversée de l'océan Indien qui, en trois semaines, le conduit sur les côtes occidentales de l'Inde, à hauteur de Calicut. Des comptoirs protégés par un fort constituent bientôt les points d'appui d'une puissante thalassocratie, qui se substitue au commerce musulman de l'océan Indien, à la grande fureur des Mameluks d'Égypte et de leurs clients vénitiens. Après Vasco de Gama, Francisco de Almeida et Alfonso d'Albuquerque – qui prend Goa en 1510 et Malacca en 1511 – organisent cet immense espace. La prise d'Ormuz, à l'entrée du golfe Persique, celle des Maldives, de Ceylan, de Sumatra et des Moluques compensent largement l'échec subi devant Aden. Bientôt, les Portugais s'installeront à Macao, découvriront – cela ne fait plus aucun doute – les côtes australiennes et Fernao Mendes Pinto sera le premier Européen à fouler le sol de l'archipel japonais. Pedro Alvarez Cabral a « découvert » officiellement le Brésil en avril 1500 mais il est à peu près certain que les Portugais y avaient déjà abordé.

En quelques années, l'empire ainsi constitué assure, grâce à l'or de Mina, aux épices indiennes et au sucre de Madère, la fortune du royaume et rend possible l'éclosion de l'admirable art manuélin. Jusque-là « Roi du Portugal et des Algarves », Manuel Ier peut se proclamer, dès le retour à Lisbonne de Vasco de Gama, « *Seigneur de la conquête, de la navigation et du commerce d'Éthiopie, d'Arabie, de Perse et de l'Inde* », car l'Empire portugais a pris en quelques années, et pour plusieurs siècles, une dimension planétaire.

PHILIPPE CONRAD

DU MSI À L'ALLIANCE NATIONALE

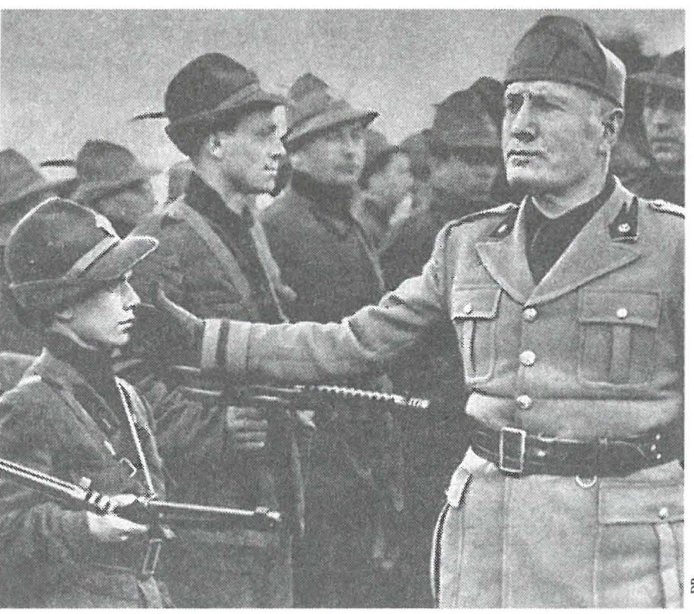
Histoire et mutations du néo-fascisme italien

PAR CHARLES VAUGEOIS

Incroyable mais vrai. En Italie, le souvenir du fascisme n'a jamais disparu. Depuis 1946, le MSI a revendiqué l'héritage du Duce, participant à toutes les élections et à quelques conspirations. Puis, un jour de 1995, il s'est transformé. Histoire d'une permanence.

La fin du fascisme avait commencé lors de la destitution et de l'arrestation de Mussolini par le roi, le 25 juillet 1943, et plus encore, après le retournement en faveur des Alliés du maréchal Badoglio, au mois de septembre. Quelques heures après que la radio eut annoncé la capitulation italienne, la populace envahit les rues des grandes villes italiennes et se lance dans la chasse aux fascistes. Ceux qui sont pris sont lynchés et mis à mort par des foules en délire, sauf dans le Nord, où la présence militaire allemande maintient le calme. C'est là qu'après son évasion, Mussolini reconstitue un nouveau fascisme pur et dur, faisant retour aux sources socialistes du mouvement, la République sociale italienne (RSI). Mais son existence est suspendue à une puissance allemande qui entre en agonie. La guerre de partisans, qui se développe alors sous l'égide d'un parti communiste (PCI) reconstitué, porte les passions meurtrières à leur paroxysme.

Après la victoire alliée et l'effondrement définitif du fascisme – Mussolini est exécuté le 28 avril 1945 (1) –, les exécutions vont redoubler. L'épuration sauvage n'épargne ni les ecclésiastiques ni les femmes. Dans la région de Rome, on estime à 7 000 le nombre de femmes massacrées, tandis que 5 000 autres sont jetées en prison et 20 000 tondues et violentées.



A la fin de 1944, dans le nord de l'Italie où il a constitué la République sociale italienne (RSI), Mussolini passe en revue un détachement armé des ses partisans en chemise noire, parmi lesquels on remarque même des enfants. Sur le souvenir « héroïque et révolutionnaire » de la RSI se constitue en 1946 le Mouvement social italien (MSI).

DR

Les Comités de libération nationale (CLN) chargés de l'épuration antifasciste ont été encouragés par les Alliés, qui comptent ainsi se débarrasser définitivement du fascisme dont la popularité avait été immense jusqu'en 1938. Il y a un CNL dans chaque usine, dans chaque rue, dans chaque village. Agissant hors de tout contrôle, ayant droit de vie et de mort, ils font planer une menace sur tous ceux qui ne se sont pas concilié les bonnes grâces des nouveaux dirigeants. Présider un CNL est le moyen le plus sûr de faire rapidement fortune. On dénombrait environ 70 000 partisans dans les maquis d'Italie du Nord avant la capitulation allemande. Peu de temps après, il y en aura 500 000 sur la liste des « anciens ». Ces CNL et les tribunaux d'épuration qui en émanent, siégeront encore deux ans après la disparition de Mussolini.

Les anciens fascistes estimeront à 300 000 le nombre d'exécutions sommaires de l'épuration sauvage, chiffre certainement exagéré. Paul Sérant, historien scrupuleux de cette

Affiche de recrutement de la division de fusiliers marins « Decima Mas » que commande le prince Valerio Borghese au temps de la RSI. Cette unité a combattu en 1944-1945 en Vénitie Julienne pour défendre cette province des convoitises yougoslaves.



période, s'est livré à une série de recoupements qui lui permettent d'évaluer à 100 000 le nombre des victimes (2).

Certaines opérations des comités d'épuration atteignirent un tel niveau d'horreur qu'elles suscitèrent dans toute l'Italie un mouvement d'indignation, comme dans l'affaire de Schio, le 6 juillet 1945, où quinze partisans s'emparèrent de la prison et assassinèrent 55 présumés fascistes qui y étaient détenus, dont 21 femmes.

Faisant allusion à l'assassinat du député socialiste Matteoti en 1924, les anciens mussoliniens feront cette réflexion amère rapportée par Alfred Fabre-Luce : *« Les fascistes ont tué un homme : on en a parlé pendant vingt ans. Les antifascistes en ont tué 300 000, on en a parlé pendant quinze jours ! »*

Les premières mesures d'apaisement viennent en octobre 1946 sous forme d'une amnistie partielle. Contre toute attente, celle-ci est signée par Palmiro Togliatti, secrétaire général du parti communiste et ministre de la Justice. Comment cet ennemi juré des fascistes, chef d'un parti haineux et rancunier, a-t-il été conduit à un geste de clémence peu en harmonie avec ses habitudes ?

En accord avec les Alliés, il avait été arrêté que le sort de la monarchie italienne serait décidée après la guerre par référendum. La gauche et le parti communiste tenaient à l'abolition de la monarchie. Pour parvenir à ce résultat, ils étaient prêts à solliciter tous les concours. C'est ainsi que des émissaires communistes rencontrèrent des représentants du parti fasciste clandestin. Ces derniers acceptèrent de faire campagne contre la maison de Savoie qui s'était déshonorée à leurs yeux par sa « trahison » de 1943. Ils posèrent comme condition la libération de la majorité des détenus politiques. C'est ainsi que le ministre communiste, épurateur féroce, prit l'initiative de l'amnistie.

Togliatti vise également un autre objectif. Ne désespérant pas de rallier à son parti un certain nombre de petits fascistes déçus, il leur lance publiquement des appels explicites.

L'amnistie a des effets immédiats. Les prisons se vident et les anciens fascistes, encore nombreux, entreprennent de s'organiser. L'éclatement de certains scandales, comme la vente massive de faux certificats de résistance, contribuent à hâter l'heure de la clémence et la naissance du néo-fascisme.

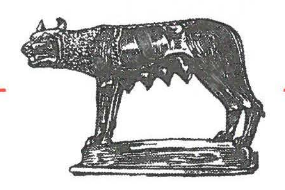
Malgré une écrasante défaite et une terrible épuration, par rapport à laquelle la Saint-Barthélemy semble une plaisanterie, la fidélité populaire au souvenir du fascisme sera assez forte pour susciter un courant d'opinion impossible à déraciner.

Tous les Italiens n'avaient pas oublié ce que Mussolini leur avait apporté avant de se lancer dans la guerre. Il restait l'homme qui avait donné à l'Italie un développement agricole et industriel sans égal, des lois sociales novatrices, un empire colonial dont elle pouvait être fière et un rang de grande puissance. Longtemps, il avait su unir la majorité des Italiens autour d'une mystique collective qui apparaissait à tous les observateurs comme un tour de force. Jusqu'à la guerre, le prix à payer en mesures autoritaires et en suspension de libertés avait été léger ; de même, le fascisme italien était resté étranger au racisme et à l'antisémitisme hitlérien. Aussi, jusqu'à la fin des années trente, le fascisme italien avait-il fait figure de modèle dans toute l'Europe. Avant d'être précipité dans les bras du Reich par les erreurs diplomatiques de l'Angleterre et de la France, l'État mussolinien avait fait figure d'obstacle majeur à l'expansion du pangermanisme hitlérien.

Contrairement aux Allemands, les fascistes n'éprouveront après 1945 aucune culpabilité. Ils n'avaient pas derrière eux les désastres et les horreurs du IIIe Reich. Après l'épuration de 1945-1946, ils pouvaient même faire figure de victimes plus que de bourreaux.

L'accusation de trahison qui permit d'écraser en France les partisans de la « révolution nationale », ne s'appliquait pas aux fascistes italiens. Ceux-ci avaient au contraire incarné la résistance à la capitulation et au « déshonneur » de 1943, puis la défense des terres convoitées par l'ennemi yougoslave.

Le nationalisme des anciens fascistes a trouvé un écho chez beaucoup d'Italiens unis dans un commun ressentiment contre les grandes puissances alliées qui, après avoir accepté le concours des antifascistes, semblent leur tenir rigueur du passé national et multiplient les mesures vexatoires. La rancœur des Italiens atteint son maximum avec la décision alliée d'accorder en 1946 le ratta-



Héros de la campagne d'Abyssinie, fidèle à Mussolini, commandant en chef des armées de la RSI en 1943-1945, le maréchal Graziani (1882-1955) rallie le MSI dès sa sortie de prison en 1950.



DR

chement de Brigue à la Suisse, de Tende à la France et, surtout, la Vénétie Julienne à la Yougoslavie. A la fin de la guerre, plus de 300 000 Italiens avaient dû fuir la région annexée par les Yougoslaves au milieu de massacres horribles qui avaient fait plusieurs dizaines de milliers de victimes italiennes. On n'avait pas oublié que, face aux forces titistes, les volontaires en « chemise noire », notamment la fameuse *Decima Mas* du prince Borghese, avaient été les seuls défenseurs de ces malheureux. Le procès du prince, en 1949, révèle l'évolution des esprits.

Après de tumultueux débats et près de quatre années passées en cellule, le prince Borghese est condamné le 17 février 1949 à dix-huit ans de prison. Cependant, sous la pression de l'opinion indignée par l'affaire de Trieste, le Premier ministre démocrate-chrétien Alcide De Gasperi prend aussitôt une mesure de grâce. Et le « Prince noir » est libéré *« en raison de son action patriotique en Vénétie Julienne »*.

L'apparition d'un courant néo-fasciste peu négligeable avait été prévu dès 1945 par l'organe monarchiste *L'Italia Nuova* : *« En admettant qu'il soit possible d'éliminer de la vie politique plusieurs centaines de milliers d'Italiens, parmi lesquels on compte naturellement les éléments les plus jeunes et les plus dynamiques, quel serait le résultat fatal de cette mesure ? Nous aurons contraint les ex-fascistes à se serrer les uns contre les autres en une union nouvelle et solidaire qui ne pourra que devenir un nouveau parti politique. Un parti auquel nous aurons préparé, de nos propres mains, un avenir certain. »*

Malgré la rigueur de la répression antifasciste, des réseaux clandestins s'étaient formés très vite en Italie du Sud, avant même la fin de la guerre. Un *fascio* clandestin fonctionne à Rome à partir de l'été 1944. Il édite le journal clandestin *Onore*. Malgré les nombreuses opérations de police et la terreur de 1945, ce journal a continué de paraître.

Dès 1946, ces groupes s'organisent en Faisceaux d'action révolutionnaire (FAR), animés par de très jeunes militants. Les FAR vont multiplier les coups de main, prenant d'assaut des émetteurs radio pour diffuser des émissions pirates, montant aussi des expéditions punitives contre les dirigeants trop zélés des comités d'épuration.

En 1946, les Alliés ont exigé la livraison de la flotte italienne, y compris les bâtiments ayant lutté contre l'Allemagne après 1943. Sûrs d'être approuvés par l'opinion, les FAR sabordent plusieurs navires qui doivent être livrés à l'URSS. Cependant, la répression policière s'intensifie. En juin 1947, Pizzarini, chef régional de Milan, est arrêté, des dépôts d'armes sont découverts à Rome. L'année suivante, plusieurs responsables sont arrêtés dans la capitale. La plupart des chefs et militants des FAR vont rejoindre l'action légale qui s'organise au cours de l'année 1947.

Le MSI, Mouvement social italien, dont le nom rappelle celui de la République sociale (RSI), a été créé le 26 décembre 1946, à Rome, au domicile d'Arturo Michelini, ancien secrétaire fédéral adjoint du parti fasciste de Rome. Comme lui, la plupart des fondateurs viennent des FAR, Giorgio Pini, Augusto De Marsanich (ancien secrétaire d'État aux Postes de la RSI et oncle d'Alberto Moravia), Pino Romualdi (ex-secrétaire adjoint du parti fasciste, condamné à mort par contumace et gracié), Giorgio Almirante (ancien rédacteur en chef du quotidien fasciste *Tevere* et ancien chef de cabinet du *Minculpop*, le ministère de la Propagande de la RSI), Enzo Maria Gray (rallié au roi après l'arrestation de Mussolini, mais racheté aux yeux des fascistes lors de son procès), Pellegrini (ex-ministre des Finances de la RSI, condamné à mort, évadé et finalement gracié), etc.

Les premières troupes viennent surtout des anciens fascistes libérés peu à peu des prisons et des camps de concentration ainsi que des « non-coopérateurs », ces prisonniers de guerre qui ont refusé de faire acte d'antifascisme, et pour cette raison libérés les derniers par les Alliés. C'est ainsi que le 22 décembre 1946, plus d'un millier de « non-coopérateurs » venant de l'Inde, ont débarqué à Naples en chemise noire et en chantant l'hymne fasciste, *Giovinezza*.

Les *missini*, comme on appelle les membres du MSI, organisent les premiers « noyaux d'action sociale » au sein de la grande centrale syndicale socialo-communiste. Ces noyaux donneront naissance en 1950 à la CISNAL, le syndicat néo-fasciste. L'influence de ces noyaux s'affirme rapidement. A la fin de 1947, sous la direction de Giorgio Almirante, ils sont à l'origine des grandes grèves « apolitiques » de Milan.

Le gouvernement s'inquiète de ce dynamisme. Le 3 décembre 1947, il fait adopter par le parlement une loi antifasciste prévoyant des peines de 10 à 20 ans de prison en cas de tentative de reconstitution d'un parti fasciste. Le MSI ne cessera de se défendre contre ce type d'accusation, s'affirmant respectueux des institutions républicaines et attaché à la légalité.

Un premier grand rassemblement prévu à Rome pour le 10 octobre 1947 est interdit. Il a pourtant lieu. Les participants entonnent des chants fascistes avant de se colleter avec la police. Le parti communiste en profite pour exiger l'interdiction du mouvement. Mais il n'obtient que l'assignation à résidence dans un village perdu du secrétaire général, Giorgio Almirante.

Aux élections de 1948, les résultats sont maigres. Un peu plus de 500 000 voix et six députés, grâce à la proportionnelle. En revanche, la démocratie chrétienne obtient un succès inattendu, s'affirmant comme un grand parti gouvernemental de centre-droit. Après son échec électoral, le comité central du MSI remplace Almirante tenant d'une ligne « socialiste-nationale » (« de gauche ») par Augusto De Marsanich, partisan d'une entente « de droite » avec les monarchistes encore relativement puissants à l'époque.

Faute d'avoir pu obtenir la dissolution du MSI, les communistes et l'extrême gauche s'efforceront de lui interdire la rue et de l'acculer à des réactions violentes. De véritables batailles rangées opposent communistes et étudiants néo-fascistes à Rome en avril 1949.



Le prince Borghese (1906-1974) célèbre chef des hommes-torpille italiens, fidèle à Mussolini. Après 1968, il participe à d'obscurs complots qui le contraignent à l'exil en 1970.

En 1950, le procès du maréchal Graziani, ancien chef des armées de la RSI, est l'occasion de nouvelles manifestations. Condamné à 19 ans de prison, le maréchal bénéficie peu après d'une grâce amnistiante. Dès sa sortie de prison, il rallie le MSI. A son tour, le social-démocrate Saragat exige la dissolution du MSI.

Malgré les efforts de modération de la direction du mouvement qui veut éviter à tout prix une interdiction, la situation ne cesse de se tendre. Des incidents violents ont lieu à la fin de 1950 à Alexandrie, Trente, Padoue, Pistoia, Milan. Un attentat vise le siège du parti socialiste, mais *Il Tempo* laisse entendre qu'il s'agit de provocations de la gauche.

Le 25 mai 1951, la police arrête tous les dirigeants clandestins des FAR dont plusieurs ont des responsabilités au sein du MSI. Parmi eux, Pino Rauti qui avait été volontaire à 17 ans dans la garde fasciste sous la République sociale, et l'inspirateur idéologique des FAR, le philosophe Julius Evola, paralysé des deux jambes à la suite d'un bombardement (3). Leur procès, dit procès des 36, s'ouvre le 10 octobre 1951. Il marque la fin de l'action clandestine.

Cette atmosphère dangereuse ne nuit pas au MSI qui consolide ses positions électorales en 1951. Le mouvement compte 2 000 sections sur l'ensemble du territoire. Il publie une trentaine de périodiques, dont cinq hebdomadaires et un quotidien national, *Il Secolo d'Italia*, fondé par Franz Truchi. Les succès relatifs de 1951 se confirment aux élections générales de 1953, qui donnent 29 députés.

L'une des raisons de cette progression tient à la flambée nationaliste qui a embrasé l'Italie au sujet de Trieste. Ce port, qui avait été le principal débouché maritime de l'empire des Habsbourg et dont l'importance n'avait cessé de croître depuis le XIXe siècle, était une ville italienne par la population et le cœur. Durant la Première Guerre mondiale, Trieste avait été l'objectif principal des armées italiennes sur l'Isonzo. Elles y pénétrèrent, victorieuses, le 4 novembre 1918, saluées par toute la population. Les traités de paix rattachèrent Trieste à l'Italie. Cependant, la défaite fasciste permettra aux troupes de Tito de s'en emparer le 30 avril 1945 et de proclamer son annexion à la Yougoslavie.

Dès 1947, les néo-fascistes feront du retour de Trieste à l'Italie l'un de leurs chevaux de bataille. Le MSI se développe dans la ville qui est placée sous contrôle allié. Lorsque ses militants triestins sont frappés de lourdes condamnations en 1953, un appel d'Almirante reçoit le soutien de tous les partis, hormis les communistes. Au mois de novembre, une manifestation nationaliste tourne au massacre. Les soldats britanniques tirent, faisant 4 morts et 30 blessés revendiqués par le MSI.

Une émotion intense saisit toute l'Italie. Des consulats britanniques sont saccagés. Le MSI, que divisent alors de forts courants antagonistes, refait son unité.

Jusqu'à la solution d'octobre 1954, favorable à l'Italie, la persistance de la question de Trieste pousse le MSI à refuser l'Alliance atlantique, puis la CED. C'est à cette époque que des contacts sont établis en France avec le mouvement gaulliste (RPF), notamment avec André Malraux.

Sans être lavé de sa « tache originelle », le MSI se trouve également associé à l'union sacrée des partis de droite et du centre face au péril communiste de la guerre froide. Des alliances électorales locales se nouent avec le parti monarchiste encore puissant et avec les démocrates-chrétiens. La « droite » du mouvement fait de ces accords l'objectif de sa stratégie, tandis que la « gauche » minoritaire, incarnée par Almirante, condamne cette ligne qualifiée d'opportuniste qui transforme le MSI en force d'appoint et en otage d'une majorité qui lui est étrangère. En 1954, au congrès de Viareggio, la « gauche » ne parvient pas à reprendre le contrôle du mouvement. Le « droitier » Michelini devient secrétaire général, tandis que De Marsanich est promu président. Pourtant, la « gauche » du MSI reçoit un soutien important en la personne du prince Borghese, seul soldat italien invaincu et de notoriété internationale.

Malgré tout, le mouvement parvient tant bien que mal à maintenir son unité. Un groupe de jeunes militants fait cependant scission derrière Pino Rauti, ex-dirigeant des FAR. Ils vont créer le mouvement Ordine Nuovo, qui s'affirme révolutionnaire et européen.

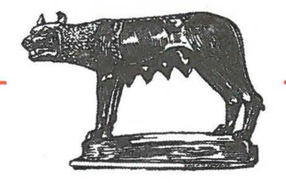
Après avoir connu un reflux aux élections de 1958, la ligne de la « droite » semble sur le point de réussir en 1960, lorsque le gouvernement démocrate-chrétien de Tambroni est investi grâce aux voix missinistes. Tambroni, ancien fasciste passé à la « résistance » en 1943, a été le défenseur des fascistes après 1945. Représentant de la fraction la plus sociale de la démocratie chrétienne, grand admirateur du général de Gaulle, il souhaite favoriser l'intégration du MSI dans la vie politique italienne. Cette tentative entraîne une réaction très violente de toutes les forces de gauche. Des émeutes éclatent à Gênes pour y interdire le congrès du MSI. Elles s'étendent rapidement à toute l'Italie. Cinq militants communistes sont tués lors d'affrontements avec la police à Reggio d'Émilie. Les démocrates-chrétiens ne sont pas armés pour une telle crise. Ils abandonnent Tambroni qui est prestement démis de ses fonctions de Premier ministre par le président Gronchi.

Après cet échec, le MSI se trouve de nouveau rejeté à la périphérie de l'établissement, tandis que la démocratie chrétienne,

Pino Rauti, fondateur en 1956 d'Ordine Nuovo. Cet intellectuel de choc a combattu à 17 ans avec les dernières chemises noires de la RSI. Plusieurs fois il a quitté et réintégré le MSI. Il claque définitivement la porte en 1995 lors de la transformation en Alliance nationale.



DR



opérant un virage brutal, pratique l'ouverture à gauche en intégrant le parti socialiste à la coalition gouvernementale.

La guerre froide touche à sa fin. La détente entre l'Est et l'Ouest va modifier profondément la politique intérieure de tous les États européens, notamment de l'Italie. Le parti communiste cesse d'être considéré comme un danger. On verra bientôt en lui un partenaire possible. Ce glissement à gauche isole plus encore le MSI, qui ne parvient pas à surmonter une stratégie d'ouverture à droite désormais condamnée, d'autant que ses alliés monarchistes se sont effondrés.

Aux élections de 1963, le MSI accuse un net recul. Ses alliés monarchistes ont disparu alors que les libéraux le concurrencent dangereusement. Le mouvement est au bord de l'explosion. Au VII[e] congrès de la même année, la « gauche » d'Almirante tient des assises séparées. Finalement, après la tentative d'un MSI-Renouveau, Almirante réintègre le mouvement.

Comprenant que ces querelles risquent de tuer le parti, Michelini se rapproche d'Almirante au congrès de 1965 qui aboutit à un compromis entre les deux tendances. Pourtant, rien ne semble capable d'enrayer le déclin du mouvement qui perd encore des voix aux élections de mai 1968.

Le prince Borghese tire les conséquences de cet effondrement. Il a vu le MSI reculer irrémédiablement. Il assiste avec dégoût aux querelles internes, aux scissions, aux sordides *combinazioni*, aux luttes de clans et de personnes qui déchirent le mouvement. Pendant ce temps, il voit naître dans la jeunesse une nouvelle contestation, qui s'insurge contre les compromissions politiques et la société de consommation. Cela rejoint ses aspirations. Pour lui, le fascisme a toujours été un défi à la société bourgeoise, une revanche de la jeunesse sur les professeurs, une révolte des travailleurs contre les nantis.

En mai 1968, pour coller au mouvement de la jeunesse qui embrase l'Italie comme la France, le « Prince noir » refuse d'être candidat MSI aux élections législatives. Et le 13 septembre 1968, avec le soutien d'Ordine Nuovo, il fonde son propre mouvement, le Fronte nazionale. Des groupes se créent à Rome, Reggio, Gênes, Pérouse, Florence et Palerme, mais le développement est décevant. La jeunesse du mai italien se tourne plus facilement vers le gauchisme ou la marijuana que vers lui. Le prince Borghese va bientôt faire l'amère expérience des groupuscules extrémistes plus ou moins infiltrés d'indicateurs de police et de provocateurs.

Les événements de 1969 vont bientôt éveiller chez le « Prince noir » et quelques autres des rêves putschistes dont ils ne se relèveront pas (4). Le 29 octobre, une grève générale est déclenchée à Naples et à Ancône. Ce sont des incidents de routine, mais à Turin, le même jour, et pour la troisième fois depuis le début de l'année, les usines Fiat sont le théâtre d'émeutes. Des grévistes parcourent les ateliers, dévastant tout sur leur passage, brisant les chaînes de montage, défonçant à coups de barres de fer les voitures sur le point d'être terminées. Le parti communiste semble débordé. Il met en cause des « provocateurs ».

L'Italie entre dans des années qui semblent le prélude à un chaos révolutionnaire. Grèves et violences se multiplient et paralysent le pays. Face à ce pourrissement, le gouvernement est impuissant. Le seul pouvoir réel est exercé par les syndicats contrôlés par les communistes, que débordent souvent les gauchistes de diverses obédiences.

L'attentat de Milan qui fait quinze morts le 12 décembre 1969 à la Banque nationale de l'Agriculture, alourdit encore la situation. La presse l'attribue aussitôt à l'extrême droite, mais l'opinion y voit la marque de l'extrême gauche. Cette fois, l'Italie plonge bel et bien dans un sanglant chaos. Les attentats à la bombe vont se multiplier sans qu'il soit possible de démêler qui manipule et qui provoque. L'éditeur milliardaire gauchiste Feltrinelli prend le maquis et se tue au cours d'un attentat. On arrête l'avoué et éditeur néo-fasciste Franco Freda, soupçonné d'être un jalon essentiel de la « piste noire ». De jeunes juges gauchistes veulent prouver que tout le mal vient de la droite, tandis que certains policiers sont acharnés à ne voir les terroristes qu'à l'extrême gauche.

Alors que le MSI n'a pas cessé de décliner depuis 1960, les graves événements qui surviennent à partir de 1969 vont redresser son audience. Après la mort de Michelini, survenue en juillet 1969, Giorgio Almirante est élu secrétaire général sans difficulté. Il obtient le retour au bercail de Pino Rauti et d'une partie d'Ordine Nuovo. Le changement de direction s'accompagne d'une nouvelle stratégie d'ouverture à droite. Aux élections régionales de 1970, le MSI passe de 4,3 % à 5,2 % des voix. Ce n'est rien encore. Aux élections législatives de juin 1971, il bénéficie d'un véritable raz de marée, atteignant 13,9 % des suffrages dans les zones, il est vrai favorables, de Rome et de Sicile. Pour la clôture de la campagne, le 19 juin 1971, un formidable meeting a réuni à Rome 70 000 personnes, piazza del Popolo. Le MSI se pose ouvertement en candidat au pouvoir.

Les partis « constitutionnels » ripostent par des élections anticipées en mai 1972. Pour les aborder, le MSI obtient le ralliement du parti monarchiste (PDIUM), d'ailleurs en pleine déconfiture, ainsi que d'un certain nombre d'indépendants et de personnalités militaires (amiraux Birindelli et D'Andria, généraux Lorenzo – ancien chef des carabiniers –, Parlato, Tannucci, Barbara, etc.). Il présente ainsi des listes sous l'appellation nouvelle de « Destra nazionale », tout en conservant les attributs du MSI, à commencer par la flamme tricolore.

Le MSI-Destra nazionale obtient près de trois millions de voix (8,7 %) et 56 députés (30 sortants), ce qui fait de lui le quatrième parti d'Italie, juste derrière les socialistes. La coalition MSI-monarchistes a gagné un peu plus d'un million de voix par rapport à 1968. Le décompte des voix permet de penser que

Droite radicale et « piste noire »

Durant les « années de plomb », de 1969 à 1980, l'Italie a enregistré 7 866 attentats contre des casernes et locaux administratifs. Sans compter les actes terroristes les plus meurtriers (151 morts), les agressions politiques ont fait 362 morts, tandis que 37 « terroristes » étaient tués au cours d'affrontements armés avec la police ou les carabiniers. La plupart des violences incombèrent à l'ultra-gauche, mais la droite radicale y eut aussi sa part. Qui a dit que l'Italie était la patrie de la frivolité et de la douceur de vivre ?

Lieu de passage obligé pour la plupart des eunes militants de la droite radicale, le FUAN, rganisation estudiantine du MSI, a toujours été ne passoire représentative de la droite italienne n général, de son folklore et de son onfusionnisme. « *Tout et le contraire de tout s'y st niché,* estime l'universitaire Marco Tarchi. *De 'atlantisme le plus viscéralement yankee au tiers nondisme insurrectionnel. Du conservatisme le lus mesquin à la démagogie nationale-populaire. u patriotisme cocardier à l'internationalisme de roisième voie. Du rigorisme moraliste à immoralisme surhumaniste. Du nostalgisme ntransigeant au prurit parlementaire...* » Passées s premières années « héroïques », le MSI n'a mais été très enthousiasmant pour les jeunes qui y risquaient. S'ils ne s'en échappaient pas ussitôt, c'est qu'ils étaient retenus par le entiment de la « citadelle assiégée ». En sortir, eût été trahir. Mais les plus audacieux écouvraient vite que la meilleure façon d'être dèle était de rejoindre l'un des groupes autrement usclés de la droite radicale, Ordine Nuovo (ON) u l'Avanguarda Nazionale (AN).

Le premier, ON, le plus ancien et le plus durable, algré la dissolution qui l'a frappé en 1973, a été ndé en 1956 par Pino Rauti, un intellectuel, qui e un grand prestige d'avoir été volontaire à 17 s en 1944 pour défendre la République sociale l'arme à la main. Plusieurs fois, il a quitté puis réintégré le MSI, qui a fait de lui un député et même un secrétaire général (1990-1991). Mais il était trop peu homme des *combinazioni* pour s'y maintenir durablement. Son intransigeance vaudra à son groupe d'être honoré d'une allusion flatteuse dans les mémoires du philosophe Julius Evola : « *Le seul groupe qui a tenu ferme doctrinalement sans s'abaisser à des compromis, c'est celui qui a pris le nom d'Ordine Nuovo* » (*Le Chemin du Cinabre*, p. 208). De fait, l'un des buts du mouvement a été de donner une traduction politique aux enseignements d'Evola, tels qu'ils s'expriment notamment dans *Les hommes au milieu des ruines* (1), ouvrage écrit tout spécialement pour servir de « bible » aux jeunes activistes de l'après-guerre.

Les préoccupations de doctrine sont nettement moins apparentes à l'Avanguardia Nazionale, mouvement tourné avant tout vers l'action. Son chef et fondateur, Stefano Delle Chiaie, poursuivi comme instigateur de divers attentats des années soixante-dix, longtemps exilé à l'étranger avant d'être incarcéré en Italie, a finalement été blanchi en juin 1989 de tous les crimes dont on l'accusait. Ses déclarations à sa sortie de prison, recueillies par *Le Choc du Mois* (n° 20-21, juillet-août 1989) sont caractéristiques d'un esprit peu doué pour la soumission : « *S'il n'y avait pas eu de nombreux camarades assassinés* [...] *pour assombrir une époque entière, je remercierais mes persécuteurs de m'avoir* [offert] *dix-sept ans de fascinantes expériences, m'empêchant ainsi de mourir idiot au milieu de la déliquescence et de l'abrutissement de la société de consommation* ».

De près ou de loin, ces groupes ont été impliqués dans les violences des « années de plomb » (1969-1980) ponctuées de sanglants attentats, dont les auteurs réels n'ont jamais été identifiés, malgré l'insistance de la magistrature et de la presse à désigner prioritairement une « piste noire » destinée à détacher les électeurs du MSI et à faire oublier le terrorisme très réel des Brigades rouges et autres organisations gauchistes. Parallèlement à une guérilla urbaine faite de meurtres en série dont les acteurs sont connus, cette époque est en effet marquée par une série d'attentats extrêmement meurtriers, depuis celui de la piazza Fontana, à Milan, le 12 décembre 1969 (16 morts et 87 blessés) jusqu'à celui de la gare de Bologne, le 2 août 1980 (85 morts, 203 blessés). L'hypothèse d'un terrorisme d'État fut immédiatement avancée par l'Internationale situationniste. Une trentaine d'années après, il ne subsiste en effet pas d'autre piste. Seuls les services secrets avaient le pouvoir de manipuler des comparses tout en échappant aux investigations. Quant aux raisons, il n'est que de réfléchir au terrifiant niveau de corruption de l'État pour les imaginer. Comme par hasard, chacun de ces attentats est survenu dans une période délicate pour les partis de l'« arc constitutionnel ».

Cela ne signifie pas que les militants de la droite radicale fussent restés à l'écart de la violence armée. Bien que dans des proportions infiniment moindres qu'à l'extrême gauche, ils y ont trempé. Un certain nombre d'entre eux se sont retrouvés en prison pour longtemps, la justice italienne ne pratiquant pas les remises de peines de façon aussi généreuse qu'en France (2).

Dans l'ensemble, ces militants se sont honorablement comportés dans ces épreuves. De 1978 à 1981, certains d'entre eux ont publié clandestinement un bulletin de liaison, *Quex*, créé par Mario Tuti, ancien dirigeant d'un groupuscule toscan, le Front national révolutionnaire, condamné à la détention perpétuelle pour le meurtre de deux policiers. L'un des thèmes récurrents de *Quex* est l'éloge de l'action héroïque, d'autant plus exemplaire qu'elle est privée d'objectifs rationnels. S'identifiant aux « légionnaires » du mystique révolutionnaire roumain Codreanu (3), les jeunes rédacteurs de *Quex* écrivaient : « *Pour le légionnaire la lutte n'est pas une action uniquement matérielle, mais essentiellement spirituelle.* [...] *La pensée de la mort est toujours présente dans son cœur...* »

Chez de jeunes hommes ayant affronté des dangers mortels et connaissant le sort peu enviable du prisonnier, ces paroles ne sont pas que de la rhétorique facile et grandiloquente. Dans le droit fil des enseignements d'Evola, elles résultent plutôt d'une adhésion intériorisée à des principes anti-utilitaires, qui les ont semble-t-il mis à l'abri des désillusions et reniements fréquents chez leurs homologues gauchistes. Pour eux, combattre était devenu une nécessité existentielle et l'action dangereuse était voulue pour elle-même, au-delà de toute passion vulgaire et de toute instrumentalisation politique.

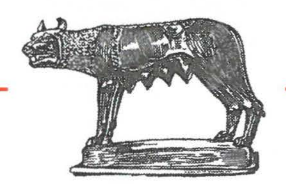
MARIO SABATI

---

(1) Traduction française, Trédaniel-Pardès, Paris Puiseaux, 1984.

(2) Franco Ferraresi, *La destra radicale*. Feltrinelli, Milan, 1984.

(3) Fondateur de la Légion de l'Archange Saint-Michel, autrement appelée Garde de Fer, Codreanu fut assassiné avec plusieurs de ses camarades par la police politique, le 30 novembre 1938. Voir notre n° 7 (*Les crimes politiques*).



le MSI seul a pratiquement doublé ses voix, faisant une percée notable à Rome (18 %) et dans les régions déshéritées du Sud, le *Mezzogiorno.*

Ce succès accroît l'inquiétude des partis de l'« arc constitutionnel » qui, une nouvelle fois, songent à interdire le MSI, à la faveur de l'aggravation de la situation intérieure italienne et du terrorisme endémique d'extrême gauche et d'extrême droite, dont les groupes sont infiltrés par toutes sortes de provocateurs. Mais ces projets sont différés par le soutien qu'Almirante apporte au référendum organisé en 1974 par Fanfani et la démocratie chrétienne en vue de modifier la loi *Fortuna* instituant le divorce. Cela ne se fait pas sans déchirements au sein du MSI qui, pas plus que son électorat populaire et souvent anticlérical, n'est favorable à cette campagne inspirée par l'épiscopat. C'est un échec électoral, mais sans doute a-t-il éloigné pour un temps les menaces.

Après sa percée de 1972, son audience s'est de nouveau tassée autour de 5,1 % aux législatives de 1979 et 6,4 % aux européennes de 1984.

En décembre 1987, au XV[e] congrès de Sorrente, Almirante impose son poulain Gianfranco Fini qu'il fait élire secrétaire général contre Pino Rauti. La ligne est alors de lutter contre la partitocratie qui a fait main basse sur l'Italie.

Survenue le 24 mai 1988, la mort de Giorgio Almirante ouvre une nouvelle époque pour le mouvement. Avec lui, c'est la dure génération des fondateurs qui disparaît. Après l'intermède de Pino Rauti, secrétaire général de janvier 1990 à juillet 1991, à qui l'on fait supporter un échec aux élections législatives, Gianfranco Fini redevient secrétaire général. Né à Bologne la rouge en 1952, Fini a adhéré au MSI à vingt ans, en 1972, *« pour défendre la liberté »*, après s'être vu interdire par des manifestants gauchistes l'accès à un cinéma où l'on projetait les *Bérets verts* de John Wayne. Sous son impulsion et grâce aux conseils de son ami l'avocat Giuseppe Tatarella, le MSI s'efforce d'adopter un style « respectable » afin de mordre sur l'électorat démocrate-chrétien, désemparé par les « affaires » et la corruption des années précédentes. Fini ménage les transitions. Il déclare que Mussolini est sans doute l'un des hommes qui a le plus marqué son siècle, mais que le fascisme est mort avec lui : *« Nous ne sommes ni fascistes ni néo-fascistes, mais post-fascistes. »* Plus tard, il abandonnera ce « post-fascisme ».

Les élections municipales partielles de novembre 1993 soulignent l'effondrement de la démocratie chrétienne et du parti socialiste au profit du PDS (ex-parti communiste), de la Ligue du Nord et du MSI. Celui-ci devient le premier parti à Rome où la liste de Gianfranco Fini obtient 48 % des voix au deuxième tour, et à Naples, où Alessandra Mussolini, petite-fille du Duce et fière de l'être, obtient 46 % des suffrages.

Mais voici que les choses s'accélèrent avec l'entrée fracassante en politique de Silvio Berlusconi qui constitue une coalition des droites, Forza Italia, ouverte au MSI, ce qui ne s'est jamais vu depuis la fondation d'une République dont le ciment a toujours été l'antifascisme. Pour la circonstance, le MSI s'est reconverti en Alliance nationale (AN) pour s'ouvrir à diverses personnalités de la droite modérée.

Mieux que quiconque, Berlusconi a compris comment fonctionnera la nouvelle géométrie du scrutin majoritaire qui remplace le scrutin proportionnel en vigueur depuis 1945. Aux élections législatives des 27 et 28 mars 1994, la démocratie chrétienne roule dans la poussière et Forza Italia arrive en tête. Le MSI-AN obtient à lui seul 13 % des suffrages, faisant élire une centaine de députés et une cinquantaine de sénateurs. Un mois et demi plus tard, le 10 mai, c'est la deuxième onde de choc. Chargé de constituer un gouvernement, Berlusconi impose trois ministres MSI (Télécommunications, Agriculture et Environnement). Le président de la République italienne fait grise mine, les médias de la gauche européenne se déchaînent, Jack Lang prône la mise en quarantaine de l'Italie, mais les dirigeants américains et israéliens réservent leur jugement.

Le 22 décembre, après sept mois d'exercice du pouvoir, le gouvernement Berlusconi est contraint de démissionner en raison de la défection de la Ligue du Nord qui s'est retirée de la coalition. Le principal bénéficiaire de l'expérience est le MSI-AN qui a fait la preuve de ses aptitudes à être un « parti de gouvernement ».



Sous le regard de Giorgio Almirante (au fond), rencontre cordiale entre Jean-Marie Le Pen et Gianfranco Fini, à Nice, lors d'une réunion des Droites européennes, en 1985.

DR

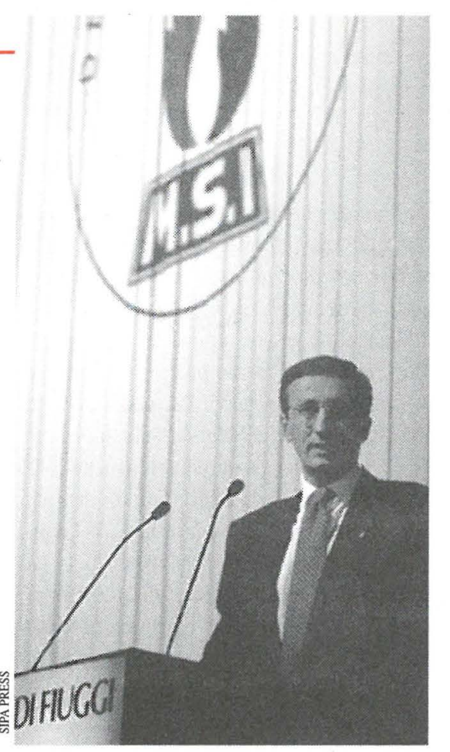
Entre-temps, Gianfranco Fini a multiplié les initiatives témoignant de sa rupture définitive avec le passé « noir » du MSI. Il est allé s'incliner en ce haut lieu de l'antifascisme que sont les fosses Ardéatines, où furent massacrés en 1944, par les troupes allemandes, plus de trois cents otages italiens. Il a rencontré le grand rabbin de Rome pour témoigner de son hostilité à l'antisémitisme. Il a pris officiellement ses distances avec Jean-Marie Le Pen, mais dans des termes beaucoup plus mesurés que ne le laissent supposer les titres des journaux qui les rap-

portent. Bref, il a obtenu de devenir fréquentable. Comme le dira le philosophe de gauche Lucio Colletti : *« Cette jeune génération n'a pas l'intention de mourir en montant la garde autour du catafalque du fascisme. Sans leur donner de chèque en blanc, faisons leur un peu confiance pour former une vraie droite. »*

Le 23 octobre 1994, sur proposition de Gianfranco Fini, la quasi-unanimité du comité central a voté l'autodissolution du MSI qui devient effective en janvier 1995, à Fiuggi au XVII[e] et dernier congrès du mouvement. Le MSI est mort, remplacé par l'Alliance nationale. Vieux théoricien de la « troisième voie », Pino Rauti part en claquant la porte, suivi de quelques fidèles. Mais, pour l'écrasante majorité des congressistes, l'attrait du succès est plus fort que tout. Mis à l'index à l'étranger, Fini et ses amis ont jeté aux poubelles de l'histoire le vocabulaire et la mythologie qui avaient permis au MSI de traverser presque cinquante ans d'histoire sans disparaître tout en évoluant. Après avoir condamné *« tout racisme et discrimination »*, l'ambitieux chef de l'AN a même fait accepter par ce congrès de Fiuggi une déclaration dans laquelle il est dit que l'antifascisme a été *« un moment essentiel pour le retour des valeurs démocratiques que le fascisme avait violées »*. A l'issue des assises, Fini a été élu président de l'AN, qui se définit comme un parti de droite moderne, populaire, social et démocratique (5).

Au cours de ses cinquante années d'existence, le MSI avait résisté à tout, à la répression, aux menées de ses adversaires, à ses propres échecs, à ses crises internes, aux énormes changements sociologiques des années soixante comme à l'usure du temps. Phénomène sans équivalent en Europe, ce parti se caractérisait par sa permanence. Jouant loyalement le jeu constitutionnel (ce que lui reproche l'ultra-droite extra-parlementaire), il avait participé depuis 1947 à toutes les élections, parvenant à conquérir et à conserver contre vents et marées une base stable d'un million et demi d'électeurs fidèles qui gonflait dans les circonstances favorables mais ne disparaissait jamais. Parti légaliste, le MSI avait constamment suscité sur sa droite l'opposition irréductible de petits groupes ultra-fascisants, regroupant périodiquement déçus et impatients. Se prêtant aux provocations et constituant le vivier du terrorisme « noir » des années soixante-dix, ces marges radicales protégèrent peut-être involontairement le MSI. Malgré leurs querelles et leurs divergences souvent graves, les dirigeants du mouvement eurent l'intelligence et la sagesse de ne jamais se séparer (hormis Pino Rauti). Si Almirante avait fait scission, comme il a été tenté de le faire en 1963, il n'aurait pu créer qu'un groupuscule de plus, sans avenir. Son départ aurait sans doute incité Michelini à fondre le MSI avec les libéraux au sein d'un conglomérat droitier où il aurait perdu son identité, signant ainsi son arrêt de mort. Au contraire, restant au sein du MSI, Almirante contribua à la permanence du mouvement, assurant les conditions d'un nouveau départ dans les circonstances favorables de 1969. L'extraordinaire durée du MSI tient certainement à la tradition politique spécifiquement italienne dont il était l'héritier. Elle tient aussi à son implantation électorale, populaire et régionale (centre et sud) ainsi qu'à son organisation qui en fit un contre-pouvoir analogue, toutes proportions gardées, au parti communiste. Avec 250 000 adhérents, 300 000 inscrits à son syndicat, le CISNAL, plus de 10 000 jeunes dans ses organisations de lycéens et d'étudiants, ses élus, sa presse (cinq hebdomadaires et un quotidien), il assurait la permanence d'une culture idéologique autonome. Qu'en sera-t-il à l'avenir ?

Ch. V.



SIPA PRESS

Gianfranco Fini, le 25 janvier 1995 à la tribune du dernier congrès du MSI qu'il a réuni pour le transformer en Alliance nationale.

---

(1) Sur l'exécution de Mussolini, on se reportera aux précisions apportées par Dominique Lormier dans notre numéro 23 (octobre-novembre 1997), p. 7.

(2) *Les Vaincus de la Libération*, par Paul Sérant. Robert Laffont, Paris, 1964.

(3) Voir le portrait de Julius Evola par Arnaud Guyot-Jeannin dans notre numéro 26, p. 6.

(4) Après avoir trempé, en décembre 1970, dans une rocambolesque tentative de coup d'État, le prince Borghese s'enfuit en Espagne où il meurt le 26 août 1974. Plusieurs officiers supérieurs seront ultérieurement impliqués dans cette tentative de putsch, notamment le général Vito Miceli, à l'époque directeur des services de renseignement, le SID, ainsi que le colonel Ugo Ricci, qui commandait la plus belle unité blindée de l'armée italienne.

(5) *Dal MSI ad AN*, par Mario Tarchi. Ed. Il Mulino, Bologne, 1997, 416 pages, 35 000 lires.

BIBLIOGRAPHIE

Sur la droite italienne en général de 1945 à nos jours :

– *Esuli in Patria. I fascisti nell'Italia repubblicana*, par Marco Tarchi. Guanda, Parme, 1995.

– *Cinquant'anni di nostalgia. La destra italiana dopo il fascismo*, par Marco Tarchi. Rizzoli, Milan, 1995.

Pour un point de vue de gauche :

– « Julius Evola et la droite radicale de l'après-guerre », par Franco Ferraresi, in *Politica Hermetica*, n° 1, 1987, p. 95-119.

– *La destra radicale*, sous la direction de Franco Ferraresi. Feltrinelli, Milan , 1984.

Sur Julius Evola et son influence :

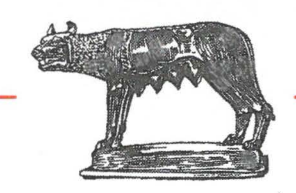
– *Orientations*, par Julius Evola (traduction, introduction et notes de Philippe Baillet). Pardès, Puiseaux, 1988.

– *Julius Evola. Dossier H*, dirigé par Arnaud Guyot-Jeannin, L'Âge d'Homme, 1997.

– *Politique et Tradition. Julius Evola dans le siècle (1898-1974)*, par Christophe Boutin. Kimé, Paris, 1992.

Textes de Franco Freda et témoignages sur lui dans :

– *L'éditeur emprisonné. Soutien à F. G. Freda*, sous la direction de Jean-Gilles Malliarakis. La Librairie française, Paris, 1985.



PETITE-FILLE DU DUCE ET CÉLÈBRE DÉPUTÉ DE L'A.N.

Alessandra Mussolini ne renie rien

PROPOS RECUEILLIS PAR BENOÎT LUCHINI

La jeune et belle Alessandra Mussolini est célèbre. Ancienne actrice, élue triomphalement député MSI à Naples en 1992, elle est à la fois la petite-fille du Duce et la nièce de Sophia Loren. Nous l'avons rencontrée.

Enquête sur l'histoire : Après cinquante ans d'existence, comment et pourquoi le MSI, dont les fondateurs se réclamaient d'un fascisme idéal et de la République sociale italienne, s'est-il transformé en Alliance nationale, mouvement de droite « démocrate, national et social » rendant hommage à l'antifascisme ?

Alessandra Mussolini : Au seuil de l'an 2000, la politique doit être vécue de façon dynamique et tous les partis de tous les pays démocratiques d'Europe ont subi des métamorphoses plus ou moins profondes, qui en ont modifié les orientations et les stratégies. Le MSI n'a pas échappé à ce besoin de modernité – qui concernait le programme et les perspectives –, adaptant ses structures et sa physionomie politique aux exigences de l'Italie. Celle-ci devait en effet renaître après les retentissants scandales liés à la corruption publique. Je rejette l'orientation de votre question en ce qui concerne la définition de l'Alliance nationale par rapport au MSI : celui-ci aussi, en effet, a été un parti fortement démocratique, national et social, à l'égal de l'Alliance nationale. Le changement

TALLANDIER

SIPA PRESS

Le grand-père et sa petite-fille.

essentiel tient à l'ouverture du parti à de plus larges couches d'Italiens, ralliés grâce à notre programme, à des élections libres, à la profonde honnêteté matérielle et morale de nos adhérents, grâce enfin aux grandes poussées réformatrices et libératrices que nous avons proposées. Une dernière précision, enfin : je n'ai pas souvenir d'hommages significatifs que notre parti aurait rendus à l'antifascisme.

ESH : Comment et quand la décision de changer a-t-elle été prise ?

AM : J'ai déjà répondu en partie. Il est cependant incontestable que les brillants résultats obtenus par Gianfranco Fini et par moi-même aux élections municipales de 1993 – à l'occasion desquelles le MSI devint le premier parti à Rome et à Naples, Fini et moi-même échouant de très peu dans la conquête de la mairie de ces villes – ont constitué un temps fort. Ce phénomène s'est accru avec la victoire, de concert avec Forza Italia et la Ligue du Nord, aux élections législatives de 1994. Le nouveau parti était né de la volonté populaire, avant même que le changement soit entériné au congrès de Fiuggi, en janvier 1995.

ESH : Cette décision, due à Gianfranco Fini, a-t-elle suscité des oppositions au sein du MSI ?

AM : Une petite minorité n'a pas adhéré à l'Alliance nationale et a quitté le parti : il s'agit de 1 % des adhérents. Cependant la transition historique, exactement comme dans le cas de l'ex-PCI, a rencontré quelques résistances initiales, surtout dans les secteurs les plus liés à la tradition du MSI. Tout cela a fait l'objet d'un débat interne profond mais serein.

ESH : L'Alliance nationale est-elle d'une autre nature que le MSI, et en quoi ?

AM : La matrice est évidemment la même. La fidélité à la patrie, aux valeurs traditionnelles de la famille, la défense des plus faibles – tout cela est passé du MSI à l'Alliance nationale. Mais l'approche des problèmes économiques est différente. Il y a un éloignement profond des logiques étatiques, de l'État-providence, typiques du vieil héritage du MSI. Tout le monde évidemment – à l'exception des forces communistes, qui vivent en dehors de leur temps – estime que la privatisation de nombreux services et activités publics, de même que le développement de l'économie de marché, sont des passages obligés pour moderniser les pays occidentaux et pour leur offrir des perspectives susceptibles de les rendre compétitifs par rapport à la puissance économique américaine et à celle de l'Est asiatique.

ESH : En quoi l'Alliance nationale est-elle différente des autres partis italiens du pôle de centre-droit ?

AM : Du point de vue du programme, nous avons cherché et nous cherchons à dégager de grandes lignes communes, afin de pouvoir offrir à l'électorat un système différent de celui proposé par la gauche, actuellement au pouvoir, et plus efficace. Mais il est vrai que sur certains points la vision et l'approche peuvent diverger formellement même si les intentions sont unitaires.

Il est vrai aussi que l'Alliance nationale dispose d'un enracinement très fort et d'une participation populaire consolidée par de saines valeurs éthiques et morales qu'il est difficile de retrouver ailleurs.

ESH : Quelle est la position de l'Alliance nationale par rapport à l'Europe de Maastricht et de l'euro ?

AM : Le gouvernement italien a fait payer au prix fort l'entrée de l'Italie dans l'Europe. Il s'agissait néanmoins d'un passage nécessaire, pour les raisons que j'ai exposées plus haut. Mais l'Alliance nationale a un objectif très précis, en fonction duquel elle livre bataille à un gouvernement incapable de fournir des réponses concrètes : l'Union européenne doit servir à créer des emplois et doit favoriser le développement. Le risque existe en effet de voir se former une Europe des banquiers, avec des chômeurs en nombre croissant.

ESH : Quel jugement historique et personnel portez-vous sur votre grand-père, Benito Mussolini ?

AM : Je résume le jugement personnel dans un rapport d'affection naturelle entre grand-père et petite-fille. Bien que je ne l'aie pas connu directement, je l'ai rencontré à travers les récits de ma grand-mère Rachele et de mon père Romano, qui m'ont transmis l'image d'un homme et d'un père très marqué par les liens familiaux.

Un jugement historique sérieux, en revanche, ne peut pas être résumé en quelques mots. Mais je peux affirmer en pleine connaissance de cause que Benito Mussolini a été un personnage fondamental de l'histoire mondiale et que seuls les gens de mauvaise foi peuvent nier qu'il fit de nombreuses choses positives dans l'intérêt de l'Italie. La majorité des gens se contentent de circonscrire autant que possible une longue période de l'histoire de l'Italie durant laquelle beaucoup de bonnes choses furent faites, bien plus que dans d'autres pays. Ceci reste vrai même si trop de gens veulent jouer aux censeurs de la politique fasciste et mussolinienne à des fins partisanes, surtout en Italie où le moment n'est pas encore venu de faire une analyse politique sérieuse du fascisme.

ESH : Dans le domaine des valeurs, un jeune Italien d'aujourd'hui peut-il s'identifier à un certain héritage spirituel du fascisme ?

AM : Comme je l'ai dit, politiquement parlant, le monde a changé, et avec lui la politique et la façon de faire de la politique. Il est certain qu'une grande partie de la spiritualité ou des poussées idéales que des idéologies fortes comme le fascisme suscitèrent ont été neutralisées par l'histoire. Mais je dois dire que le manque de passion, de transport émotif, est un défaut de la politique actuelle. Tout cela manque aux jeunes et je pense que certains mouvements où ces élans et sentiments sont réaffirmés exercent une certaine fascination. C'est le cas de la Ligue du Nord, qui de fait, attire de nombreux jeunes. Personnellement, j'estime que le fascisme peut encore suggérer des modèles spirituels et de comportement par lesquels un jeune peut être attiré. Et je ne pense pas qu'il s'agisse d'un phénomène négatif.

TRADUIT DE L'ITALIEN
PAR BENOÎT LUCHINI

La naissance de la République et le boulangisme

Tout est venu de la guerre. Engagé inconsidérément contre la Prusse, le conflit de 1870 tourne au désastre. Le 2 septembre, Napoléon III capitule à Sedan. Il n'est plus qu'un prisonnier. Deux jours plus tard, à Paris, Jules Favre, Jules Ferry et Léon Gambetta proclament la République et la déchéance de l'Empire. Le même jour, républicains modérés et radicaux forment un gouvernement de Défense nationale présidé par le général Trochu, avec Jules Favre aux Affaires étrangères, Gambetta à l'Intérieur, Crémieux à la Justice, tandis que Thiers, tête de file des monarchistes modérés, est chargé d'aller plaider la cause de la France à l'étranger. Comme les armées prussiennes avancent vers la capitale, le gouvernement constitue une délégation à Tours, puis Bordeaux que rejoint Gambetta. Malgré des actes d'héroïsme, les armées formées en province pour dégager Paris sont battues. Un armistice est accordé par Bismarck en février 1871 pour l'élection d'une Assemblée nationale. Celle-ci est dominée par une majorité monarchiste (légitimistes et orléanistes). D'un commun accord, la question des institutions futures est laissée en suspens. Thiers est élu « chef du pouvoir exécutif ». Il ouvre aussitôt des négociations avec Bismarck et signe avec l'Allemagne le traité de Francfort (10 mai 1871), obtenant des concessions, mais sans pouvoir éviter l'annexion de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine. Acte funeste qui ruinera les relations franco-allemandes et suscitera à partir de 1880 l'éveil d'un fort courant nationaliste et revanchard.

Dirigée par Thiers, l'impitoyable répression de la Commune de Paris (21-28 mai 1871), que dénoncera plus tard Édouard Drumont, scelle pour un temps l'entente de la république bourgeoise et des monarchistes modérés.

Pendant deux ans, Thiers conduit une œuvre de redressement incontestable, obtenant l'évacuation totale des troupes d'occupation en mars 1873. Prenant acte de l'abstention du comte de Chambord (refus de renoncer au drapeau blanc) et d'une évolution républicaine du pays révélée par diverses élections, il appelle ses amis à se rallier à une *« république conservatrice »*. Leur refus provoque sa chute le 24 mai 1873. Le maréchal de Mac-Mahon, soldat valeureux mais piètre politique, est élu président de la République, pendant que le duc de Broglie (orléaniste) assure la direction effective du gouvernement. Cette république de l'ordre moral, fortement cléricale, laisse perdurer l'équivoque sur la restauration monarchique.



Le général Georges Boulanger (1837-1891).

Le 16 mai 1874, de Broglie est renversé par la coalition des extrêmes : légitimistes, bonapartistes et républicains, dont Thiers a pris la tête. Tandis que la Chambre vote à la sauvette les lois constitutionnelles de 1875 conçues pour une restauration de plus en plus compromise, des élections partielles confirment un glissement favorable aux républicains. Les élections législatives de 1876 donnent à ces derniers une victoire que confirment les élections municipales de 1878. Mac-Mahon est contraint de se *« soumettre et de se démettre »* (30 janvier 1879). L'élection de Jules Grévy ouvre la période de la « république opportuniste », marquée par l'établissement de la liberté de la presse, le droit d'association, et le droit de grève. Elle est également caractérisée par une vive politique anticléricale, d'importantes conquêtes coloniales, des scandales retentissants et l'enrichissement d'une tourbe d'affairistes. Paradoxalement, le patriotisme est enseigné à l'école à l'égal d'une religion. La très républicaine Ligue des patriotes est fondée en 1882 pour entretenir l'esprit de la « revanche ». Paul Déroulède en prend la direction en 1885. L'année suivante commence l'aventure boulangiste.

Officier sorti du peuple, ayant participé à la plupart des campagnes de son temps, il devient ministre de la Guerre en janvier 1886 sur recommandation de Clemenceau. Dans la France cocardière de l'époque, le style revanchard du général assure sa popularité. N'a-t-il pas osé provoquer l'Allemagne lors d'un incident frontalier ? Officier républicain, il révoque le duc d'Aumale qui avait été son protecteur. Il supprime aussi les dispenses du clergé (*« les curés sac au dos ! »*). Lors des grèves de Decazeville, il refuse d'engager la troupe (*« les soldats partageront leur pain avec les grévistes »*). Ayant été écarté du ministère en mai 1887, il voit se cristalliser sur son nom un formidable mouvement que mènent le patriote Déroulède, le communard Rochefort et les républicains « révisionnistes » qui veulent une République libérée de la « cuisine » parlementaire.

Le 8 juillet 1887, une foule énorme tente d'interdire le départ du général pour Clermont-Ferrand où il est exilé. Ainsi naît le boulangisme, vaste rassemblement de mécontents que rejoignent bientôt des bonapartistes et des monarchistes, dont la fantasque duchesse d'Uzès. Mis à la retraite en 1888, Boulanger se lance dans la politique, se faisant élire triomphalement plusieurs fois à la faveur de partielles, notamment à Paris, le 27 janvier 1889. Mais au soir de cette dernière élection, il refuse de marcher sur l'Élysée comme les partisans du « coup de torchon » l'en pressent. Agitant une menace d'arrestation, le ministre de l'Intérieur Constans fait peur au « brave général » qui s'enfuit à Bruxelles pour ne plus revenir. Deux ans plus tard, il se suicidera sur la tombe de sa maîtresse, Mme de Bonnemain. Le « mouvement national », qui s'est formé durant cette aventure, reste encore foncièrement républicain et populaire. Maurice Barrès, jeune écrivain célèbre, y a fait ses premières armes.

DOMINIQUE VENNER

DES RÉPUBLICAINS CONTRE LA RÉPUBLIQUE

L'aventure boulangiste

ENTRETIEN AVEC MARC CRAPEZ

Né en 1969, Marc Crapez est l'auteur de *La gauche réactionnaire. Mythes de la plèbe et de la race dans le sillage des Lumières*, ouvrage préfacé par Pierre-André Taguieff (Berg International, 1997). Il publiera en octobre prochain *Naissance de la gauche* (préface de G. Hermet, éditions Michalon). Ouvrages qui, entre autres, versent des pièces inédites au dossier de l'analyse du phénomène boulangiste.

Enquête sur l'histoire : Aujourd'hui, le boulangisme passe pour un mouvement antirépublicain. Qu'en est-il réellement et qui était le général Boulanger ?

Marc Crapez : Qui il était vraiment, ça je n'ai pas compétence pour répondre. Pour autant qu'il ait eu des convictions, Boulanger fut, selon l'expression d'André Siegfried, *« incontestablement républicain »*. De fait, sur un plan événementiel, c'est initialement un « général républicain », le protégé des radicaux, un ministre réformateur qui jouit d'une grande popularité. En tant que mouvement, le boulangisme se déclenche lors d'une élection partielle de mai 1887, qui coïncide avec le limogeage du général du ministère de la Guerre. Plus subtilement, le mécanisme idéologique s'était mis en place dès le mois de décembre 1886. Henri Michelin, un député radical-socialiste (au sens fort que ce terme recouvrait aux débuts de la III[e] République), dépose à la Chambre un projet de révision de la Constitution. Or ce projet de loi, *conforme à la vieille doctrine radicale*, se trouve repoussé par une majorité de radicaux soucieux de montrer qu'ils sont devenus *aptes à assurer la gestion normale de l'État.* Dès lors, les « purs » s'engagent dans une sécession révolutionnaire contre cet état d'esprit conservateur. Des socialistes sont séduits par cette intransigeance. Le boulangisme est lancé, qui s'attire bientôt des appuis bonapartistes, tout en demeurant assez nettement distinct de la tradition bonapartiste. Celle-ci en effet reposait essentiellement sur les masses rurales, alors que, comme l'a démontré André Siegfried, *« le boulangisme proprement dit se développe en réalité surtout dans certains milieux républicains, tels que les grandes villes, les centres ouvriers »*.

ESH : Pourquoi Jules Ferry, l'homme qui a sans doute fait le plus pour installer la République quand il fut au gouvernement (1879-1885), oui, pourquoi mobilise-t-il contre sa personne une coalition de républicains de gauche et de socialistes, que l'on va trouver associés à des antirépublicains durant le boulangisme ?

MC : Parce que Ferry est un modéré, un démocrate représentatif très hostile à 1793, qui entend concilier le républicanisme français issu de 1789 avec un parlementarisme dont les sources seraient plutôt britanniques. Si la distinction de Régis Debray entre républicains et démocrates est pertinente, alors on peut l'appliquer à ce qui sépare Gambetta de Ferry.



DR

Boulanger vu par ses adversaires. En réalité, le « brave » général ne cessa jamais d'être républicain.

ESH : Lorsque s'éveille le mouvement populaire en faveur du général Boulanger, que représentent les anciens communards comme incarnation d'un mythe politique, comme force éventuelle, et comme réseaux d'influence ?

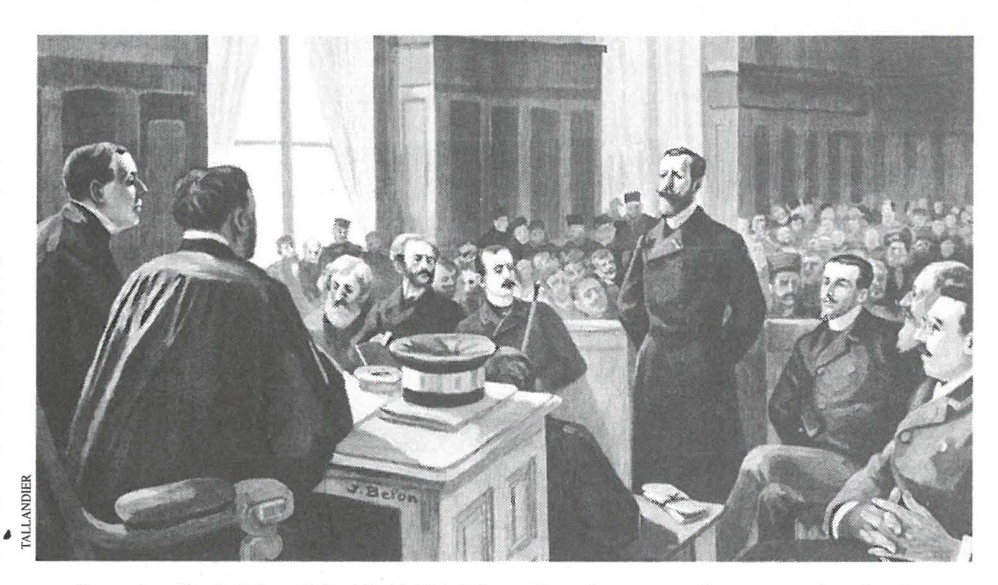
MC : A tout prendre – et quoique certains communards aient été anti-boulangistes –, on peut dire que le boulangisme recouvre davantage l'héritage de la Commune et l'anti-boulangisme celui des Versaillais. D'autant que le boulangisme est avant tout un phénomène parisien. C'est au fond, là, dans la capitale, une retombée de la tradition sans-culotte, celle de petits producteurs indépendants, égalitaires sans être le moindrement collectivistes, individualistes mais partisans d'un pouvoir fort qui fasse taire les « coteries ».

ESH : Quel était le rôle d'une personnalité aussi forte et complexe qu'Henri Rochefort ?

MC : Un rôle essentiel car son journal, *L'Intransigeant*, tenait en haleine le petit peuple parisien. Quelque simplistes qu'aient pu être ses idées, il est indéniable que Rochefort disposait d'un grand talent de plume. Il fut un *« polémiste à l'esprit éblouissant, à la satire intarissable »*, reconnaissait l'historien Georges Weill. A cette aura littéraire, s'ajoutait le titre de gloire d'avoir été en quelque sorte l'ennemi personnel de Napoléon III. Et ce n'était pas rien que d'avoir ridiculisé Badinguet (1). Rochefort était une forte personnalité, en effet. En revanche, elle ne me semble pas particulièrement complexe. Il aimait les jolies femmes et les jolies choses, c'était un aristocrate, un réactionnaire d'une certaine façon. Mais, d'un autre côté, il était foncièrement anticlérical, et athée par surcroît. Puis, il avait en horreur le bourgeois. Alors pour lui, la geste révolutionnaire montagnarde – ces indomptables proconsuls, ces généraux de vingt ans –, ça vous avait fière allure, c'était des patriotes intrépides en lutte contre John Bull et la canaille cosmopolite financée par Coblenz. Comme dans un roman de cape et d'épée. Marx appelait cela le *« socialisme féodal »*.

ESH : Pouvez-vous rappeler ce qu'avait été le mouvement socialiste en France jusqu'aux années 1880 et quelle était la part respective d'hommes comme Proudhon et Blanqui ?

MC : Il est difficile d'en parler brièvement. Si vous le voulez bien je vais d'ailleurs répondre un peu à côté. Au XIXe siècle, le socialisme se présente comme un *large courant de mécontentement anticapitaliste.* Trois exemples pour illustrer mon propos. Lorsqu'en 1884 Clemenceau s'oppose à la Chambre au député catholique « conservateur social » Albert de Mun, il le fait en des termes très révélateurs : *« Toute conciliation est impossible, parce que* votre socialisme est un socialisme d'oppression *et que le nôtre est un socialisme d'émancipation »* (je souligne). En 1893, le radical-socialiste Alexandre Millerand tempête dans *La Petite République française* : *« C'est contre la* haute finance *qu'il nous faut concentrer nos efforts. La* nation *doit reprendre sur les* barons *de cette nouvelle* féodalité cosmopolite *les forteresses »* etc. (je souligne). En 1894, Jules Guesde prononce à la Chambre un discours socialiste qui lui vaut


TALLANDIER

Le poète Paul Déroulède (1846-1914) lors d'un de ses nombreux procès. Combattant volontaire en 1870, fondateur de la Ligue des patriotes en 1882, républicain soucieux de réformer la République, il soutient fougueusement Boulanger. Antidreyfusard en 1898 par solidarité avec l'armée, il tente un coup de force l'année suivante. Il est condamné au bannissement en 1900, rentre en 1905 et meurt en 1914 dans l'espoir de la « revanche ».

des *« Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche »* – notamment lorsqu'il s'émeut du sort du *« petit boutiquier exproprié par la concurrence des grands magasins »* –, et lui attire inversement des *« Interruptions »* et *« Réclamations à gauche et au centre »*. Tel se présentait le socialisme du XIXe siècle, proche à bien des égards de thèmes et de mots qui basculeront ensuite à l'extrême droite. Il n'est qu'à voir Clovis Hugues. C'est que, Pierre Rosanvallon le souligne, le socialisme était l'adversaire de *« la culture politique individualiste de 1789 »*. Le grand tournant, c'est l'affaire Dreyfus. La science politique d'alors décrit cette mutation. Roberto Michels expose comment le socialisme perd son caractère *révolutionnaire*. Il arrive au socialisme ce qui était advenu au conservatisme britannique quelques décennies auparavant et que relate Moiséi Ostrogorski, une forte dilution de l'idéal dans la *realpolitik* électorale d'un système pluraliste de partis, une immolation suscitant les lamentations des « purs » : *« Les vieux ou les vrais conservateurs ne pouvaient plus s'affirmer ni faire entendre leur voix... s'il y a encore des conservateurs anglais, il n'y a plus de parti conservateur... Il n'en reste que le nom, qu'une organisation opérant sous ce titre »*.

ESH : Dans vos travaux sur la « gauche réactionnaire », qui contredisent sur ce point les opinions courantes, vous montrez que l'antisémitisme se développe tout particulièrement dans un milieu d'ultra-gauche héritier de la Révolution et adepte des Lumières. Plus précisément, vous dites que *« le racisme intégral n'est pas une perversion du nationalisme, mais une perversion du scientisme »*. Comment l'expliquez-vous ?

MC : Je ne saisis pas bien le rapport avec le boulangisme. Mais sinon c'est très simple, il n'y a rien à expliquer. D'ailleurs Marc Angenot l'avait déjà constaté, au XIXe siècle *« ce sont les anthropologues les plus à gauche, comme Abel Hovelacque, grand libre penseur et doctrinaire radical-socialiste, qui se montrent en matière de discrimination raciale, de thèses de la polygénèse, de l'imperfectibilité des races noires, etc., les plus extrêmes et les plus intransigeants et ce sont les anthropologues catholiques comme A. de Quatrefages de Bréau qui se présentent comme les plus prudents et les plus modérés »*.

ESH : Pouvez-vous rappeler qui était Paul Déroulède et sa Ligue des patriotes et leur rôle dans le boulangisme ?

MC : Oui. La Ligue des patriotes est fondée en mai 1882, en vue de poursuivre l'œuvre de la Commission d'éducation militaire instituée par Paul Bert. Ministre de l'Instruction publique dans le « grand ministère » Gambetta, Paul Bert est un radical qui ne plaisante pas avec le patriotisme. *« Restez Français par le sentiment national,* implore-t-il, *ne vous laissez pas envahir par je ne sais quel esprit de cosmopolitisme, toujours détestable, qu'il soit rouge ou qu'il soit noir »*. Cela signifie qu'il rejette tant le collectivisme que le cléricalisme. Gambetta pour sa part, se félicite du fait que les foules urbaines soient *« passionnément républicaines et guerrières »*, donc il approuve la création de cette ligue qui entretient les

BONAPARTISME

Tout d'abord disqualifié dans l'opinion par le désastre de 1870, le parti bonapartiste connaît un regain de vitalité dans les premières années de la III[e] République. Il compte 75 députés en 1876, 104 dans la Chambre de 1877. Mais la mort du prince impérial (21 juin 1879) fera prospérer les divisions entre l'héritier légitime, le prince Jérôme, décrié pour son anticléricalisme farouche, et son fils, le prince Victor. Après la crise boulangiste qui déçoit la droite autoritaire, le bonapartisme connaîtra un lent et irrémédiable reflux, malgré la création d'un parti plébiscitaire de l'Appel au peuple en 1923.

LÉGITIMISME

Courant politique réunissant depuis la révolution de 1830 les royalistes fidèles à la branche aînée des Bourbons, représentée par le comte de Chambord, petit-fils de Charles X. Le comte de Paris, chef des Orléans, ayant fait hommage au comte de Chambord en 1873, les légitimistes et les orléanistes fusionnèrent, mais se divisèrent à nouveau sur la question du drapeau blanc (le comte de Chambord avait fait savoir qu'il ne renoncerait jamais à cet emblème). Quand le comte de Chambord mourut en 1883, sans descendance, le parti légitimiste disparut et se rallia dans l'ensemble à la maison d'Orléans.

OPPORTUNISME

Tactique prônée par Gambetta au début de la III[e] République. Constatant la fragilité du régime qui rencontrait l'hostilité d'une grande partie de l'opinion restée fidèle à la monarchie ou au bonapartisme, il soutenait que le programme républicain ne pourrait être réalisé qu'avec des *« étapes nécessaires »*, après avoir gagné à la République les *« nouvelles couches sociales »* (petite bourgeoisie) et même les notables orléanistes. L'opportunisme l'emporta avec Freycinet et Jules Ferry, pourtant adversaire personnel de Gambetta.

ORLÉANISME

Courant politique rassemblant les partisans d'une monarchie constitutionnelle symbolisée par la famille d'Orléans (Louis-Philippe). A l'assemblée de 1871, où ils disposaient d'une majorité, ils appuyèrent d'abord Thiers apprécié pour sa répression de la Commune et pour la conclusion de la paix. Quand Thiers eut proclamé en novembre 1872 son ralliement à la République, le duc Albert de Broglie sonda la coalition de tous les monarchistes pour faire élire à sa place le maréchal de Mac-Mahon (24 mai 1873). Au fil du temps, les orléanistes se rallièrent à la République, se voyant justifiés dans ce choix par le pape Léon XIII en 1892.

RADICALISME

Courant politique au sein du parti républicain conduit par Clemenceau, qui, au début de la III[e] République, s'opposa aux « opportunistes » (Gambetta, Ferry). Cette fraction défendait une application radicale et immédiate de tout le programme républicain (notamment la séparation des Églises et de l'État). Les radicaux se situaient à l'extrême gauche et plusieurs (Naquet, Rochefort) rallièrent le boulangisme. Les conséquences de l'affaire Dreyfus, l'échec du cabinet modéré dirigé par Méline et leurs progrès aux élections de 1898, leur permirent d'accéder au gouvernement. Ils fondèrent en 1901 le parti républicain radical et radical-socialiste, très attaché, malgré cette épithète, à la propriété privée.

RÉVISIONNISME

Courant d'idées représenté par les républicains favorables au général Boulanger, qui réclamaient la révision de la Constitution de 1875 dans un sens plus autoritaire et plébiscitaire.

idéaux de nation armée. Pour les plus modérés des opportunistes en revanche – dès avant l'épisode boulangiste –, la ligue n'est qu'un repaire d'agités. En décembre 1885, Déroulède se proclame *« disciple de Gambetta et républicain autoritaire »*. En juillet 1887, son allégeance boulangiste se trouve désapprouvée par de très nombreux comités provinciaux. Mais les effectifs parisiens le suivent. Ce sont sociologiquement bien souvent ceux-là même qui, depuis 1830, ont concouru à toutes les émeutes parisiennes. La revue conservatrice *Le Correspondant* note au sujet des boulangistes : *« La revanche, pour eux, c'est la revanche à l'intérieur, la revanche contre les Versaillais, contre les bourgeois, contre les opportunistes, contre Ferry »*.

ESH : N'est-il pas surprenant que le jeune Maurice Barrès, l'écrivain l'un des plus doués de sa génération, se soit lancé dans l'aventure boulangiste au point d'en rester à jamais marqué ?

MC : C'était précisément une aventure, le contraire d'un passe-temps pour rombière ou vieille chaisière. Or Barrès était jeune ; et artiste surtout. Alors il devint boulangiste le plus naturellement du monde : c'était à faire, il fallait en être. Aucun doute il y avait là un maelström où déployer ses fines antennes. Que de sensations et d'émotions en cet éréthisme ! Et l'occasion ou jamais de s'engager, de dompter son dilettantisme, de tout connaître. Avec à la clef un fauteuil de député ajusté au caractère de Barrès : faire partie des importants tout en restant rebelle à bien des choses.

ESH : Pouvez-vous évoquer la personnalité de Clovis Hugues ?

MC : C'est un socialiste « très XIX[e] » : proche du sans-culottisme, imperméable au marxisme, patriote en diable, égalitaire, anticapitaliste, anticollectiviste, antireligieux, antisémite. En 1879, au congrès ouvrier de Châtellerault, *« il glorifia la Révolution, excusa la Commune, récita un poème »*, déchaînant ainsi la ferveur d'un auditoire que Jules Guesde avait fait somnoler. Premier député socialiste de la III[e] République, il est élu en 1881 dans les Bouches-du-Rhône. Ce poète « partageux » est coutumier des cénacles : Edmond de Goncourt croise ce *« méridional marmiteux, ayant tout à fait l'air d'un bon bougre »*, tandis que Jules Renard décrit ce pittoresque « rouge », qui *« fait le chien-loup et pousse des hurlements »* lors d'un dîner Flammarion. A demi boulangiste, Clovis Hugues offre son siège de député à Boulanger lorsque celui-ci est battu en 1888. Anticlérical patenté, il traite le marxiste Guesde de *« Torquemada en lorgnon »*, et considère que le *« jésuitisme constitue un danger pour la morale privée et publique »*. Antisémite régulier, il collabore en 1892 à *La Libre Parole* de Drumont, et l'année suivante à *La Délivrance du Peuple* de Morès. Hostile à l'immigration, il fustige en 1893 *« l'acceptation chez nous, au même titre que nous, et sans la moindre responsabilité militaire devant le drapeau, de cette horde d'étrangers qui envahissent l'usine et l'atelier français »*. Aux législatives de mai 1898, il trouve Dreyfus *« archicoupable »* et se présente ulcéré par un adversaire qui prétend attaquer *« la citadelle judéo-internationale, comme si je n'avais point, au nom même de la Patrie, cent fois cravaché de mes discours et de mon vers indigné la face des Rothschild et de leurs plats courtisans »*.

ESH : Comment expliquer la participation d'un homme comme Naquet dans le boulangisme ?

MC : Assez simplement. D'abord le mouvement n'était pas hostile aux juifs. L'antisémitisme déclaré est une rencontre qui intervient à partir de 1890, lors du post-boulangisme. Et puis Alfred Naquet est un libre penseur qui s'amuse à organiser des banquets gras à l'occa-

sion du *Yom Kippour.* En fait, il n'est pas boulangiste par antiparlementarisme obtus ; quoique radical, il l'est plausiblement à la façon de certains orléanistes. Face à un régime sclérosé, il escompte une République audacieuse, socialement, et libérale, politiquement.

ESH : Tandis que certains boulangistes font l'éloge de 1793 et des « *guillotinades* », le mouvement reçoit le soutien de certains monarchistes, et notamment de la duchesse d'Uzès qui s'y est partiellement ruinée. N'est-ce pas surprenant ?

MC : La coalition boulangiste s'édifie par strates successives. A un noyau de base radical-socialiste, s'ajoutent nombre de bonapartistes et pour finir de monarchistes. Non sans réticences eu égard au républicanisme anticlérical et révolutionnaire des boulangistes parisiens. Derniers venus, ces monarchistes sont également les premiers à fausser compagnie à l'entreprise dès lors qu'elle échoue.

ESH : La caractéristique profonde du boulangisme n'est-elle pas son caractère de mouvement « transversal » à toutes les familles politiques ?

MC : Vous avez tout à fait raison. Jusqu'à un certain point. C'est affaire de *tempérament* politique autant que de doctrine. Toutefois les familles politiques réagissent assez différemment. L'opportunisme n'est jamais boulangiste ; le sans-culottisme l'est toujours. Les socialistes se rangent plutôt (à l'image de Louise Michel) dans la neutralité bienveillante. Les radicaux et les royalistes se retrouvent profondément déchirés : quantité d'orléanistes, et même de légitimistes, demeurent absolument anti-boulangistes. En second lieu, il convient de distinguer les boulangistes authentiques, sincères, assidus, prolongés – les radicaux-socialistes –, des recrues souvent furtives que furent les monarchistes. Entre les deux, les bonapartistes s'impliquent à des degrés très différents selon qu'il s'agit du jérômiste urbain ou du victorien rural (2). Ces tendances de fond étant naturellement pondérables en fonction d'implantations géographiques spécifiques.

ESH : Quelles furent les conséquences à long terme du boulangisme ? A-t-il engendré, comme on le dit parfois, une synthèse nouvelle entre socialisme et nationalisme ?

MC : C'est une très bonne question ; d'ailleurs je me l'étais posée. C'est en effet la question soulevée par Zeev Sternhell. Elle aura eu le mérite d'avoir fait avancer le problème en l'ayant soustrait à des explications d'ordre idéologique. Lors du boulangisme, la contre-propagande républicaine s'était employée à accréditer l'idée d'un *césarisme* – hypothèse malheureusement reprise sans barguigner par quelques historiens. Or nous savons, depuis Gabriel Monod et André Siegfried, qu'il s'agit d'une fausse piste. Notre compréhension du boulangisme repose ensuite sur les travaux, déjà anciens, d'Adrien Dansette et de Jacques Néré (on retient par la suite les noms de Frederic H. Seager, C. Stewart Doty, Odile Rudelle, Marc Angenot). A brûle-pourpoint dès lors, la réponse serait *oui* – le boulangisme a engendré une synthèse nouvelle entre socialisme et nationalisme –, si ce n'est qu'en fait les choses ne se présentent pas vraiment ainsi. Une fois écartée l'affaire du césarisme, il importe de ne plus retomber dans le travers de ce grimaud grec avouant ingénument : « *Je vois la solution, mais je ne vois pas le problème* ». Parce qu'en l'espèce, lorsqu'est obtenu ce qui vous semble être vraisemblablement la réponse, vous vous apercevez alors que la question n'est plus adéquate. Je m'explique. Pour qu'il ait pu se produire une synthèse entre le socialisme et le nationalisme, encore eût-il fallu que synthèse il y eût besoin, c'est-à-dire que ces deux éléments eussent pu paraître incompatibles, donc qu'ils eussent préalablement été constitués. Or un politologue évoque en 1898 « *l'ancien parti* "boulangiste-révisionniste", *désigné aujourd'hui dans quelques circonscriptions sous le nom un peu vague de* "nationaliste" ». En fait, de même que le clivage droite/gauche intervient seulement à partir de l'affaire Dreyfus, il n'existe pas de clivage socialisme/nationalisme au XIX[e] siècle. Le dilemme boulangiste s'ordonne en fonction d'une alternative, mise en relief par Siegfried, entre « *République nationale* » et « *République parlementaire* ». Aussi aurais-je tendance à considérer que la première mouture de l'idéologie nationaliste surgit en France quelque part entre le boulangisme et l'affaire Dreyfus, sur la période 1887-1904, date à laquelle le nationalisme antirépublicain d'Action française prend la relève. Cette première doctrine nationaliste proprement dite provient d'un *socialisme national* qui n'est autre que l'ultime avatar de ce tempérament *barricadier, insurrectionnel, émeutier*, à la faveur duquel, de la Révolution française à la Commune, Paris s'était maintes fois soulevé contre le pouvoir en place. C'est de par la résorption de cette tradition révolutionnaire que la République française devient un régime définitivement assis. Un contemporain l'annonce : « *L'esprit de réforme paraît de nos jours attirer, canaliser, absorber les différentes formes de ce qui était jadis l'esprit de mécontentement, de révolte, de révolution* ».

PROPOS RECUEILLIS PAR VIRGINIE TANLAY



DR

Le socialiste « sans-culotte » Clovis Hugues. Cette caricature d'époque souligne son anticléricalisme qui ne le cédait en rien à son antisémitisme. Admirateur de 1793, partisan de la Commune, il est le premier socialiste élu député sous la III[e] République. En 1898, il se range parmi ceux qui condamnent Dreyfus.

(1) Badinguet. Nom d'un ouvrier dont Louis-Napoléon Bonaparte emprunta les vêtements pour s'évader du fort de Ham, en 1846, après une tentative de coup d'État. Sous le Second Empire, les adversaires du régime donnèrent ce surnom à l'ancien conspirateur devenu Napoléon III.

(2) Jérômiste : partisan du prince Jérôme Bonaparte, connu pour son républicanisme et son anticléricalisme. Victorien : partisan du prince Victor, fils du premier et plus traditionaliste.

Les Jaunes contre les Rouges

PAR JEAN-JACQUES MOURREAU

Dans le jargon syndical, leur nom demeure synonyme d'insulte, même si personne ou presque ne sait ce qu'ils furent. Ils voulaient la liberté du travail, l'organisation du droit de grève, l'accession à la propriété, l'entente cordiale entre l'ouvrier et le patron, la liberté d'association et d'enseignement, la décentralisation. Ils s'opposaient au collectivisme des Rouges...



L'ILLUSTRATION/TALLANDIER

Grève générale des mineurs. Une colonne de grévistes va chercher de force ceux qui refusent la grève. De la résistance de ces derniers va naître en 1899 le mouvement des Jaunes.

Au terme d'une histoire édifiante dont il a achevé la rédaction le 10 juin 1936 à bord du *Félix Dzerjinski*, Aragon met en scène un « jaune » qui rallie des grévistes découragés (1). Trente ans plus tôt, un romancier aurait aussi bien pu imaginer l'inverse. Le mouvement des Jaunes est né *« dans la tourmente des grandes grèves qui éclatent, de 1898 à 1901, dans beaucoup de centres industriels importants »*, écrit l'historien israélien Zeev Sternhell (2), l'un des rares à s'être intéressé au sujet (3). *« C'est l'échec de ces grèves,* dit Sternhell, *avec leur cortège habituel de souffrances et de violences, la désorganisation momentanée des syndicats "rouges" et l'appui de certains patrons, qui ont provoqué et facilité la création de syndicats indépendants »*.

Pour comprendre, il faut oublier ce raccourci simpliste et rappeler que la vie politique de cette fin de ce siècle est singulièrement agitée : scandale politico-financier de Panama, attentats anarchistes, séquelles du boulangisme, affrontements entre dreyfusards et antidreyfusards. Les syndicats rouges font de la grève générale l'instrument de la lutte révolutionnaire destinée à détruire le capitalisme et la société bourgeoise. La loi Waldeck-Rousseau (1884) légalisant les syndicats fait fleurir des groupements indépendants, dont les premiers syndicats chrétiens formés sous la houlette de l'Église.

Le surgissement des Jaunes ne vient pas d'en haut, souligne l'historien britannique Theodore Zeldin (4). Il naît de la violence qui est faite à ceux qui refusent la loi des Rouges. Circonstances ? Le 1er novembre 1899, à Montceau-les-Mines, des mineurs qui refusent de participer à une grève politique, se sont retranchés dans le café de la Mairie. Assaillis par les Rouges, ils résistent aux coups de revolver, aux pierres et aux projectiles divers. La troupe, la gendarmerie interviennent.

Débloqués par les charges de police, les assiégés remplacent les carreaux cassés par des feuilles de papier jaune dont ils avaient un stock. *« Ils étaient baptisés. Les Rouges, par dérision, appelèrent le siège social des indépendants qu'ils avaient saccagé : "Syndicat jaune". »* (5)

La résistance des ouvriers de Montceau-les-Mines est un signal. Le mouvement s'étend rapidement dans les bassins miniers, au Creusot, à Montbéliard et à Paris. En mars 1901, le cheminot Paul Lanoir (6), le « père des Jaunes », est porté à la tête de l'Union fédérative des syndicats indépendants (jaunes). L'ouvrier horloger Pierre Biétry, transfuge du syndicalisme révolutionnaire, entre en scène en qualité de secrétaire général adjoint…

Le mouvement des syndicats indépendants qui fait sien le symbole corsaire de la fleur du genêt, n'est pas une coquille vide. Il regroupe 317 syndicats et près de 100 000 adhérents. Il dispose d'un hebdomadaire *L'Union ouvrière* et de l'aide du bonapartiste Laroche-Joubert, fabricant de papier à Angoulême. Le 27 décembre 1901, il ouvre à Paris la première bourse du travail indépendante (7). Les élections de mai 1902 approchent...

A la veille de l'inauguration, le 23 décembre, Émile Loubet a reçu à l'Élysée ses représentants conduits par Paul Lanoir. Le président de la République, qui n'aime pas les socialistes, leur a prodigué ses encouragements. Il n'est pas le seul. Jules Méline, admirateur de Proudhon dans sa jeunesse, leur fait bientôt des clins d'œil et leur apporte le soutien de l'Association républicaine. On va jusqu'à dire que Waldeck-Rousseau aussi...

Le premier congrès des Jaunes se tient à Saint-Mandé les 27, 28 et 29 mars 1902. Le programme s'exprime par cette formule : *« Le Capital-travail et le Capital-argent sont les deux facteurs indispensables à la vie sociale. L'un complète l'autre, les deux se font vivre mutuellement. Le devoir de ces deux collaborations est donc de rechercher amiablement, de bonne foi et en toutes circonstances, le point de rencontre des concessions réciproques qu'ils se doivent l'un à l'autre. »*

Des dissensions éclatent peu après. Quels en sont les motifs ? Biétry accusera Lanoir d'avoir cherché à complaire au patronat en se limitant à former *« des groupes antigrévistes avec des moyens d'existence identiques à ceux des Rouges. »* (8) En tout cas, Biétry fait sécession. Organisateur et meneur d'hommes, il est suivi par les ouvriers horlogers, la Fédération du Livre, les dessinateurs industriels, les employés de commerce, les employés du gaz. Le 1er avril 1902, les dissidents fondent la Fédération nationale des Jaunes de France. Ils se donnent le programme qu'ils réclamaient vainement à Lanoir.

Pierre Biétry (1872-1918) vu par ses adversaires. Natif du Territoire de Belfort, il anime la propagande révolutionnaire et conduit la grève à Audincourt contre le patronat local en septembre 1899, action qui lui vaut d'être condamné à un mois de prison. L'année suivante, il participe aux grèves de Giromany. Il appartient alors au Parti ouvrier français de Jules Guesde avec lequel il rompt en septembre 1900 lors du congrès d'Ivry, en proposant une motion contre la grève générale, repoussée parce qu'elle propose la collaboration de classe. C'est le début de son périple.

DR

Un programme prophétique

Les Jaunes ne se contentent pas de dénoncer la politisation des grèves et du syndicalisme. Novateurs sur bien des points, ils annoncent le syndicalisme réformiste et certains grands thèmes des droites à venir. Ils se déclarent hostiles aux socialistes collectivistes. A l'étatisme des Rouges, ils opposent la décentralisation. Biétry précise : *« Les Jaunes demandent à l'État de s'occuper de l'armée, de la marine, des relations étrangères, de la justice, etc., et de laisser aux initiatives privées des Français, – dans des divisions administratives régionales, – le soin de presque tout le reste... »*

Refus de la grève anarchique et révolutionnaire des Rouges. Cela ne veut pas dire qu'ils se prononcent contre le droit de grève. Ils réclament l'organisation du droit de grève (préavis) et des dispositions en faveur de l'arbitrage. Partisans de l'association du capital-travail au capital-argent, thème que l'on retrouvera plus tard traduit par la formule *« association du Capital et du Travail »*, ils récusent la lutte des classes et se prononcent pour l'entente des classes. Leur but est de *« faire revivre la paix sociale, l'harmonie entre les hommes »*. Biétry précise : *« Leur lutte contre les monopoles, contre le socialisme, contre l'étatisme, rendra la liberté et donnera l'accès de la propriété à des milliers d'êtres humains jusqu'ici asservis par l'argent ou par l'État. »*

Liberté d'association et liberté d'enseignement... *« Les Jaunes demandent,* explique Biétry, *la liberté absolue d'association, supprimée par la Révolution qui nous a tous mis en tutelle ; ils réclament la liberté de l'enseignement ; chacune de ces libertés aide l'autre. Est-ce que les grandes universités anglaises et allemandes sont déchues parce qu'elles ne sont pas sous la férule de l'État ? Est-ce que leurs professeurs ne sont pas des hommes de valeur ? Et cependant ils se développent en dehors de l'ingérence de l'État. »*

Négation de la lutte des classes, anti-étatisme, accession à la propriété ouvrière, actionnariat populaire : on cherche vainement ce sur quoi Sternhell peut faire peser le soupçon de fascisme. Est-ce parce qu'à l'internationalisme des Rouges, les Jaunes opposent *« un patriotisme intelligent »* ? Ou parce que, sacrifiant à l'esprit de l'époque qui dépasse le clivage gauche-droite, les Jaunes sont volontiers anti-dreyfusards ? (9)

Le mouvement des Jaunes bénéficie de l'appui d'anciens boulangistes de gauche, du bureau politique du duc d'Orléans, de royalistes comme la duchesse d'Uzès, du journaliste Rochefort. Soutenu par *La Croix*, alors à la pointe de l'anti-dreyfusisme, il attire les syndicats indépendants chrétiens. Ce qui ne va pas sans heurts. Le congrès de mars 1904 est marqué par l'expulsion des démocrates-chrétiens du groupe lillois de l'abbé Lemire. Dès lors, la guerre s'installe entre le mouvement jaune et les adeptes du Sillon de Marc Sangnier. A la fin de l'année 1905, dans *Demain*, Paul Bureau, consacre deux articles féroces à dénoncer les *« ambiguïtés perverses du mouvement des Jaunes, allant jusqu'à parler d'associations hybrides ou louches, mi-politiciennes, mi-professionnelles. »* (10) De ce conflit, témoignent les souvenirs de Jules Zirnheld, l'un des fondateurs de la CFTC (11).

Le congrès de 1906 marque l'éloignement à l'égard des origines ouvrières. Biétry, qui ne parle plus de *« socialisme national »*, note :

« Ce qu'il y a eu d'admirable dans ce congrès, ce qui fait aussi sa grande force, c'est qu'il représentait d'une façon parfaite notre belle et courtoise nation française, sans exclusion de personnes. Les ouvriers y causaient amicalement avec des patrons grands et petits, le soldat y coudoyait les généraux, la robe du prêtre n'y était point déplacée, le pasteur s'y rencontrait avec le paysan, l'ouvrier mineur serrait la main du représentant de la France d'autrefois ; l'industriel, le commerçant y faisaient cause commune avec des membres de l'Institut ; les poètes et les artistes y apportaient la note harmonieuse et élevée ; tous y étaient unis dans la même pensée de l'apaisement des esprits et de la réconciliation des cœurs. »

Alors, les Jaunes recensent 409 syndicats ouvriers, 41 syndicats patronaux. Ils comptent, selon l'affirmation de Biétry, 500 000 membres *« décidés à ne pas se laisser faire la loi par 337 000 Rouges, dont les deux tiers marchent, pour ne pas dire les trois quarts, la mort dans l'âme, dans la crainte de dures représailles. »* (12) Les Rouges, quant à eux, intensifient l'agitation. Le 1er mai 1906, ils lancent des manifestations pour la journée de huit heures. Les Jaunes, pour leur part, s'opposent à cette revendication. A la limitation uniforme, ils préfèrent des horaires adaptés aux particularités de l'entreprise et aux exigences de la production.

Le mouvement est un bel instrument de combat. Un réseau de presse décentralisé pour diffuser ses idées et ses mots d'ordre. Il a même le projet de transformer en quotidien *Le Jaune* dont le premier numéro était paru le 1er janvier 1904, comme organe de la Fédération des syndicats indépendants. Une forte implantation dans le nord de la France, en particulier dans l'Est (Meurthe-et-Moselle, Territoire de Belfort). Des relais hors de France : Suisse, Allemagne, Autriche et même en Russie. Des soutiens patronaux : celui de Henri de Bellaigue et celui sans faille de Gaston Japy. Patron des usines Japy, de Beaucourt, près de Belfort, ce protestant, ancien élève de l'École polytechnique, ne limite pas son rôle à être la caution de Biétry auprès d'autres patrons, il est aussi un compagnon de lutte généreux et actif (13). Des soutiens intellectuels : l'économiste libéral et catholique Paul Leroy-Beaulieu, membre de l'Institut, professeur au Collège de France, qui appartient au Conseil national des Jaunes de France.

Courtisé et soutenu par la presse, Biétry bénéficie à la fois du soutien des royalistes et des bonapartistes. Sternhell note les articles que le chef des Jaunes signe dans *Le Soleil*, l'organe royaliste, les relations qu'il entretient aussi avec l'Action libérale de Jacques Piou (14), la Ligue de la Patrie française, le soutien d'Édouard Drumont et de *La Libre Parole*, l'appui de l'ancien boulangiste Arthur Meyer. Biétry est l'enfant chéri de toutes les droites. Pour les gauches, il est *« l'homme le plus détesté de France »*, celui qui ose parler à la classe ouvrière. Biétry, quant à lui, se voit comme le champion providentiel des droites. Il songe dès lors à entrer en lice sur le terrain politique. Candidat à Brest contre le socialiste Émile Goude (15) lors des élections législatives de 1906, il bénéficie de l'appui d'une coalition hétéroclite où l'on retrouve des membres de l'Action libérale, de la très catholique Ligue des femmes françaises, d'ecclésiastiques et même de sillonnistes.

Le piège de la tentation politique

Élu député de Brest, le 20 mai 1906, Pierre Biétry a trente-neuf ans (16). Il est à l'apogée de sa carrière. Le 15 juin, à la Chambre, il se pose en rival de Jaurès. Les députés socialistes l'insultent. Il fait face avec calme, rompu qu'il est à l'épreuve de réunions autrement houleuses. A sa descente de la tribune, on l'acclame comme un triomphateur. La droite tout entière voit en lui son sauveur.

Grisé d'illusions, Biétry veut aller plus loin. Son dessein : faire naître une coalition des droites contre le bloc de gauche. Il constate bientôt son isolement. Les droites se dérobent. L'Action libérale de Jacques Piou qui a pensé l'utiliser, le tient maintenant pour un rival. L'Action française de Charles Maurras qui a cherché à capter son mouvement, lui coupe les vivres, lance ses propres organisations ouvrières, courtise l'extrême gauche et le considère en ennemi (17). Lors du congrès de 1907, le mouvement se targue encore de grouper 852 syndicats ou associations, dont 439 syndicats ouvriers, 87 syndicats agricoles, 76 syndicats patronaux... et 12 journaux. Mais les défections se multiplient.

Le 23 mai 1908, Biétry lance le Parti propriétiste et se donne dix ans pour accéder au pouvoir. La Fédération des Jaunes est maintenue. Désorientée, ébranlée, elle se disloque. En 1909, elle tient son dernier congrès. En 1910, elle perd le contrôle sur les Jaunes du Nord. Elle finit par disparaître de l'horizon syndical, ses militants sont traqués par la « chasse aux renards » lancée par les Rouges (18). Biétry connaît alors l'isolement et le regret d'avoir répudié son engagement syndical et ce *« socialisme national »* dont il se réclamait à ses débuts. Amer, il quitte la scène politique et bientôt la France (19). Son aventure n'a duré qu'une décennie. Il n'en subsiste d'autre trace qu'une étiquette infamante.

Causes de l'échec ? La tentation de la « grande politique », l'absence d'autonomie syndicale et de cohérence idéologique, le défaut de persévérance, la déloyauté des droites, mais aussi la courte vue du patronat qui ne conçoit le syndicalisme qu'inscrit dans la lutte des classes ou qu'en supplétif à sa dévotion.

J.-J. M.

---

(1) *Les Beaux quartiers.* Denoël, 1936.

(2) *La Droite révolutionnaire, 1885-1914.* Gallimard, 1997.

(3) Les historiens du syndicalisme français font curieusement l'impasse sur le mouvement de Biétry.

(4) *Histoire des passions françaises, 1848-1945. Ambitions et amour.* Le Seuil, 1978.

(5) Pierre Biétry, *Les Jaunes de France et la question ouvrière.* Paul Paclot & Cie, Paris, 1907.

(6) Il a été exclu du Syndicat national des chemins de fer en 1892.

(7) Les bourses du travail qui bénéficient de subventions de l'État, sont un enjeu majeur pour les syndicats révolutionnaires. Elles dispensent des secours et servent de base de propagande. Les syndicalistes indépendants en sont systématiquement exclus.

(8) Pierre Biétry, op. cit.

(9) Dans *De Mémoire* (Denoël, 1995), Pierre Salinger révèle que sa mère, née Jehanne Biétry, était la première des deux filles de Pierre Biétry *« figure quelque peu controversée de l'histoire de France »*. Le même indique que *« le grand moment de la carrière publique de mon grand-père fut la vigoureuse défense du capitaine Dreyfus. En 1906, sa plaidoirie fut même si ardente que la séance à l'Assemblée fut suspendue pour la journée et mon grand-père expulsé. »*

(10) Voir Pierre Pierrard : *L'Église et les ouvriers en France (1840-1940).* Hachette, 1984.

(11) *Cinquante années de syndicalisme chrétien.* SPES, 1937.

(12) Pierre Biétry, op. cit.

(13) Auteur d'un livre intitulé *Les Idées jaunes.* Plon, 1906.

(14) Le père de la « droite constitutionnelle ».

(15) Goude sera élu en 1910.

(16) Un second député jaune est élu dans les Basses-Pyrénées.

(17) Voir Eugen Weber : *L'Action française.* Stock, 1962.

(18) Certains Jaunes rallieront alors les Rouges.

(19) Biétry embarque pour l'Indochine. A Saigon, il fonde un journal. Il y meurt en 1918 à l'âge de quarante-six ans.

ANTISÉMITISME ET ANTIMAÇONNISME AVANT 1900

La révolte prolet-aryenne

PAR MATHIEU LAMBERT

D'où vient l'antisémitisme ? De loin, sans doute. Mais cette passion détestable connaît un retour en force au XIXe siècle, attisé par les bouleversements de la modernité. Découverte de sources inattendues du côté socialiste et du côté catholique.

Le Dr Albert Régnard, voltairien, ex-communard, socialiste de tendance hébertiste, athée militant et antisémite.

Bien que sans rapport direct avec le boulangisme, c'est au même moment que prend de l'ampleur un autre courant idéologique, non moins passionnel que l'antiparlementarisme, le courant antisémite.

Ce courant a deux sources bien distinctes, une source socialiste et une source catholique et conservatrice. Particulièrement violent chez Fourier, très sensible chez Proudhon, l'antisémitisme de beaucoup de socialistes français de la première moitié du XIXe siècle se trouve fortement exprimé dans l'ouvrage d'Alphonse Toussenel (1804-1885) – connu également par ses ouvrages de zoologie –, publié en 1845 et qui porte ce titre significatif : *Les Juifs, rois de l'époque*. Pour Toussenel, le Juif incarne le marchand, le négociant, la spéculation improductrice et spoliatrice ; dans sa pensée, antisémitisme et anticapitalisme tendent étroitement à se confondre : *« J'appelle, comme le peuple, de ce nom méprisé de juif, tout trafiquant d'espèces, tout parasite improductif vivant de la substance et du travail d'autrui. Juif, usurier, trafiquant, sont pour moi synonymes. »* Synthèse qui se trouve déjà teintée de nationalisme puisque certaines nations (notamment l'Angleterre et l'Allemagne) étant considérées comme totalement dominées par les Juifs, ceux-ci ne peuvent être en France que les agents de l'étranger en même temps que l'instrument de l'oppression des travailleurs. Tel est le sens du mythe des Rothschild, symbole du capitalisme bancaire international, si souvent évoqué dans la littérature de la gauche républicaine sous la monarchie de Juillet... De nombreux historiens ont pris en compte le rôle des milieux blanquistes dans la formation et la politisation d'un antisémitisme à la fois social et racial. Citons notamment Maurice Dommanget, *Blanqui et l'opposition révolutionnaire à la fin du Second Empire* (Armand Colin, 1960) ; Zeev Sternhell, *Barrès et le nationalisme français* (Armand Colin, 1972) ; Léon Poliakov, *Histoire de l'antisémitisme, tome IV, L'Europe suicidaire, 1870-1933* (Calmann-Lévy, 1977) ; Marc Crapez, *La Gauche réactionnaire. Mythes de la plèbe et de la race dans le sillage des Lumières* (Berg International, 1997), etc.

Futur communard, l'avocat blanquiste Gustave Tridon, dans *Du Molochisme juif*, rédigé avant 1867, et publié en 1884 à Bruxelles chez Édouard Maheu, désigne ce qui est à ses yeux l'ennemi absolu de la pensée *« libre »* et *« révolutionnaire »* : *« Les sémites, c'est l'ombre dans le tableau de la civilisation, le mauvais génie de la terre... »* Un autre communard, exilé à Londres, le médecin voltairien Albert Régnard, candidat radical-hébertiste aux Batignolles en 1880, que Gambetta fait nommer en 1883 inspecteur général des services hospitaliers, publie en 1890, *Aryens et Sémites, le bilan du judaïsme et du christianisme*, dénonçant *« ces trois pestes, ces trois*

aspects d'un même fléau, le sémitisme, le christianisme et le capitalisme ». Le Dr Régnard collabore à la *Revue socialiste*, dont le directeur, Benoît Malon, ne fait pas mystère, lui non plus, de son antisémitisme.

On le voit, l'antisémitisme de tradition socialiste n'a nullement disparu dans la France des premières années de la IIIe République. Mais, comme le note Raoul Girardet (*Le nationalisme français 1871-1914*, Armand Colin, 1966), il se trouve bientôt relayé par un antisémitisme d'un autre type, l'antisémitisme du catholicisme conservateur et populaire. D'origine très ancienne, celui-ci « *semble avoir connu un brusque réveil avec les premières mesures anticléricales du parti républicain arrivé au pouvoir. C'est alors que la dénonciation de la franc-maçonnerie prend une forme de plus en plus violente et que la dénonciation du danger juif tend à s'y trouver de plus en plus fréquemment mêlée* ». Raoul Girardet cite à titre illustratif l'ouvrage d'un religieux, le père Chabauty, *Les Juifs, nos maîtres*, publié en 1882. « *On y dévoile l'origine juive des sociétés secrètes, on révèle leur dessein d'abattre les nations chrétiennes et d'établir leur domination sur le monde. Le thème sera dès lors inlassablement développé.* »

Mais c'est Édouard Drumont (1844-1917), dans *La France juive*, publiée en 1886, qui réalisera la synthèse de l'antisémitisme socialiste et de l'antisémitisme chrétien. Républicain par ses origines familiales, converti au catholicisme vers 1880, Drumont est inclassable dans l'éventail des options politiques. Son antisémitisme est à la fois moral, national et social. Le Juif est à ses yeux l'agent de décomposition d'une société qu'il a entrepris de dominer et d'asservir. « *Il représente pour la patrie la menace d'une trahison permanente. Il est enfin l'ennemi par excellence des pauvres, des humbles, des petits qu'il exploite et qu'il ruine. Il incarne "l'Argent" et c'est contre lui que doivent se réconcilier ses deux principales victimes, en qui se réfugie par ailleurs ce qui subsiste de dignité dans "le monde moderne", "l'ouvrier révolutionnaire et le conservateur chrétien".* »

Un demi-siècle plus tard, dans *Les Beaux draps* (Nouvelles Éditions françaises, Paris, 1941), Céline se gaussera de ce qu'il appelle la « *jobardise* » de cet antisémitisme chrétien : « *Drummont* [sic] *et Gobineau se raccrochent à leur Mère l'Église, leur christianisme sacrissime, éperdument. Ils brandissent la croix face au Juif, patenté suppôt des enfers, l'exorcisent à tout goupillon. Ce qu'ils* [lui] *reprochent surtout, avant tout, par-dessus tout, c'est d'être le meurtrier de Jésus, le souilleur d'hostie, l'empêcheur de chapelets en rond... Que ces griefs tiennent peu en l'air ! La croix antidote ? Quelle farce ! Comme tout cela est mal pensé, de traviole et faux, cafouilleux, pleurard, timide. L'aryen succombe en vérité de jobardise. Il a happé la religion, la Légende tramée par les Juifs expressément pour sa perte, sa châtrerie, sa servitude.* »



***Édouard Drumont (1844-1917), écrivain et journaliste catholique, qui doit sa célébrité à la publication de* La France juive*, puis à son journal* La Libre Parole.**

« Propagée aux races aryennes détestées, la religion de "Pierre et Paul" fit admirablement son œuvre »

Brodant sur un thème déjà cher au socialiste Régnard, Céline enfonce le clou à sa façon : « *Propagée aux races viriles, aux races aryennes détestées, la religion de "Pierre et Paul" fit admirablement son œuvre, elle décatit en mendigots, en sous-hommes dès le berceau, les peuples soumis, les hordes enivrées de littérature christianique, lancées éperdues imbéciles, à la conquête du saint suaire, des hosties magiques, délaissant à jamais leurs dieux, leurs religions exaltantes, leurs dieux de sang, leurs dieux de race...* »

La publication de *La France juive*, obtient un retentissement considérable. Dans les années qui suivent, de très nombreuses publications et de très nombreux ouvrages ne vont cesser d'en diffuser les thèmes. En cette même année 1889 est fondée, sous l'égide de Drumont, une Ligue nationale antisémitique française, à laquelle divers autres groupements se réclamant du même mot d'ordre viendront bientôt s'ajouter. En 1892 surtout, paraît, dirigé par Drumont, un journal quotidien *La Libre Parole*, dont le tirage atteint, quelques mois après sa fondation, 200 000 exemplaires. L'antisémitisme catholique est largement relayé par le journal *La Croix* et par différentes ligues, l'Union nationale, créée en 1893 par l'abbé Garnier, ou la Ligue antisémitique française (futur Grand Occident de France), de Jules Guérin, ami du marquis de Morès.

Raoul Girardet observe que le scandale de Panama (qui éclate en 1891) et le discrédit qu'il jette sur certains milieux financiers contribuent alors très fortement à la diffusion des mots d'ordre de l'antisémitisme : « *C'est à ce moment qu'il faut notamment situer la rencontre, dans une commune dénonciation de la corruption du régime, des militants de l'antisémitisme et d'une large part de ce qui subsiste du boulangisme vaincu* ». Il convient, dit-il aussi « *de tenir compte du climat de luttes religieuses qui pèsent lourdement sur la France des dernières années du XIXe siècle : une innombrable littérature répandue dans les milieux catholiques continue à dénoncer les méfaits de la franc-maçonnerie, ses machinations, ses complots diaboliques ; l'action satanique des Juifs, la haine qui leur est prêtée à l'égard du Christ et de son Église s'y trouvent fréquemment associées* ». Ce climat passionnel est encore aggravé par certains facteurs d'ordre économique dans les années 1885 et 1895, la concurrence grandissante des produits manufacturés étrangers, l'arrivée en France d'importants contingents d'immigrants venus d'Europe centrale, sont autant d'éléments qui contribuent à déclencher des réflexes xénophobes.

A bien des égards, écrit encore Girardet, « *l'antisémitisme français de la fin du XIXe siècle ne représente rien d'autre qu'une force exacerbée (et souvent jusqu'à la névrose) du protectionnisme.* »

C'est avec l'affaire Dreyfus, entre 1898 et 1900, que l'antisémitisme français va atteindre son paroxysme. Drumont, qui siège alors au parlement en tant que député « anti-juif » d'Alger est au faîte de sa popularité. Le mouvement décroît cependant dans les premières années du XXe siècle. Des querelles intérieures déchirent l'équipe de *La Libre Parole*. Écarté de la direction du journal, Drumont mourra en 1917 dans un demi-oubli. L'un de ses jeunes disciples, Georges Bernanos, fera cependant revivre son souvenir dans *La Grande Peur des bien-pensants* (Grasset, 1931).

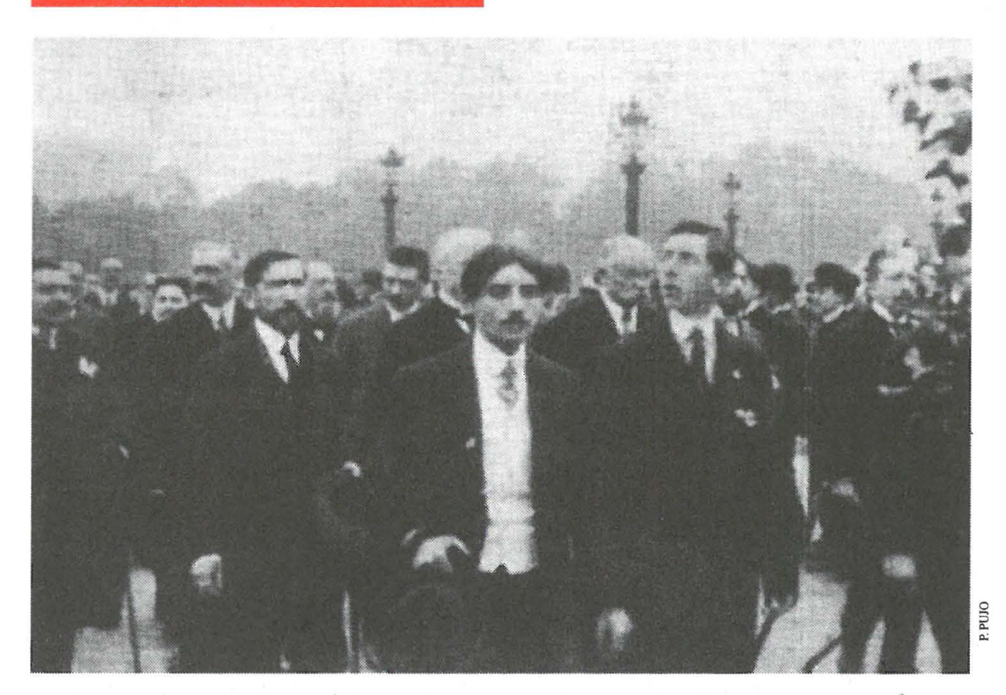
M. L.

BARRÈS, MAURRAS, PÉGUY

Naissance du nationalisme moderne

PAR PATRICK JANSEN

Le nationalisme est né de la nation et celle-ci de 1789, quand la magie de l'âme collective détrôna celle de la royauté. Longtemps, la contre-révolution lui fut hostile, alors que Jules Michelet et Henri Martin célébraient la « mission » de la France. Le mariage se fit entre 1870 et 1900, dans l'angoisse de la décadence, par-delà gauche et droite.



P. PUJO

Cortège de Jeanne d'Arc, place de la Concorde en 1914. On reconnaît Charles Maurras portant la barbe, légèrement décalé sur la gauche.

« *Le 22 décembre 1894, un officier d'artillerie, stagiaire à l'état-major de l'armée, le capitaine Alfred Dreyfus, était condamné pour trahison à la déportation perpétuelle dans une enceinte fortifiée. L'indignation était immense. Clemenceau regrettait que ce crime n'entraînât pas la mort. A la Chambre, un député soutint qu'on devait fusiller le traître. Ce député s'appelait Jean Jaurès. Il n'existe pas à ce moment à la surface de la terre un homme assez sagace pour deviner que, de l'affaire Dreyfus, sortira une révolution.* »

Ainsi s'exprime, quelque quarante ans plus tard, Jacques Bainville dans l'histoire de *La Troisième République* qu'il publie en 1936, quelques semaines à peine avant sa mort. La « *révolution dreyfusienne* », le mot est de Georges Sorel, n'a pas seulement constitué la plus grave et la plus longue des crises qu'ait connues la III[e] République : 12 ans entre la condamnation de Dreyfus et sa réhabilitation définitive en 1906. Contrairement à la crise du 16 mai, au boulangisme et même au scandale de Panama, elle ne s'est pas contentée d'ébranler le régime pour finalement le renforcer, conformément à l'adage nietzschéen qui stipule que « *ce qui ne me tue pas me rend plus fort* ». Elle a bel et bien transformé de fond en comble le paysage politique et idéologique français pour lui donner des traits dont beaucoup sont encore observables aujourd'hui.

A l'occasion du centenaire, le 13 janvier 1998, de l'article de Zola, « J'accuse » dans *L'Aurore*, dirigée par Clemenceau pour soutenir Dreyfus, les faits et la chronologie ont été cent fois rappelés : la condamnation, la dégradation, le bagne ; le procès et la condamnation de Zola ; la mise en évidence du « faux Henry », et son immense effet en faveur de l'innocence de Dreyfus, malgré son absence de valeur judiciaire ; le procès de Rennes et ses demi-mesures, la grâce présidentielle ; la réhabilitation, enfin.

Au-delà de ses péripéties, maintenant lointaines, l'Affaire constitue donc une coupure dans la vie politique française.

C'est vrai à gauche : Jaurès et Clemenceau ne furent pas les seuls à radicalement changer d'avis. A partir de 1898, c'est la gauche tout

entière qui décide de se servir de l'Affaire à des fins politiques et entre dans la bataille. Péguy, pour qui l'Affaire doit rester *« essentiellement mystique »* reproche alors avec véhémence à Jaurès cette instrumentalisation et ce glissement vers l'anticléricalisme. Pour lui, une iniquité a été commise, la réparer est tout simplement une question de conscience et d'honneur pour les Français.

La position de la gauche est d'ailleurs moins évidente et moins pure qu'il n'y paraît. Comme le souligne Joseph Reinach dans son *Histoire de l'affaire Dreyfus*, dans leur recherche de soutiens, les partisans de Dreyfus s'étaient d'abord adressés aux militaires eux-mêmes, puis avaient approché les milieux religieux ; mais la frilosité des catholiques, contents du ministère Méline (alliance des modérés et de la droite), les avait repoussés plus à gauche, vers Jaurès, et aussi vers Clemenceau, exilé de l'intérieur depuis le scandale de Panama (1) et qui cherchait une occasion de rentrer enfin en scène. Comme l'écrit crûment Bainville : *« Une affaire en chassait une autre. Le dreyfusisme lavait du panamisme »*.

L'ambiguïté est plus vive encore dans les milieux nationalistes. Maurras affirme alors que, si Dreyfus est innocent, il faut le nommer maréchal de France et fusiller une douzaine de ses principaux défenseurs. Et Barrès juge l'Affaire *« une question de vie ou de mort pour la nation »*.

Pourtant, dès son arrivée au pouvoir, à la tête d'un gouvernement de « défense républicaine » (dont le ministre de la Guerre est Galliffet, le massacreur de la Commune, par ailleurs partisan de la révision du procès Dreyfus), Waldeck-Rousseau cherche à calmer le jeu de l'Affaire elle-même, tandis qu'il engage des poursuites contre les principaux dirigeants nationalistes, Déroulède, Buffet, Guérin. Le thème de la « République en danger » lui permet d'étendre sa majorité jusqu'à l'extrême gauche, même s'il ne réussit pas à établir la réalité d'un complot, les adversaires du régime étant fort divisés entre eux.

A la mort soudaine de Félix Faure, antidreyfusard notoire, le 16 février 1899, Loubet lui succède, sur désignation de Clemenceau. Le 23 février, Déroulède tente, lors des obsèques de Félix Faure, de s'opposer par la force à ce qu'il considère comme le triomphe de l'affairisme et une déclaration de guerre aux nationalistes. Il cherche à convaincre le général Roget de marcher sur l'Élysée, mais celui-ci refuse et fait au contraire arrêter Déroulède (traduit non pas devant la Haute Cour mais devant une cour d'assises, Déroulède sera acquitté trois mois après par un jury populaire).


TALLANDIER

Appartenant à la seconde génération de l'AF, Georges Bernanos (1888-1948) écrit :* « Nous n'étions pas des gens de droite. Le cercle d'études sociales que nous avions fondé portait le nom de Cercle Proudhon, affichait ce patronage scandaleux. Nous formions des vœux pour le syndicalisme naissant. Nous préférions courir les chances d'une révolution ouvrière, que compromettre la monarchie avec une classe demeurée depuis un siècle parfaitement étrangère à la tradition des aïeux. » Les Grands Cimetières sous la lune, *1938.

Quant à Jules Guérin, qui vient de ressusciter la Ligue antisémitique sous le nom de Grand Occident de France, il se réfugie dans les locaux de la ligue pour échapper à la police : c'est, pendant 38 jours, l'épisode haut en couleurs de « fort Chabrol ». Il finit par se rendre et est condamné au bannissement.

Mais l'année 1898 a aussi été celle de Fachoda. Le commandant Marchand, arrivé en juillet dans cette forteresse délabrée du haut Nil, est rejoint le 26 septembre par une flottille anglaise qui exige qu'il évacue le fort. Il refuse, déclarant attendre les ordres de la France. Ceux-ci viendront le 4 novembre, lui enjoignant en effet d'évacuer le fort, car le gouvernement anglais a affirmé ses *« droits incontestables sur le territoire occupé par Marchand »*. L'incident ne sera réglé qu'en mars 1899, la France et l'Angleterre modifiant alors leur convention sur le partage des zones d'influence en Afrique orientale. Pourtant, quand Marchand rentre en France après Fachoda, on n'assiste à aucune tentation factieuse du côté du sabre. Le caractère républicain de l'armée est désormais fixé ; l'époque boulangiste est bel et bien révolue.

L'échec politique des nationalistes semble total, comme leur besoin de structuration. Ils ne constituent qu'une force très minoritaire : 15 élus en 1898, 59 en 1902. Monarchistes et bonapartistes n'apparaissent plus, selon le mot de René Rémond, que comme de *« simples survivances historiques »*.

Pendant quelques brèves années, la création et le développement des ligues témoignent de la transformation du jeu politique lui-même.

La Ligue des patriotes de Déroulède, d'une part, fondée dès 1882 puis reconstituée à l'occasion de l'affaire Dreyfus : elle jouera un rôle dans les victoires nationalistes des municipales de 1900 et des législatives de 1902. La Ligue de la Patrie française, créée en janvier 1899 pour s'opposer à la Ligue des droits de l'homme (fondée en juin de l'année précédente) et qui connaît des débuts fracassants : vingt-cinq académiciens et quatre-vingt membres de l'Institut, sous la présidence de Jules Lemaître ; mais elle manque de programme défini, refuse de s'engager nettement dans la défense de l'Église (or la question religieuse va connaître une agitation particulière entre la loi sur les associations de 1901 et celle de séparation de 1905) et cherche davantage une remise en ordre du régime qu'une rupture nette avec lui ; elle ne survivra guère au départ de Barrès qui quitte le comité en 1901. La Ligue antisémitique, enfin, où l'on trouve aussi des blanquistes et des communards ; la condamnation de Guérin y met fin.

A vrai dire, en cette extrême fin du XIXe siècle, s'il apparaît bien en France un nationalisme structuré et représenté par divers groupements, le concept même de nationalisme cherche encore son sens précis. Le grand Larousse de 1874 recense les acceptions de : 1. patriotisme outrancier, chauvinisme ; 2. revendication à l'indépendance d'un peuple

assujetti. C'est Barrès, puis Maurras qui vont, à partir de la dernière décennie du siècle, lui donner enfin son sens de système de pensée essentiellement fondé sur l'affirmation de la primauté des valeurs nationales, Barrès dans une approche surtout éducative et morale ; Maurras sous un angle plus politique et institutionnel.

Toutefois, depuis des décennies, un nationalisme diffus baigne la conscience populaire : il est véhiculé par le souvenir des provinces perdues, la volonté de revanche, mais aussi par les manuels scolaires, en particulier ceux d'histoire ou encore par des livres au succès immense comme *Le Tour de France par deux enfants.* Dans l'admirable recueil d'études paru sous la direction de Pierre Nora et intitulé *Les Lieux de Mémoire* (Gallimard, collection Quarto, trois volumes) on peut mesurer l'ampleur de ce nationalisme latent, d'héritage révolutionnaire et d'essence messianique.

Michelet-Péguy, un nationalisme de gauche

Véritable religion de la patrie, il est omniprésent dans l'œuvre de Michelet, chantre des *« saintes baïonnettes de France »*, qui considère que le premier devoir d'un père est *« d'enseigner la patrie à son fils en lui montrant les monuments du passé »*, la France éternelle porteuse des valeurs de civilisation ; dans celle de son disciple Henri Martin, l'auteur de l'*Histoire de France populaire*, et le premier président de la Ligue des patriotes ; chez Lavisse peignant les grandes figures de l'histoire de France, de Vercingétorix à Jeanne d'Arc et d'Henri IV à la Révolution (mais, dit-il, *« c'est après la Révolution que la France est vraiment une patrie »*) ; ou encore chez Péguy chantant dans *Victor-Marie comte Hugo* la gloire des armes et la vocation militaire.

C'est aussi ce nationalisme « de gauche » dont on trouve trace dans l'épopée coloniale et dans les déclarations de Ferry qui la justifient : *« Il faut dire ouvertement que les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures [...] parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures. [...] De nos jours, je soutiens que les nations européennes s'acquittent avec largeur, avec grandeur et honnêteté de ce devoir supérieur de civilisation. »*

Cette ambivalence du nationalisme au tournant du siècle permet de mieux comprendre l'originalité absolue et le caractère profondément novateur du socialisme national



L'écrivain Maurice Barrès (1862-1923). Il voulait faire sentir le nationalisme non comme une doctrine, mais comme une biographie, celle des Français.

qui regroupa un temps des éléments soudés par l'anti-libéralisme, l'antiparlementarisme et l'antisémitisme. Fondé en novembre 1899 à Montceau-les-Mines, le premier « syndicat jaune », ainsi nommé à cause de la couleur du papier mis aux fenêtres pour remplacer les carreaux brisés par les assaillants, dirigé par Lanoir puis par Biétry (qui sera élu à Brest en 1906), financièrement soutenu par la duchesse d'Uzès, comptera jusqu'à 100 000 adhérents et proposera un programme social s'opposant en tous points au socialisme internationaliste (tel que la charte d'Amiens de la CGT le codifiera

DROITES ET GAUCHE

Le vendredi 28 août 1789, l'Assemblée nationale constituante entame, à Versailles, la discussion sur le droit de *veto* du roi. En balance, s'affrontent deux conceptions de la souveraineté : souveraineté de droit divin incarnée par un monarque, souveraineté nationale concrétisée par une assemblée de représentants élus. Aux partisans d'un exécutif fort où le roi disposerait d'un *veto* absolu – le parti « aristocratique » – s'opposent les « patriotes », hostiles par principe à l'idée d'un *veto* royal. Entre les deux, les « monarchiens », héritiers de la très ancienne opposition de la noblesse à l'absolutisme royal, qui aimeraient un *veto* limité et une Chambre haute analogue à la Chambre des Lords britannique.

Au cours des débats et lors des votes, les députés prirent l'habitude de se grouper par affinité d'idées. Du « côté droit » du président de séance se rangèrent les partisans du *veto* absolu, bientôt rejoints par les monarchiens. Du « côté gauche », ceux qui n'en voulaient pas. Le couple politique droite-gauche était né.

Du côté droit se distinguent déjà deux familles. De l'une, celle qui tient pour l'ordre ancien, naîtra la droite légitimiste. De l'autre, celle qui avait de l'admiration pour la monarchie anglaise et qui était convaincue de la nécessité des réformes, dérivera en partie la droite libérale, orléaniste avant la lettre. A la jonction des deux, apparaîtra plus tard le courant du catholicisme social.

Cette division spatiale et sémantique restera parlementaire pendant une bonne partie du XIXe siècle. En fait, ce n'est qu'après les premières décennies de la IIIe République que les notions de droite et de gauche, prendront leur sens actuel. Entre-temps était née une troisième famille de droite, qui réconciliait pouvoir fort et héritage de la Révolution, le bonapartisme.

Ainsi de la Révolution ont surgi les droites en France, du moins dans leurs grandes lignes, celles que définissait en 1953 René Rémond dans *La Droite en France.* A cette tripartion institutionnelle, François Bourricaud a substitué une classification fondée sur des sensibilités culturelles : conservateurs, modérés, populistes. Et il ajoute : *« J'appelle populistes ceux qui exaltent une identité communautaire associant morts et vivants, ces derniers non plus séparés par des égoïsmes de classe, mais confondus et rassemblés. »* (*Histoire des droites en France*, sous la direction de Jean-François Sirinelli, Gallimard, 1992, tome I, p. 569-570).

HISTOIRE DES DROITES

POUR EN SAVOIR PLUS

On peut se reporter notamment à plusieurs de nos numéros, dans lesquels on trouvera des notices et articles consacrés aux personnalités suivantes (par ordre alphabétique) :

N° 6 :

• Jacques Bainville • Maurice Barrès • Georges Bernanos • Général Boulanger • Paul Bourget • Marcel Bucard • Louis-Ferdinand Céline • Comte de Chambord • Georges Clemenceau • François Coty • Léon Daudet • Général de Gaulle • Eugène Deloncle • Paul Déroulède • Colonel Driant • Pierre Drieu La Rochelle • Édouard Drumont • Jean Filliol • Pierre Gaxotte • Gyp • Daniel Halévy • Henri de Kerillis • Colonel de La Rocque • Comtesse de Loynes • Georges Mandel • Thierry Maulnier • Charles Maurras • Arthur Meyer • Marquis de Morès • Emmanuel Mounier • Albert de Mun • Charles Péguy • Jacques Perret • Raymond Poincaré • Ernest Psichari • Lucien Rebatet • Ernest Renan • Henri Rochefort • Georges Sorel • Pierre Taittinger • Hippolyte Taine • André Tardieu • Adolphe Thiers • Duchesse d'Uzès • Georges Valois.

N° 10 :

• Raymond Abellio • Maurice Bardèche • Robert Brasillach • Louis-Ferdinand Céline • Julien Freund • Jacques Laurent • Charles Maurras • Lucien Rebatet • Antoine de Saint-Exupéry.

N° 23 :

• Robert Brasillach • Joseph Darnand • Pierre Drieu La Rochelle.

On peut également consulter des études publiées dans *Enquête sur l'histoire* :

– Les relations entre les intellectuels français et allemands, par Thierry Buron (n° 6, 10 et 20)

– Nationalisme et jusqu'au-boutisme, par Gilbert Comte (n° 12)

– De Gaulle et le gaullisme (ensemble du n° 14)

– Fort-Chabrol (n° 21)

– Le Six février 1934 (n° 21)

par exemple en septembre 1906) : accession à la propriété, décentralisation, patriotisme et respect de l'armée.

Après l'Affaire Dreyfus et avec Barrès et Maurras, cependant, le nationalisme va désormais être catalogué comme « idée de droite », avec, éventuellement, la part de diabolisation qui peut s'attacher à cette étiquette. Contrairement à celui de Michelet, ce n'est pas là un nationalisme conquérant et messianique mais le fruit d'une méditation sur la décadence et cela aussi bien chez Barrès que chez Maurras. A ce propos il importe de noter qu'une réflexion sur la décadence ne conduit pas inéluctablement au nationalisme, bien au contraire. A l'époque qui nous concerne, le grand penseur de la décadence, Gobineau, vient de s'éteindre (il est mort le 13 octobre 1882) tout à son rêve de pureté ethnique et d'idéaux chevaleresques, aux antipodes d'un tel nationalisme.

La décadence, Barrès en a la révélation, si on peut dire, lors de son voyage en Grèce, où il ne rêve pas de l'Antiquité mais des royaumes francs : dans le *Voyage de Sparte*, la citadelle des Villehardouin à Mistra le fascine plus sûrement que Lycurgue.

« Sommes-nous donc un peuple fini et devons-nous nous laisser mourir ? » dira, à la veille de la guerre, Léon Daudet. Comment notre pays, qui fut si grand, a-t-il pu devenir cette France menacée face à une Allemagne conquérante ?

Assumer l'histoire nationale de Clovis à Robespierre

Parce qu'aux menaces extérieures répondent les menaces intérieures : la République, selon Maurras est impuissante à protéger la France parce qu'elle laisse se développer en son sein même les forces qui la détruisent. C'est le célèbre mythe maurrassien des *« quatre États confédérés »* : l'État protestant, juif, maçon, et métèque.

En 1913, quelques mois avant que n'éclate la guerre, en cette même année où Hansi publie *Mon village*, Péguy, l'*Argent* et l'*Argent, suite*, et Ernest Psichari l'*Appel des armes*, Léon Daudet publie l'*Avant-guerre*, sous-titré *Études et documents sur l'espionnage juif-allemand en France depuis l'affaire Dreyfus*. Il y écrit sans crainte de l'excès : *« L'Allemand* [...] *a su trouver en France toutes les facilités, toutes les complicités, toutes les trahisons même, qui lui ont permis de supplanter nos nationaux* [...] *de telle sorte qu'au moment d'une déclaration de guerre,* [...] *les fidèles sujets* [du roi de Prusse], *nos hôtes de la veille, installés en nombre imposant dans nos villes, dans nos campagnes, dans nos administrations, pourront, en toute tranquillité, saboter ici même nos travaux de défense. »*

Contrairement à Maurras, Barrès refuse toutefois de limiter la France à la monarchie : *« Je ne puis méconnaître ses périodes les plus récentes. Elles ont disposé nos concitoyens de telle sorte qu'ils réservent pour le principe républicain ces puissances de sentiment que d'autres nations accordent au principe d'hérédité et sans lesquelles un gouvernement ne peut subsister ».* Comme Napoléon s'écriant : *« J'assume l'intégralité de l'histoire de France, de Clovis au Comité de salut public »*, Barrès privilégie une vision unitaire de l'identité française et se refuse à établir un tri dans ce que nous lèguent la terre et les morts. Nous sommes des héritiers qui ne pouvons marchander l'héritage. Mais là, intervient cependant une dérive qu'on ne peut masquer.

Si le *Roman de l'énergie nationale* a fait la démonstration des méfaits du déracinement dans cette société française qui s'urbanise et se laïcise, en revanche, *Les Bastions de l'Est* romanceront de façon souvent excessive la réaction xénophobe au germanisme jugé envahissant.

Lors des tentatives d'intimidation allemande à propos de la politique marocaine de la France, Barrès et Maurras seront en première ligne (mais c'est aussi à cette occasion que Péguy se sépare de ses amis socialistes). Barrès, qui est élu à l'Académie française en 1907, organise l'année suivante les manifestations contre le transfert des cendres de Zola au Panthéon. En mars 1908 l'*Action française* devient quotidienne, traduisant ainsi le travail en profondeur que la pensée nationaliste a imprimé à la société française pour le meilleur et pour le pire.

Le pire, ce sera cette surenchère jacobine et germanophobe qui contribuera au climat préalable à la Première Guerre mondiale, puis aux conséquences du conflit. Mais il faut se garder néanmoins d'une lecture trop anachronique des combats idéologiques des temps qui ont immédiatement précédé 1914. Le courant nationaliste français, avec l'extrême diversité des personnalités, de Maurras à Péguy, qui le composaient, n'était nullement un frileux ou égoïste repli sur des situations matérielles acquises. Il était tout au contraire, à l'aube d'un siècle comme nul autre destructeur d'identité, une affirmation de la pérennité de l'âme d'un peuple.

P. J.

(1) Sur le scandale de Panama et sur les événements politiques de 1870 à 1914, on se reportera à notre n° 6 « L'Âge d'or de la droite ».

La Rocque et le PSF

PAR JEAN MABIRE

Traiter le colonel de La Rocque de « fasciste » se voulait injurieux, mais ce fut surtout imbécile. Au niveau de l'analyse politique, c'est aussi intelligent que le slogan de Mai 68 « CRS = SS ». Ce fut justement l'émergence d'un grand mouvement de masse républicain comme le PSF qui a contribué à bloquer en France toute tentative fasciste dans les années trente.

Un pays ne mobilise pas neuf millions des siens – parmi lesquels on comptera trois millions de blessés et quinze cent mille tués – sans que la génération des anciens combattants survivants ne soit amenée à jouer un rôle essentiel dans la vie de la nation. Tout naturellement, ce rôle devait devenir « civique », c'est-à-dire politique.

Les années passant, ce mouvement se grossit de nouvelles classes d'âge qui n'avaient pas connu le conflit.

1936 donnera ainsi naissance à un grand mouvement politique qui prit le nom de Parti social français, mais qui appartiendra bien plus à un centre, parfois musclé, qu'à une extrême droite, déjà fantomatique et imaginaire.

Dans cette aventure, qui s'étend sur une vingtaine d'années, de 1919 à 1939, il n'existe pas de modèle unique européen. Une nation victorieuse comme l'Italie verra naturellement les anciens combattants, à commencer par les « Arditi », rejoindre les faisceaux de combat de Mussolini pratiquement dès leur démobilisation, et arriver au pouvoir après la Marche sur Rome de 1922. En Allemagne, nation vaincue et humiliée, la lutte d'Adolf Hitler pour la chancellerie va durer près de quatorze ans, ce qui permettra l'éclosion, à la droite du parti national-socialiste, d'un puissant mouvement d'anciens combattants, le *Stahlhelm* (Casque d'acier), dont les militants ne rejoindront les sections d'assaut du NSDAP qu'après la prise de pouvoir du 30 janvier 1933.

En France, tout va se dérouler bien autrement. Question de tempérament national, avec un substrat jacobin très implanté dans la tradition politique. Question aussi de personnalité, avec un « chef » qui est un militaire de carrière et de tempérament, officier supérieur de métier et non pas un homme du rang *gefreiter* ou *bersaglieri.*



Le lieutenant-colonel de La Rocque, ancien collaborateur du maréchal Foch, à la grande époque des Croix-de-Feu.

Ce ne sera d'ailleurs pas le lieutenant-colonel de La Rocque qui va fonder les Croix-de-Feu, noyau initial du futur PSF, mais un curieux personnage, parti à la guerre comme simple cavalier, vite muté sur sa demande dans un régiment de choc de zouaves, et qui en revient chevalier de la Légion d'honneur avec les galons de capitaine, une sérieuse blessure et une belle citation sur sa croix de guerre : Maurice d'Hartoy. Il ramène aussi dans son porte-cartes des livres qui sont plus des poèmes héroïques que des témoignages : *Au front* et surtout *Cris dans la tempête.*

Fondateur d'une association de décorés au péril de leur vie, il va trouver pour son futur mouvement un nom qui ne manque pas de lyrisme, les Croix-de-Feu et un insigne un peu compliqué mais superbe : une croix de Malte, deux glaives, des flammes et surtout une fort impressionnante tête de mort.

D'Hartoy bénéficie de l'aide du parfumeur Spoturno, dit François Coty, propriétaire du *Figaro*, fondateur du journal *L'Ami du peuple* et mécène de la plupart des mouvements nationalistes de son époque.

Coty est un être à la fois généreux et fantasque, susceptible et changeant (1). Il se brouille avec le fondateur des Croix-de-Feu pour une histoire de femme et reporte provisoirement son admiration sur un autre ex-capitaine, Marcel Bucard en train de tourner franchement au fascisme, ce qui le conduira à fonder le parti franciste en 1933.

Qui va prendre la direction des Croix-de-Feu ? Apparaît alors, en 1929, François de La Rocque, un ancien officier de carrière de quarante-quatre ans qui a longtemps servi au Maroc avant de prendre une retraite anticipée.

Même s'il n'est que médiocre orateur, il ne manque ni d'énergie, ni d'ambition, ni d'allure, malgré une petite taille et un visage volontaire certes, mais assez funèbre. Il a une certaine expérience du maniement des hommes, mais guère de curiosité dans le domaine intellectuel. Ses idées sont celles de sa caste : il est patriote intransigeant, catholique pratiquant et



Accompagné de dirigeants des Croix-de-Feu, le colonel de La Rocque (au centre) assiste chaque année à la synagogue de la rue de la Victoire à un office religieux en souvenir des anciens combattants juifs.

assez impressionné par le célèbre livre de Lyautey sur *Le rôle social de l'officier.* D'un caractère discipliné et conformiste, il se méfie de la politique extrémiste.

Républicain modéré, il critique parfois le régime parlementaire, sans songer pour autant à le renverser. Le mot de révolution lui fait horreur et il n'aborde la politique qu'avec un air renfrogné.

Le mouvement des Croix-de-Feu ne saurait se borner à réunir des anciens combattants décorés de la médaille militaire ou de la croix de guerre ; il ouvre aussi ses rangs aux « briscards » qui ont servi avec honneur sur le front. Il veut aussi rassembler leurs fils qui arrivent à l'âge d'hommes, d'où la création en 1933 des VN, les Volontaires nationaux.

Ainsi apparaît une assez pâle imitation des « ligues » d'extrême droite, Camelots du roi, jeunesses patriotes, solidarité française ou chemises vertes de la Défense paysanne.

La Rocque fait partie de ces chefs qui sont poussés par leurs troupes et s'efforcent de les retenir sur les chemins de ce qui lui paraît une aventure ; cela n'empêche pas de donner à son organisation une certaine structure militaire encadrée par des officiers et sous-officiers de réserve et de laisser entendre, devant la décomposition d'un régime secoué par les scandales, qu'on va voir ce qu'on va voir.

Ces rodomontades ne dépassent guère les propos couramment proférés dans les popotes ou les cercles d'officiers. La Rocque se garde des outrances verbales de l'Action française. Pour lui, la République n'est pas *« la Gueuse »*, contre laquelle vitupère le tonitruant Léon Daudet, mais l'héritière d'un vaste courant national qui se réclame de la patrie en danger de 93, de l'épopée coloniale de la IIIe République, du boulangisme certes, mais surtout de l'Union sacrée de la Grande Guerre.

Ce n'est pas parce qu'il est anticommuniste que le lieutenant-colonel comte va donner dans le fascisme (2). Il déteste ces anciens capitaines sortis du rang comme Bucard, Jean-Renaud ou Boissel qui rêvent de quelque coup de force et appartiennent à la même rude école qu'un certain Ernst Röhm de l'autre côté du Rhin. Ce à quoi songe La Rocque, ce n'est pas à une révolution, mais à une simple réforme du système parlementaire avec la bénédiction des chefs militaires prestigieux comme Lyautey ou Pétain.

De plus en plus, l'esprit élitiste de corps-franc, que prônait d'Hartoy, le cède à l'illusion d'un vaste regroupement de toutes les bonnes volontés. On le verra lors de l'émeute du 6 février 1934, où La Rocque retient ses partisans, arrivés jusqu'aux grilles du Palais-Bourbon. Croix-de-Feu et Volontaires nationaux ont sans doute cette nuit-là sauvé une République qui ne leur en aura guère de reconnaissance !

La fin des Croix-de-Feu

Il se trouvera un dissident des Croix-de-Feu, Pozzo di Borgo, pour affirmer dans son hebdomadaire *Choc*, que La Rocque était *« tenu »* par le gouvernement et avait naguère bénéficié de fonds secrets. Calomnie peut-être, mais qui n'est pas nécessaire pour expliquer le légalisme fondamental du lieutenant-colonel comte, acceptant de suspendre toute manifestation au lendemain d'une émeute qui avait fait quand même dix-sept morts.

Le président des Croix-de-Feu va alors se consacrer, en bon militaire, à remettre ses troupes en ordre de marche, développant l'organisation des Volontaires nationaux, car le gros des anciens combattants se rassemble en dehors de lui et se refuse, dans une certaine mesure, à « faire de la politique », obéissant au mot d'ordre de l'UNC, l'Union nationale des combattants, dont la devise est tout un programme : *« Unis comme au front ».*

Devant la montée du *« péril communiste »*, La Rocque se trouve contraint à prendre de plus en plus parti. Il publie un petit ouvrage *Service public*, exprimant une idéologie qui reste dans la ligne d'un catholicisme social fort modéré. Il décide surtout de renoncer à toute entreprise qui pourrait passer pour la constitution d'une « ligue ». Cela n'empêchera pas son mouvement d'être dissous le 23 juin 1936 par le gouvernement de Léon Blum, alors que le Front populaire est au pouvoir. Dès le lendemain un nouveau mouvement issu des Croix-de-Feu et des Volontaires nationaux prend le nom de Parti social français, ou PSF.

Cette nouvelle formation politique ne tardera pas à revendiquer deux millions d'adhérents – contre cent mille seulement au fascisant PPF de Doriot – et ce chiffre, même divisé par deux pour correspondre plus sûrement à la réalité, reste impressionnant.

Comme sont impressionnants les défilés du PSF, même si les hommes de La Rocque n'ont qu'un brassard pour tout uniforme. Les réunions se multiplient, souvent sous forme de kermesses tricolores, réunissant des dizaines de milliers de sympathisants.

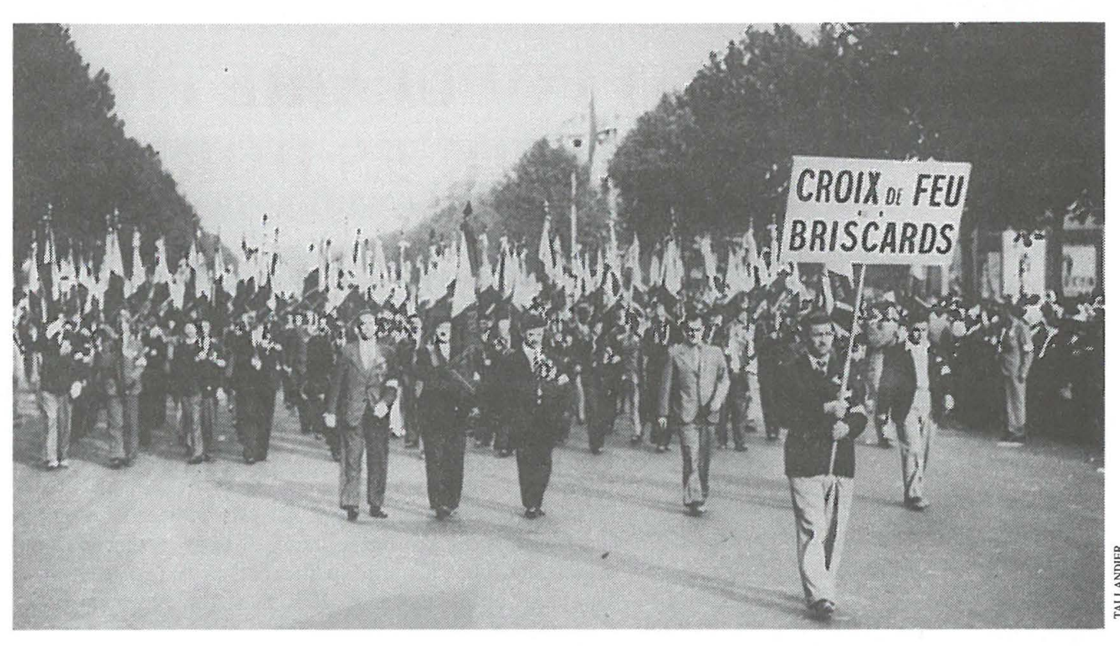
Les « dispos » – terme qui désigne les disponibles des sections de choc – impressionnent beaucoup les partis de gauche dont les dirigeants vont sans cesse dénoncer le « fascisme » des fidèles de La Rocque.

Il est de fait que le mouvement impressionne avec ses cohortes marchant en bon ordre, mais en se gardant bien de tendre le bras « à la romaine ». La Rocque bénéficie aussi du ralliement d'un aviateur prestigieux, à qui une disparition en plein ciel vaudra le surnom d'« archange » : Jean Mermoz.

Quelques sanglantes bagarres avec les communistes ou les socialistes entretiennent la légende d'un PSF fascisant et les adversaires

n'hésitent pas à comparer les volontaires des Équipes volantes de propagande aux SA ou aux SS d'outre-Rhin.

Dans une situation qui se tend de plus en plus et dont la guerre d'Espagne formera bientôt l'arrière-plan international, le PSF impressionne et déçoit tout ensemble. Il impressionne par son organisation et ses effectifs. Il déçoit par son immobilisme. Au moment où la guerre civile devient une éventualité admise et voulue par les extrémistes des deux bords, la passivité de La Rocque favorise la naissance d'un mouvement clandestin, prêt à la lutte armée, qui regroupera les déçus de l'AF comme du PSF : l'OSARN, l'Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale d'Eugène Deloncle, vite surnommée la Cagoule.



TALLANDIER

Défilé des Croix-de-Feu sur les Champs Élysées « dans le calme et la dignité ».

Imperturbable devant tous ces remous, sans cesse vilipendé par ses ennemis, attaqué par ses anciens amis, La Rocque continue à s'accrocher à la légalité républicaine, se sentant moins extrémiste que certains de ses partisans, impatients de voir s'instaurer ce que toute une partie de l'opinion nomme la Révolution nationale.

Le PSF se contente de se donner une devise qui sera un jour reprise par le gouvernement de Vichy : Travail, Famille, Patrie, ce qui vaudra à son président une fantasmagorique accusation d'avoir préparé la prise de pouvoir de juillet 1940 du maréchal Pétain. (3)

Le célèbre colonel est bien loin de toute velléité de coup d'État et ne partage certes pas les impatiences de certains de ses adhérents dont les plus résolus seraient sans doute devenus cagoulards si la police n'avait réussi à décapiter l'Organisation.

La Rocque, comme beaucoup de nationaux, reste obsédé par le danger allemand. Il se situe dans le cadre non seulement de la République une-et-indivisible mais dans celui d'un Ancien Régime désireux de donner à une France éternelle ses « frontières naturelles ».

Aussi le chef du PSF est-il aussi hostile à Hitler qu'à Staline et d'autant plus hostile à Hitler que *« Strasbourg est sous le feu des canons allemands »*.

Dans une époque où l'antisémitisme anime toute une partie de l'opinion, il tient à se démarquer de tout racisme et ne manque pas de fréquenter à certaines occasions une synagogue où il se fait photographier avec un chapeau haut de forme enfoncé sur le crâne comme un casque.

Catholique résolu, il se réclame du judéo-christianisme contre l'athéisme bolchevique et le paganisme national-socialiste. Politiquement, il reste centriste, finalement très proche des radicaux, dont il partage bien des valeurs, mais très réservé sur le socialisme et même parfois sur le social, dont pourtant son parti se réclame. Il reste, d'abord et avant tout, un officier, conservateur mais républicain, un peu étonné lui-même d'avoir trahi le devoir de réserve de cette « Grande Muette » qu'est par tradition l'armée française. D'ailleurs, les militaires de haut rang ne « marchent » pas dans ses rêves de réforme qui ne pourraient désormais aboutir que par une révolution et même une guerre civile à l'espagnole dont personne ne veut.

Après 1940, un choix pétainiste et résistant

La tentation de putsch ou de pronunciamiento n'existe pas chez les grands chefs d'une armée bien décidée à rester l'arme au pied et les yeux fixés sur la frontière du Rhin. Pas plus qu'eux, La Rocque ne songe à un coup de force. En cette fin des années trente, la situation internationale le préoccupe de plus en plus. Il sent la guerre venir et il croit qu'elle sera la croisade de la Chrétienté contre la barbarie. Le pacte germano-soviétique viendra enfin confirmer à ses yeux la conjonction des forces du Mal.

Lors de la défaite, il sera tout naturellement, sans cas de conscience, à la fois pétainiste et résistant. Il ne lui reste plus qu'une demi-douzaine d'années à vivre. Il sera déporté par les Allemands puis emprisonné par les Français dès son retour de captivité.

Ce destin tragique apporte une conclusion pathétique au grand échec des Croix-de-Feu, partis d'un petit groupe de quelques milliers de combattants authentiques pour se retrouver noyés dans un parti de masse de deux ou trois millions d'hommes et de femmes de bonne volonté, incapables de faire cette synthèse entre la droite et la gauche dont rêvaient les non-conformistes de cette époque.

J. M.

Bibliographie

– *Les Croix-de-Feu et le PSF*, par Philippe Rudaux. France-Empire, Paris, 1967.

– *Le colonel de La Rocque, 1885-1946, ou les Pièges du nationalisme chrétien*, par Jacques Nobécourt. Fayard, Paris, 1996.

– Sur le 6 Février 1934, on se reportera à l'article d'Éric Vatré dans notre numéro 21, « Rebelles et insurgés », juin-juillet 1997.

---

(1) On cite le mot amusant de ce parfumeur mécène qui se débarrasse d'un de ses éternels « tapeurs » par cette formule : *« N'insistez pas : l'odeur n'a plus d'argent ! »*

(2) La thèse insoutenable d'un La Rocque fasciste a été notamment développée par un universitaire américain, Robert Soucy, dans un ouvrage publié aux États-Unis en 1995, *French Fascism. The Second Wave, 1933-1939.* Dans une lettre publiée par *Le Monde* du 21 juillet 1995, M. Gilles de La Rocque, fils du chef des Croix-de-Feu, accusa l'auteur d'avoir trafiqué les citations afin d'en modifier la teneur dans un sens favorable à la démonstration.

(3) Ayant servi de 1919 à 1928 à l'état-major du maréchal Foch, « boutique » concurrente de celle du maréchal Pétain, le colonel de La Rocque a toujours nourri à l'encontre du second une réserve teintée d'hostilité.

LE PARTI POPULAIRE FRANÇAIS DE JACQUES DORIOT

Populiste, le PPF de Jacques Doriot ? Sûrement pas. D'abord, parce qu'il ne fut jamais un mouvement de masse, jouant le jeu démocratique. Il apparaît, avant tout, comme une dissidence du premier parti communiste, demeurant, comme lui, une faction aux effectifs réduits, mais composée de militants bien tenus en main par une organisation centralisée.

Quelle que soit l'idéologie politique dont il se réclame, un tel mouvement constitue une élite militante, fanatiquement dévouée au parti et d'autant plus dévouée que celui-ci est aux ordres d'un chef « charismatique », qui ne doit rien à l'élection et tout à sa volonté. Cela, Lénine puis Staline l'avaient compris bien avant Doriot.

Une quinzaine d'années de pratique bolchevique devaient marquer à jamais « le grand Jacques », capable, mieux qu'un autre, de comprendre, de retenir et de pratiquer la leçon de Moscou. On ne guérit jamais de sa jeunesse.

Doriot est certes un homme de courage et sa croix de guerre en témoigne, tout comme ses exploits militants à la tête des bagarreurs de la jeunesse communiste. Mais il est aussi un homme d'appareil – un « apparatchik » – même s'il se hisse au sommet de l'organisation au point même de quitter le parti quand il s'aperçoit qu'il n'y occupera pas la première place et que celle-ci lui sera soufflée par un Thorez, sans doute plus docile aux exigences du Komintern.

Quand il rassemble, en 1934, le Rayon (majoritaire) de Saint-Denis et quand il fonde, deux ans plus tard, le 28 juin 1936, le Parti populaire français, Jacques Doriot reste totalement marqué par son expérience communiste (ce qui ne veut certes pas dire par l'idéologie marxiste, dont nul agitateur ne se soucie beaucoup, en Russie, comme ailleurs).

Il est révélateur que tous les premiers responsables du PPF soient des anciens du PC. Ainsi Henri Barbé, Jules Teulade, Alexandre Abrenski, Marcel Marschall, Victor Arrighi ou Paul Marion. Tout cela est fort bien expliqué (malgré quelques trous de mémoire, plus ou moins volontaires) dans le gros livre de souvenirs de Victor Barthélemy : *Du communisme au fascisme.* (1)

S'il n'est pas « populiste », mais strictement « élitiste », à l'image du PC d'alors, regroupant une minorité particulièrement tapageuse et offensive, le PPF n'est pas davantage une « école de pensée », comme l'Action française. Doriot est un homme d'action, aussi impressionné par la révolution de Béla Kun en Hongrie que par le coup d'État de D'Annunzio à Fiume, auxquels il a assisté en tant que « poilu d'Orient » au lendemain de la guerre, terminée comme soldat de 1ère classe. Même pas caporal !

On le trouvera en Russie, en Allemagne, en Chine et même sur un siège de député ou dans un fauteuil de maire.

Après 1936, l'ancien révolutionnaire va devenir l'inspirateur d'une évolution fulgurante. Et pas toujours heureuse. Malgré l'adjectif de « populaire », son parti est de moins en moins populiste. On le verra bien quand Doriot souscrit pour offrir son épée d'académicien à Charles Maurras !

Pourtant, l'appareil du PPF reste aux mains d'anciens cadres du PC, malgré la présence d'un ex-Croix-de-Feu (Yves Paringaux) au bureau politique et une certaine « droitisation » du comité central.

Doriot, qui avait naguère prôné l'alliance avec les socialistes (elle se réalisera sans lui lors du Front populaire), va désormais rechercher un accord avec les nationaux. Mais chacun tient farouchement à son indépendance, le PSF de La Rocque comme parti de masse et l'AF de Maurras comme école de pensée. Alors, le PPF de Doriot est voué à la solitude, à l'intransigeance, à la surenchère. On le verra bien pendant l'Occupation.

Jacques Doriot, séduit dans sa jeunesse par l'idée internationale fera mieux que nul autre le chemin qui conduit à remplacer Moscou par Berlin. Dans la Collaboration, le PPF sera moins que jamais un parti de masse, mais un appareil, assez habile à manœuvrer des groupements parallèles et sectoriels, comme à investir une bonne partie de la presse et de la radio.

La défaite venue, Doriot, qui avait été le fondateur et l'un des combattants de la LVF, disparaît sur une route d'Allemagne dans une attaque aérienne. Les survivants du PPF garderont les méthodes partisanes qui furent celles des communistes au lendemain du congrès de Tours : on dit même qu'en prison, ils parvinrent à faire adhérer à un parti qui n'existait plus quelques-uns de leurs gardiens...

HENRI LANDEMER

DR

Le tribun en action. Jacques Doriot (1898-1945) est né dans une famille ouvrière de l'Oise. Jeune métallo, combattant courageux de 14-18, il adhère au parti communiste dès sa formation en 1920 et se fait remarquer par sa pugnacité. Expédié à Moscou à l'école des cadres de l'Internationale, il est en principe destiné aux plus hautes fonctions. Mais sa liberté d'esprit provoque son exclusion en 1934. Il fonde alors le PPF. Sa volonté de vengeance à l'encontre du communisme le poussera après 1941 dans la collaboration la plus extrême.

---

(1) Albin Michel, 1978.

Les années noires

PAR DOMINIQUE VENNER

Opposants de naissance, rebelles par tempérament, cultivant le mépris du conformisme, habitués à narguer la légalité, initiés aux pratiques clandestines, nationalistes cocardiers, germanophobes le plus souvent, les militants d'extrême droite sont mieux préparés que quiconque pour s'engager les premiers dans l'aventure dangereuse de la Résistance. Pas tous, mais beaucoup.

Beaucoup plus qu'une défaite, la débâcle de 1940 marque la fin d'un monde. Il ne s'agit pas seulement d'un pays qui agonise et d'un régime qui s'effondre. Les anciennes références sont pulvérisées. Toutes les familles spirituelles ou politiques sont atteintes et divisées par le cataclysme. La plupart des suffrages favorables au maréchal Pétain lors du vote des pleins pouvoirs, le 10 juillet 1940, viennent de la gauche parlementaire, de cette chambre du Front populaire élue en 1936. Rien d'étonnant. Avant 1940, la gauche, Léon Blum en tête, appréciait vivement Pétain, qui avait été dans sa jeunesse un officier dreyfusard et passait pour bon républicain. Faut-il rappeler que Pierre Laval, ancien défenseur de syndicalistes d'extrême gauche était un pilier de la République laïque, ce qui lui vaudra bien des ennuis avec la droite résistante de Vichy ? Il y a mieux. Comme le rappelle René Rémond : *« Tous les principaux protagonistes de la Collaboration à Paris viennent de la gauche : Doriot, Déat, Bergery... Bergery est le premier qui a* [eu] *l'idée du Front populaire. Doriot vient du parti communiste et Déat était l'un des espoirs du parti socialiste ».* (1) La droite n'échappe pas aux ruptures. Tandis que les modérés se réfugient souvent dans l'attentisme, les militants les plus durs des ligues fascisantes, les Camelots du roi et les cagoulards, sont les premiers à s'engager et à tout risquer dans un camp ou l'autre. Question d'habitude. Tandis que Joseph Darnand, ancien d'AF et de la Cagoule, combattant héroïque de 14-18 et de 39-40, se retrouve quelques années plus tard à la tête de la Milice, beaucoup de ses anciens camarades figurent parmi les premiers résistants de l'an 40.



DR

***L'homme du 18 Juin appartenait à une famille légitimiste proche de l'Action française. Lui-même a manifesté souvent où allaient ses préférences. Dans* C'était de Gaulle *(Fallois-Fayard, 1997, tome 2) Alain Peyrefitte rapporte ses confidences :* « Je n'aime pas la république pour la république. Mais comme les Français y sont attachés, j'ai toujours pensé qu'il n'y aurait pas d'autre choix ». *Autre confidence rapportée par Claude Guy, aide de camp du Général (Grasset, 1996) :* « A entendre *[les républicains]*, la France a commencé à retentir en 1789 ! Incroyable dérision : car c'est au contraire depuis 1789 que nous n'avons cessé de décliner. »**

Le 11 novembre 1942, l'ancien député Félix Gouin, qui a rejoint Londres via l'Espagne au mois d'août pour y représenter le parti socialiste SFIO, adresse un rapport à Léon Blum, alors interné en France. Que dit-il ? Parmi *« les très rares Français »* qui, au début, ont suivi de Gaulle, il y avait *« quelques civils, mais davantage de militaires. La plupart étaient des gens de droite et d'extrême droite, et ils ont transporté dans la maison leurs préjugés, leurs croyances ou leurs haines idéologiques* [...]. *Ils ont constitué ici une sorte de copie en réduction du gouvernement Pétain ; mêmes tendances, mêmes outrances, mêmes conceptions autoritaires* [...]. *Seule différait l'attitude à observer vis-à-vis de l'Allemagne ».*

Voilà pour les gaullistes de Londres. Mais ceux de France ? Félix Gouin en a connus dans la région de Marseille, où il a même rencontré à plusieurs reprises un agent de la France libre, le capitaine Fourcaud : *« Les premiers émissaires du gaullisme participaient à peu près tous de l'état d'esprit qui animait les adhérents de Londres* [...]. *Nous fûmes inquiets et troublés des liaisons que nous découvrions entre eux et tel groupement de droite et d'extrême droite. A la réflexion, cela peut s'expliquer, je crois, assez facilement. Les*

gens de droite étaient en général des hommes d'action en lutte violente avec le conformisme régnant. »

C'est à ces *« gens »*-là qu'Alain Griotteray, qui fut le plus jeune chef de réseau de la France combattante, a consacré un livre talentueux qui montre qu'en 1940 *« la droite était au rendez-vous »* de la Résistance. En réalité, la plupart des authentiques résistants dont il trace le portrait appartiennent moins à la droite qu'à l'extrême droite.

Opposants de naissance ou rebelles par tempérament, cultivant le mépris du conformisme bourgeois, enclins à distinguer, suivant la formule maurrassienne, le *« pays réel »* du *« pays légal »*, habitués à narguer la légalité et ses représentants, rodés aux ruses et aux risques de la répression, initiés souvent aux pratiques clandestines, conspirateurs par esthétisme, nationalistes intransigeants et germanophobes pour la plupart, les militants d'extrême droite sont mieux préparés que quiconque à s'engager par idéalisme, bravade, insouciance et générosité d'humeur dans des actions de résistance, alors que celles-ci sont encore incomprises du grand nombre et condamnées par les esprits tant soit peu rassis.

Qui sont les résistants de l'an 40, en dehors des officiers des services spéciaux de l'armée d'armistice ? La liste est vite dressée. On y trouve une surprenante proportion d'activistes de droite, des hommes et des femmes qui ont été proches – parfois intimes... – de la Cagoule militaire ou civile, tels Groussard, Loustaunau-Lacau, Marie-Madeleine Fourcade, Saint-Jacques, Fourcaud, Heurteaux, le capitaine Brouillard (Pierre Nord en littérature), Dungler ou Jeantet.

On découvre encore nombre d'anciens Camelots du roi, à tout le moins des maurrassiens. Citons Gilbert Renault, futur colonel Rémy ; le lieutenant de vaisseau d'Estienne d'Orves ; Henri d'Astier de la Vigerie, futur organisateur du débarquement en Afrique du Nord ; Pierre de Bénouville, jeune journaliste fascisant en rupture d'AF après la déception du 6 février 1934, futur dirigeant de « Combat » et général FFI ; son camarade Jacques Renouvin, ancien AF également, fondateur des futurs groupes francs de Combat. Tous ceux-là seront faits Compagnons de la Libération par le général de Gaulle, de même que Michel de Camaret, vieux complice de Bénouville. Il faudrait aussi citer Armbruster, La Bardonnie et beaucoup d'autres demeurés obscurs, dont l'action n'est révélée qu'au hasard de souvenirs et de témoignages personnels. Ainsi Jacques Perret, écrivain monarchiste, collaborateur de *Je suis partout* avant la guerre, fougueux combattant des corps-francs en 39-40. Capturé en 1940, évadé deux ans plus tard, il rejoint un maquis de l'ORA, dont il décrira les aventures picaresques dans *Bande à part*, prix Interallié. Voici aussi Raoul Girardet, qui n'est pas encore un éminent historien. Jeune Camelot du roi, engagé très tôt dans des actions de résistance avec son ami Jacques Bruel, il sera arrêté en 1944.



Le capitaine de frégate Honoré d'Estienne d'Orves (1901-1941), premier agent de la France libre fusillé par les occupants. Ses aïeux avaient chouanné, lui-même était de tendance légitimiste.

Mais ce n'est encore là qu'un aperçu de l'étonnante proportion de militants de la droite extrême que l'on trouve aux origines de la résistance active.

Prenons les choses autrement. Les hommes qui, les premiers en France dans les années 20-30, se sont définis comme fascistes comptent également parmi les résistants de la première heure ; Georges Valois, fondateur du Faisceau ; ainsi que son ancien adjoint, Jacques Arthuys, créateur à la fin de 1940 de l'Organisation civile et militaire (OCM). Arrêté le 21 décembre 1941, le premier mourra en déportation en 1943 ; le second périra à Bergen-Belsen en 1945. Le Dr Thierry Martel, fils de l'écrivain nationaliste et antisémite Gyp, lui aussi militant du Faisceau, se suicide lors de l'entrée des troupes allemandes à Paris. Philippe Barrès, fils de l'écrivain et autre membre du groupe, rejoindra à Londres le général de Gaulle. Roger Souchère, Philippe Lamour ou Jacques Debu-Bridel s'engageront dans des actions de résistance, tandis que leur ancien camarade Marcel Bucard, héros de 14-18, finira, après avoir rallié la Collaboration, devant un peloton d'exécution, le 19 mars 1946.

A des degrés divers, toutes les ligues nationales d'avant-guerre fournissent très tôt des cadres à la Résistance : notamment les Croix-de-Feu et le PSF, avec Maurice Ripoche, le colonel Touny, Charles Vallin ou André Mutter, sans compter le colonel de La Rocque en personne, fondateur du réseau Klan, arrêté par la Gestapo et déporté en 1943.

Voilà pour les chefs. On connaît beaucoup moins le sort et le destin de milliers de militants de droite engagés de façon précoce dans la Résistance, aucune étude d'ensemble n'ayant été consacrée à ce sujet. Les jeunes nationalistes étaient en nombre à Paris, parmi les manifestants du 11 novembre 1940 aux abords de l'Étoile. Le fait a été révélé par Jean Ebstein-Langevin, ancien des Volontaires nationaux (formation de jeunesse du PSF) et sympathisant AF. On sait aussi que 500 membres du PSF seront arrêtés par la Gestapo, et que seulement la moitié d'entre eux reverra la France en 1945.

Parmi les tout premiers résistants, se trouveront aussi, bien entendu, des hommes venus d'horizons différents ou opposés, tels Claude Bourdet, François de Menthon, Jean-Pierre Lévy, Boris Vildé, ou Anatole Lévitsky. Il n'en reste pas moins que la proportion des hommes venant de la droite nationaliste est exceptionnellement forte.

Les activistes d'extrême gauche sont aussi préparés mentalement que les militants d'extrême droite à devenir des rebelles et des clandestins. Pourtant, leur engagement sera généralement beaucoup plus tardif, notamment celui des communistes qui attendront le déclenchement de la guerre germano-soviétique (22 juin 1941). Il manque à l'extrême gauche ce nationalisme épidermique, cette aversion instinctive pour l'Allemagne, cette humeur batailleuse et cocardière que l'extrême droite possède en propre et qui seront tout au long de l'Occupation de puissants mobiles aux engagement résistants.

D. V.

Pour en savoir plus : *Histoire critique de la Résistance.* Pygmalion, Paris, 1995.

---

(1) *La Une* n° 12, novembre 1997.

Un gaullisme de choc

PAR ALAIN REBAIS

Tout commence le 20 janvier 1946. En plein Conseil des ministres, le Général jette sa démission de chef du gouvernement provisoire pour protester contre le retour du « régime des partis ». Un an plus tard, il crée le RPF et désigne le communisme comme ennemi principal. Cet ennemi dénoncera en lui un « général fasciste ». Début d'une aventure oubliée.

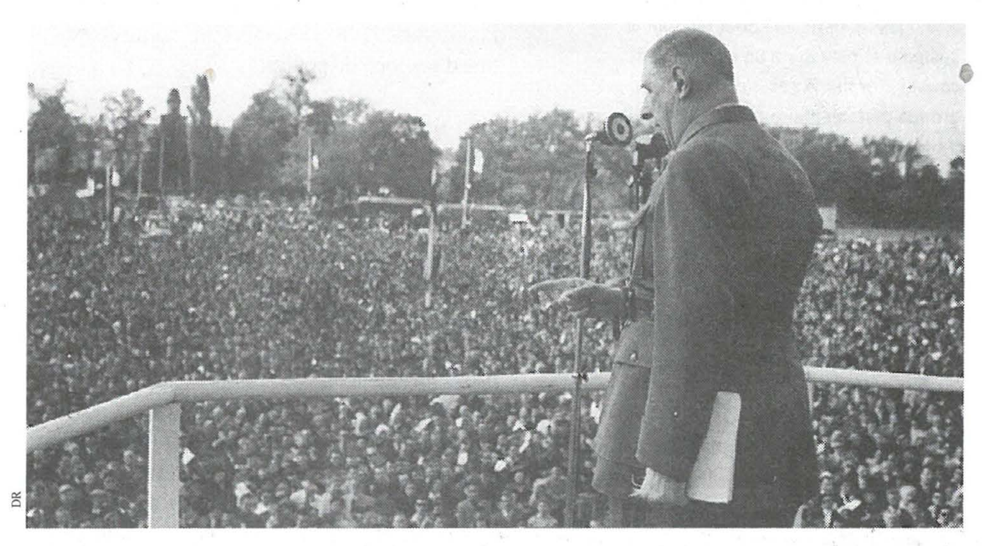
Le Rassemblement du peuple français naît le 7 avril 1947, place de Broglie à Strasbourg. Six mois plus tard, aux élections municipales d'octobre, le succès est sans précédent. Près de 40 % des électeurs français ont été conquis par les thèmes lancés à grandes chevauchées par un général de Gaulle dopé à l'idée d'une nouvelle résistance. Le RPF conquiert 13 des 25 premières villes de France, à commencer par Paris. Le tiers des 110 villes de plus de 30 000 habitants, est repris soit à la SFIO qui perd, entre autres, Bordeaux, Lille ou Grenoble, soit au parti communiste, qui abandonne Marseille, Saint-Étienne, Toulon et Alger.

En Angleterre, constate Pierre Brisson dans *Le Figaro*, devant l'ampleur d'une telle vague, il y aurait une dissolution. Mais nous sommes en France. Les partis politiques vont « jouer la montre » jusqu'à l'échéance normale des législatives de 1951, allant jusqu'à repousser les élections cantonales de 1948 pour éviter toute confrontation.

Cette fin sans gloire a plongé le RPF dans la part maudite de l'histoire du gaullisme. Un épisode sans légende (1). De Gaulle termine ses *Mémoires de guerre* sur son départ de la présidence du gouvernement, le 20 janvier 1946. Il ne rouvre ses souvenirs qu'à la veille du 13 mai 1958, lorsque les événements d'Alger viennent battre à la porte de la Boisserie.

Entre-temps, à peine une page de son premier tome des *Mémoires d'espoir* pour rappeler qu'il avait fait *« beaucoup pour essayer de changer la situation avant qu'elle ne tournât mal »*. L'épopée du RPF nommé sous le seul terme de *« Rassemblement »*, que le Général a toujours préféré, s'y trouve résumée à grands traits : *« Dès le 16 juin 1946, j'exposais à Bayeux ce que devait être notre Constitution* [...]. *Puis comme était finalement votée celle qui, à l'opposé, instituait la IVe République, j'avais tenté de rassembler le peuple français sur l'intérêt primordial et permanent de la France et d'aboutir à un régime nouveau »*. En vain. *« La résistance acharnée et conjuguée des partis, la malveillance des syndicats et, simultanément, celle des dirigeants d'entreprises qui* [...] *se méfiaient* [...] *de mes projets de réforme sociale, l'hostilité de presque toute la presse* [...] *enfin un système électoral dit "des apparentements"* [...] *parvenaient à empêcher l'entrée à l'Assemblée nationale d'un nombre suffisant de députés décidés à changer le régime. »*

Le résumé est exact, mais édulcoré. On voit bien que le RPF fut le cahier de brouillon de la Ve République, à un élément près. On n'y trouve pas mentionné le levain du RPF : un anticommunisme flamboyant. L'élément d'où découlera tout le reste, les thèmes politiques sociaux et internationaux. L'élément qui explique à la fois le succès immédiat, la violence des combats politiques et aussi le déclin lorsque le danger parut moins vif. Le RPF agit « à la façon d'une ligue » – son secrétaire général, Jacques Soustelle, emploie le mot dans

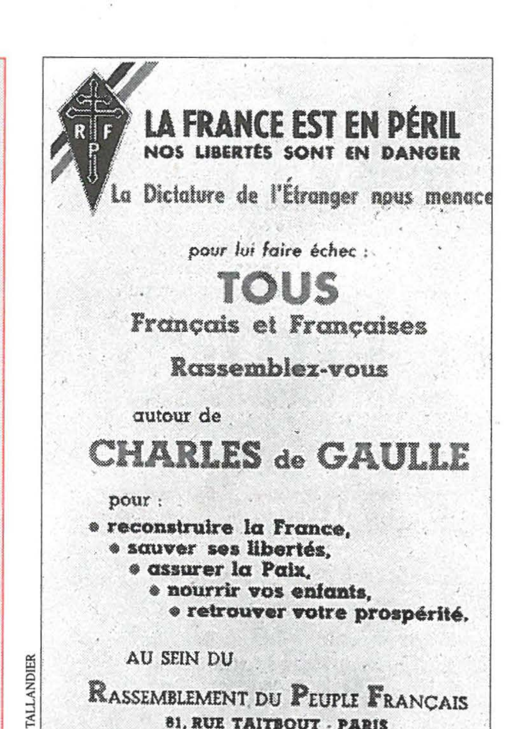


DR

Vaste rassemblement du RPF à Bagatelle, le 1er mai 1952. L'histoire du mouvement avait commencé de façon violente, en 1947, par des attaques en règle des communistes contre toutes ses réunions. De Gaulle confie alors à Dominique Ponchardier, héros de la Résistance, la mission d'organiser un service d'ordre (SO-RPF), ancêtre du SAC. Pistolets et barres de fer seront au rendez-vous.

LE RPF EN QUELQUES DATES

● **20 janvier 1946. Le général de Gaulle quitte la présidence du gouvernement provisoire.**
● **16 juin 1946. Discours de Bayeux. Le général de Gaulle définit les principes qu'il oppose aux projets institutionnels de la IVᵉ République.**
● **13 octobre 1946. La Constitution de la IVᵉ République est adoptée par référendum, avec 53 % de « oui » (35 % des inscrits).**
● **30 mars 1947. A Bruneval, le Général indique *« le jour va venir où, rejetant les jeux stériles où s'égare la nation et se disqualifie l'État, la masse immense des Français se réunira sur la France ».***
● **7 avril 1947. A Strasbourg, place de Broglie, devant 50 000 personnes, le général de Gaulle annonce la naissance du RPF.**
● **29 juin 1947. Discours de Lille, sur le programme économique du RPF.**
● **27 juillet 1947. Discours de Rennes, axé sur la menace communiste extérieure et intérieure.**
● **19-26 octobre 1947. Raz de marée RPF aux élections municipales : le parti gaulliste frise les 40 % d'électeurs et remporte le tiers des villes de plus de 30 000 habitants. Les adhésions affluent. Le RPF compte 400 000 encartés réels, ce qui en fait le deuxième parti de France en termes d'adhérents et le premier en électeurs.**
● **17 juin 1951. En raison de la loi des « apparentements » destinée à briser son essor, le RPF, avec 22 % des voix ne récolte que 119 députés. Il en aurait fallu, selon les stratèges du parti, 200 pour bloquer le système et parvenir à un changement constitutionnel. A partir ce cette date, le groupe parlementaire gaulliste se délite par morceaux, refusant l'opposition systématique. Le 6 mars 1952, 27 députés RPF votent l'investiture à Antoine Pinay. Le 29 mai 1952, 41 membres du groupe font savoir officiellement qu'ils refusent toute opposition systématique. Le 10 juillet 1952, ils sont 89...**
● **26 avril/3 mai 1953. Fort revers électoral aux élections municipales. Le RPF perd la plupart de ses positions.**
● **6 mai 1953. L'étiquette RPF est retirée par le Général à tous les parlementaires, qui sont libres de s'organiser selon leurs affinités.**
● **1ᵉʳ juin 1953. La quasi intégralité du personnel du RPF, rue de Solferino est licenciée. Le mouvement n'est pas dissous, mais il est mis en sommeil. De Gaulle ne conserve qu'un secrétariat personnel.**



Affiche du RPF en avril 1947.

ses mémoires – avec un objectif : ramener de Gaulle à la tête de l'État grâce à un vaste mouvement populaire. Elle avait un levier : l'anticommunisme. Mais c'était une ligue qui n'envisagea jamais d'autre passage que par les urnes. Quand de Gaulle confie à son secrétaire, Claude Mauriac, *« Il s'agit d'être prêt si les communistes s'avisaient d'employer la force ou de prendre illégalement le pouvoir. Dans ce cas, bien sûr, nous répondrions par le fer et par le feu »*, ce n'est pas l'hypothèse principale qu'il retient. Au jeu de la démocratie, les *« féodalités »* seront les plus fortes. La leçon ne sera pas perdue au moment du 13 juin 1958 (2). Pour s'accomplir, la démocratie nécessite parfois d'un coup de pouce.

1947, année terrible

Quand de Gaulle a-t-il entendu siffler le vent d'Est ? *« Non... je n'avais pas le choix !* se justifie de Gaulle devant Claude Guy (3), cinq jours après son départ de la présidence du gouvernement en janvier 1946, *Quelques jours de plus et je m'émiettais... alors les communistes me tenaient. »*

Outre-Manche, Churchill a été plus rapide que lui. Il mène sa campagne de juin 1945 en traitant ses alliés travaillistes d'hier de *« Gestapo rouge »*. C'est trop tôt dans l'euphorie de la victoire et sans prise assurée contre un programme de nature social-démocrate auquel les Britanniques aspiraient. Tandis qu'en France la menace est plus concrète. Avec 30 % des voix, aux élections de 1945, les communistes sont le premier parti du pays. *L'Humanité* se vend à 456 000 exemplaire et son pseudopode, *Ce Soir*, à 419 000. *Le Figaro* peine à 382 000... En 1945 et 1946 l'essentiel de la droite a préféré « voter utile » en portant ses voix au MRP pour faire barrage aux communistes. Mais ledit « barrage », associé aux communistes et la SFIO dans les combinaisons gouvernementales, rassure difficilement.

L'inquiétude d'un grand nombre de Français devient vite manifeste. Le 5 mai 1946, un premier projet de Constitution est rejeté. Un sondage IFOP indique en première raison (33 %) la crainte des communistes – qui sont trop visibles derrière ce texte – et à 17 % *« la peur pour les libertés »*, ce qui revient au même. Quelques jours avant le scrutin de Gaulle avait prévu le phénomène : *« Le texte constitutionnel importe peu : les gens votent avec leurs sentiments. Ils s'apercevront à temps que la Constitution qu'on leur propose est un instrument au service des communistes. »*

Lorsque le RPF est fondé, en avril 1947, les communistes sont toujours au gouvernement. Plus pour très longtemps, puisqu'ils le quitteront le 5 mai suivant. Mais l'étau ne se desserre qu'en apparence. D'abord ils sont les premiers à penser qu'ils vont revenir, ensuite leurs positions dans tous les rouages de la société sont considérables tandis que la menace soviétique se précise chaque jour.

En mars 1946 Churchill avait évoqué le *« rideau de fer »* en train de tomber sur l'Europe. Dix-huit mois après, de Gaulle passe à la menace d'invasion, couplée à un coup d'État, de la partie d'Europe demeurée libre. Il explique en juillet 1947 : *« Ce bloc de près de 400 millions d'hommes »* et dont la frontière *« n'est qu'à deux étapes du Tour de France* [...] *dispose dans tous les pays libres de groupements à sa dévotion ». « Sur notre sol, au milieu de nous, des hommes ont fait vœu d'obéissance aux ordres d'une entreprise étrangère de domination.* [...] *Ils ont pour but de parvenir à la dictature chez nous, comme leurs semblables ont pu le faire ailleurs avec l'appui de cette puissance. »* Ces hommes, ce sont ceux qu'il ne nomme plus que *« les séparatistes »*. Les mêmes qui *« sur l'Afrique française* [...] *portent un de leur plus grands efforts de dislocation »*. Car le RPF se veut aussi un ardent défenseur de l'Union française.

De ce rejet absolu du communisme découlent toutes les positions du RPF, économiques, sociales ou internationales. Devant les journalistes, de Gaulle ne renie pas les nationalisations *« des grands moyens de production »* comme l'électricité ou le charbon, ou encore le

crédit, héritage de la vision planiste des années trente reformulée par le programme du CNR, mais il leur affirme crûment qu'*« il n'y a aucune raison pour que Renault reste perpétuellement nationalisé, du moment que Louis Renault est mort »*. Et pas davantage de motifs *« pour que les entreprises d'aviation restent à perpétuité nationalisées »*. Les nationalisations ne sont d'ailleurs qu'une illustration d'un mal bien plus grand encore : l'emprise du syndicalisme, c'est-à-dire de la CGT, sur la vie économique. Comment briser cette puissance ? *« La première condition c'est d'imposer – j'insiste sur le terme – d'imposer l'élection libre, secrète, universelle, sur les lieux du travail [...] la seconde condition c'est imposer à ceux qui se présentent pour être les porte-parole de leurs camarades dans leur profession, de faire partie de cette profession. [...] J'ajoute qu'il faudra faire en sorte qu'il n'y ait pas une profession de syndicaliste »* (4).

Un tel discours de combat avait sa cohérence, mais le RPF se voulant un « rassemblement » et non pas un parti, c'est-à-dire un mouvement débordant les frontières droite-gauche, il lui fallait un pendant social. Il vint avec la création de l'Action ouvrière (AO) elle même appuyée sur le thème de l'association capital-travail, que de Gaulle ne se lasse pas d'expliquer : *« C'est dans un régime organique d'association entre tous ceux qui travaillent ensemble à l'intérieur d'un même groupe d'entreprises que doivent se traiter d'égal à égal les rémunérations et les conditions du travail »*. Le tout sous l'arbitrage de l'État *« ce qui exige d'ailleurs que celui-ci soit impartial »*. Une musique que nombre d'assistants avaient déjà pu entendre quelques années auparavant (5).

La menace intérieure réglée par des institutions dotées d'un exécutif fort et d'un régime économique plus juste, il reste la menace extérieure. Là encore, de Gaulle tient le moyen de faire pièce à la menace soviétique. C'est l'union européenne. *« J'ai constamment fait connaître à quel point nous étions partisans de l'union européenne, notamment pour faire de l'Europe une unité économique »*. Il le redira cent fois. A Marseille – lors d'un meeting que les communistes ont voulu lui interdire par la force – il proclame : *« Puisque, hélas ! Moscou, Varsovie, Budapest, Bucarest, Sofia, Belgrade, Prague ont été plongées dans cette nuit où l'on ne distingue plus les visages, il faut bâtir l'Europe occidentale comme un groupement d'États liés entre eux pour une économie et, éventuellement, pour une défense communes »*.



***André Malraux, appel aux intellectuels du 5 mars 1948, salle Pleyel, à Paris :* « Nous savons désormais qu'on ne sera pas d'autant plus homme qu'on sera moins Français… Pour le meilleur comme pour le pire, nous sommes liés à la patrie. »**

Dès 1948 il sème les germes de la PAC : *« Pour faire vivre le groupement européen d'Occident, sans lequel nous serions tôt ou tard submergés par qui vous savez, la France, qui seule en est capable, doit pouvoir vendre à ses voisins, notamment aux pays allemands, les produits alimentaires qui leur manquent »*. Quant à la formule fameuse sur l'Europe *« de l'Atlantique à l'Oural »* elle jaillit à la même époque. Bien loin d'être une formule neutraliste, comme on l'a longtemps crû, elle impliquait qu'une organisation européenne n'aurait aucune raison de se fermer si les peuples asservis parvenaient à se libérer un jour (6).

En 1949 de Gaulle persiste *« l'unité prendrait, d'abord, la forme d'une confédération. Ainsi, chaque État garderait-il sa souveraineté, sauf dans les domaines que les nations attribueraient à la communauté pour qu'y soit réalisée l'unification. Ces domaines devraient être, pour une première période : la défense terrestre, navale, aérienne de tous les territoires des peuples confédérés ; l'ajustement des productions nationales et des échanges extérieurs ; la monnaie ; la mise en valeur de certaines ressources dans les territoires d'outre-mer ; le développement culturel et scientifique »*. On a bien lu : même la monnaie faisait partie des objectifs européens du RPF…

Ce sont de telles formules qui rendent ironique le dernier épisode – avorté – de la vie du RPF. En déshérence à partir de 1952 et suspendu *sine die* par le général de Gaulle le 13 septembre 1955, le RPF a failli renaître le 31 janvier 1998. Il s'en sera fallu de quelques voix.

Lors du congrès du RPR réuni pour trouver un nouveau nom à la formation gaulliste, la motion Pasqua qui proposait « RPF » obtint 49,94% des voix. Le contenu du sigle n'était plus le même – Rassemblement du peuple français en 1947, Rassemblement pour la France en 1998 – mais le clin d'œil à l'histoire ne manquait pas de saveur.

A. R.

---

(1) Le RPF a fait l'objet de nombreux travaux universitaires et il figure dans les souvenirs de nombreux protagonistes, comme ceux de Jacques Soustelle ou de Louis Terrenoire. Mais il faut attendre 1983, la date est révélatrice, pour que le politologue gaulliste, Jean Charlot, étudie et réhabilite cette période dans son livre *Le Gaullisme d'opposition (1946-1958)* chez Fayard. Si de Gaulle est plus que discret dans ses *Mémoires*, nous disposons, pour la période, du Tome II de ses *Discours et messages* ainsi que de ses *Lettres, notes et carnets*, l'ensemble chez Plon.

(2) Voir « De Gaulle, 13 mai 1958, l'art du coup d'État », *Enquête sur l'histoire* n° 26, mai-juin 1998.

(3) On ne peut que recommander tout particulièrement, édité chez Grasset en 1996, le journal *En écoutant de Gaulle (1946-1949)* de Claude Guy, officier d'ordonnance puis aide de camp du général de Gaulle, admis par ses fonctions à l'intimité la plus rapprochée et la plus constante.

(4) Tous propos qui conservent quelques résonances cinquante ans plus tard...

(5) Entre plusieurs exemples, Philippe Pétain, discours du 1er mai 1941 : *« Lorsque dans chaque entreprise, ou chaque groupe d'entreprises, patrons, techniciens, ouvriers, auront pris l'habitude de se réunir pour gérer en commun les intérêts de leur profession, pour administrer en commun leurs œuvres sociales [...], il ne tardera pas à se créer entre eux une solidarité d'intérêts et une fraternité de sentiments indestructible [...]. Le bon sens indique, en effet, lorsqu'il n'est pas obscurci par la passion ou par la chimère, que l'intérêt primordial, essentiel, des membres d'un même métier, c'est la prospérité réelle de ce métier. »* Philippe Pétain, *Discours aux Français.* Albin Michel, 1989.

(6) La formule *« L'Europe de l'Atlantique à l'Oural »* figure de nombreuses fois dans les *Discours et messages* de cette période, par exemple le 9 juillet 1947 devant la presse anglo-saxonne, ou encore dans un communiqué officiel du 17 mai 1950. Le Général règle d'abord une question historique : il n'y a pas de raison que la Hongrie, la Roumanie ou la Bulgarie doivent payer leur ancienne adhésion à l'Axe d'une quelconque exclusion. Mais si ces pays doivent adhérer, ce sera après avoir recouvré leur liberté. Hypothèse qu'il n'entrevoit clairement que dans le tome III de ses *Mémoires de guerre* (rédigé entre 1954 et 1956), soit après les insurrections de Berlin et de Budapest, où il écrit cette formule prophétique : *« Il n'est point à la longue de régime qui puisse tenir contre les volontés nationales »*.

LA FLAMBÉE POUJADISTE

«*Je suis Caboche, et voilà les chefs des Jacques* ». C'est ainsi que Pierre Poujade présenta ses élus aux Français, au lendemain de sa victoire inattendue aux législatives de janvier 1956. Que pouvait avoir de commun le chef de l'Union de défense des commerçants et artisans (UDCA) avec l'écorcheur parisien et les paysans révoltés du XIVe siècle ? La révolte, tout simplement ; révolte populaire, allumée et entretenue par un homme qui sortait lui-même de ce peuple au nom duquel il prétendait bousculer l'oligarchie.

Né le 1er décembre 1920, dans une famille de sept enfants, d'un père tôt disparu, Pierre Poujade, faute de pouvoir suivre des études, exerce tour à tour les métiers de typographe, débardeur, goudronneur... La politique l'intéresse vite : à seize ans, il milite aux jeunesses doriotistes. Après 1940, il rejoint les Compagnons de France. Il passe les Pyrénées en novembre 1942 pour gagner l'Algérie, après un séjour dans les prisons franquistes. Il s'engage enfin dans la RAF et finit la guerre en combattant de la Libération.

On pourrait croire à la fin de l'aventure. L'an 1952, il tient une librairie-papeterie à Saint-Céré, une bourgade du Lot qui l'a élu conseiller municipal sous l'étiquette RPF. Celui qui lui aurait prédit à cette époque que trois ans plus tard il réunirait 50 000 personnes au Vél' d'Hiv, et qu'un caricaturiste anglais l'affublerait du surnom de « Poujadolf », l'aurait sûrement beaucoup surpris.

Le destin lui fait pourtant signe en juillet 1953, quand des polyvalents prétendent effectuer une série de contrôles fiscaux chez une trentaine de commerçants de la petite ville, qui constituent, sous sa présidence, un comité de résistance. Leur révolte contre le fisc gagne si vite qu'en novembre 1953, le comité a déjà pris une dimension nationale : l'UDCA est née.

Le mouvement, qui réclame d'abord l'égalité fiscale des commerçants et artisans avec les grosses sociétés, l'égalité des droits sociaux pour tous les travailleurs et l'imposition unique à la base, en vient bientôt à dénoncer aussi l'étatisme, le dirigisme et la bureaucratie. Se référant volontiers à la Révolution française, Poujade invoque à la fois la prise de la Bastille et la nuit du 4 août, la lutte contre le despotisme et l'abolition des privilèges.

Ça ira, ça ira, ça ira ! Son père, ex-militant royaliste, doit se retourner dans sa tombe lorsque le fils écrit, lyrique, qu'« *un jour de magnifique colère, des hommes de chez nous, des petits, des sans-grades, se sont dressés, se sont unis. Comme jadis à Valmy, comme hier sur les barricades, ils n'avaient pour arme que leur courage ; ils n'avaient pour force que le droit ; ils n'avaient pour idéal que la liberté.* » Le ton est d'un jacobin ; la tripe patriotique aussi : c'est son amour sincère de la France qui pousse Poujade à devenir, comme l'écrit Maurice Bardèche dans *Défense de l'Occident* en mai 1956, « *ce chef qu'il ne voulait pas être* ».

Inclassable Poujade. On le traitera demain de « fasciste » ; on le soupçonne un temps d'être communiste et de nombreux membres de son entourage viennent en effet du PCF : il devra d'ailleurs « épurer » son mouvement pour rassurer et conquérir les classes moyennes. Il y a du Déroulède chez lui ; mais ne tient-il pas aussi des rousseauistes utopiques du siècle dernier, qui rêvaient de donner au peuple les attributs de son entière souveraineté ? On l'étonnerait peut-être en lui trouvant une filiation avec Ledru-Rollin. Et pourtant...

« *Ce qu'il y a de plus profond en lui,* analyse encore à chaud Maurice Bardèche, *ce n'est pas son antidémocratisme comme on l'a cru, c'est au contraire l'image naïve et enthousiaste qu'il se fait de la vraie République : c'est son attachement à ce qu'on appelait le tiers état, c'est sa confiance dans les états généraux, c'est sa colère contre ceux qu'il démasque comme des privilégiés de notre temps. Il ne combat pas la République, il la ramène à ses origines.* »

Dans un manifeste publié le 6 août 1955, Poujade prône non seulement la collaboration des diverses couches sociales contre la lutte des classes, mais aussi la « *démocratie directe et organique* » contre la démocratie représentative. Retrouvant les thèmes du RPF de 1950, il attaque pêle-mêle les partis, les lobbies, les prébendiers du « *Système* ». Pays réel contre pays légal ? Sur ces positions le rejoint tout un peuple de mécontents déçus par les partis classiques, qui rejoignent l'UDCA ou ses filiales : Unions de défense des travailleurs français (UDTF), des professions libérales et intellectuelles (UDPLI), de la jeunesse française (UDJF, présidée jusqu'en octobre 1956 par Jean-Marie Le Pen), ou encore des Agriculteurs de France (UDAF) qui fusionnera avec le Parti paysan de Paul Antier et la Défense paysanne de Dorgères. Ne se contentant pas de défendre des intérêts catégoriels, Poujade descend dans l'arène politique, s'en prend à Mendès France, qu'il accuse d'avoir bradé l'Indochine, et prend fait et cause, dès le début de l'insurrection FLN, pour l'Algérie française.

Des positions ne font pas un programme. Poujade n'en veut pas. A la veille des législatives de janvier 1956, un mot d'ordre en tient lieu : « *Pour en sortir, sortez les sortants* ». C'est ce que font les Français, dans une proportion que nul n'avait prévu : par 11,6 % des suffrages exprimés, soit 2,5 millions de voix, ils envoient 52 députés poujadistes former à l'Assemblée le groupe Union et fraternité française.

Chez ses adversaires comme dans les salles de rédaction, l'émoi est à son comble : le fascisme menace ! Même la presse étrangère épouse la querelle. Au lendemain des élections, l'hebdomadaire américain *Newsweek* explique sérieusement que la France « *ne peut plus désormais être comptée au nombre des grandes puissances mondiales* » ! Et le Système se défend : onze députés poujadistes sont invalidés par l'Assemblée, pour des raisons très contestables.

Au mois de mai 1956, Maurice Bardèche, qui croit toujours à l'avenir du mouvement, compare Poujade à un « *sergent des bataillons de l'an II élu général par acclamations sur le champ de bataille* ». Bonaparte ou Boulanger ? Deux ans plus tard, c'est un autre général qui remporte en rase campagne la bataille contre la IVe République.

Révolte sans cohésion politique, le poujadisme était condamné à n'être qu'un feu de paille, révélateur cependant de la révolte de certaines catégories sociales et de l'épuisement de la IVe République.

Pierre Poujade avait commis l'erreur de fuir les élections en 1956. Absent de l'Assemblée nationale, il n'était pas en mesure de diriger son groupe parlementaire et de le maintenir uni. Sur ce terrain, le Système était le plus fort. Les dissidences se multiplient. L'échec personnel de Poujade lors d'une élection partielle à Paris, en janvier 1957, annonce le déclin du mouvement, que précipite le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958. La plupart des députés poujadistes apportent leur soutien au Général, alors que Poujade le combat mollement. C'est la fin du mouvement, dont on retrouve beaucoup d'anciens militants, notamment Joseph Ortiz ou Marcel Bouyer, dans les combats de l'Algérie française. Le poujadisme a été aussi l'occasion pour le jeune Le Pen de faire ses premiers pas dans la politique parlementaire comme député de Paris de 1956 à 1958.

ADRIEN BROCARD

LE FRONT NATIONAL

Un mouvement énigmatique

PAR PHILIPPE CONRAD

Ce devait être un feu de paille. Quinze ans plus tard, le Front national est devenu l'axe autour duquel tourne la politique française et ses fantasmes. Les invectives pleuvent. Les études se multiplient. Sans qu'on y voie plus clair. Examen critique d'une énigme qui dérange.



Le 1er mai 1988, dans les jardins des Tuileries, le Front national rassemble plus de 50 000 personnes (100 000 selon les organisateurs).

« *Le Front national étonne, déconcerte, fascine. Phénomène monstrueux, inconcevable, quasi magique, l'observateur peine à lui trouver une explication rationnelle : toutes se noient, se contredisent, voire s'annihilent. Et les mêmes interrogations demeurent, que le déferlement d'ouvrages journalistiques, sociologiques, économiques ou philosophiques n'épuise pas...* » C'est en ces termes que Renaud Dely, journaliste à *Libération*, introduit récemment sa présentation d'un énième livre consacré au parti de Jean-Marie Le Pen. Ce langage en dit long sur la fascination que le mouvement populiste exerce sur ses adversaires. Présenté successivement comme un rassemblement de « petits Blancs » haineux et mal dans leur peau, comme une secte bizarre totalement attachée à son gourou fascisant, comme le signe du mal-vivre de la *« France qui perd »*, le Front national inquiète, car sa progression demeure régulière et les sondages rassurants selon lesquels les Français voient en lui un *« danger pour la démocratie »* ne peuvent dissimuler que d'autres enquêtes révèlent une opinion largement favorable à nombre de ses thèmes. Plutôt que d'approfondir les questions qu'il pose ou de réfuter les idées qu'il avance, les adversaires du Front national se contentent généralement d'un manichéisme sommaire, assimilant Le Pen à Hitler, suivant une méthode déjà utilisée par les communistes contre de Gaulle au temps du RPF. Que la fête des Bleu-Blanc-Rouge n'ait pas grand-chose à voir avec le congrès de Nuremberg et que la France des années quatre-vingt-dix soit à mille lieues du chaos italien du début des années vingt et de l'Allemagne de 1930, ne gêne pas ceux qui tentent de réveiller un antifascisme anachronique, mais l'observateur impartial, lui, doit tenir compte de la réalité.

Les anathèmes, il faut le noter, n'ont pas empêché la progression d'un mouvement dont l'installation sur la scène politique constitue l'événement majeur des quinze dernières années. Il n'est pourtant pas impossible, quand on échappe aux grilles de lecture conventionnelles, de comprendre les raisons d'un succès dont l'origine ne se résume pas seulement à la

APPEL À LA JEUNESSE D'EUROPE

Aujourd'hui, ici à Strasbourg, né Breton et Français, fier du passé de mon pays, jamais lassé de combattre pour ses couleurs, et aspirant demain encore à le servir, je me sens également, comme vous tous, l'héritier de l'ensemble de la civilisation européenne dans sa multiple diversité et même dans ses antagonismes.

Il est historique ce jour qui voit ici au bord du Rhin se réunir par centaines les filles et les fils dont les pères ont combattu les uns contre les autres pendant des millénaires avec vaillance, courage et honneur. Que de fois le sang européen a été versé pour des dieux, des croyances, des nations, des intérêts et sous des enseignes et des drapeaux différents !

Mais, ce ne fut jamais en vain que le sang de vos pères a ensemencé la vieille terre d'Europe à chaque fois plus fertile car ils mourraient pour la défense ou l'exaltation toujours sacrée de leur peuple, de leur patrie souveraine, de leur langue ou de leur religion que leur père et le père de leur père leur avaient léguées ! [...]

Winston Churchill, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, déclarait aux étudiants de l'université de Zurich en septembre 1946, il y a plus de quarante ans : *« Europe, réveille-toi ! »*

Quarante-deux ans plus tard, l'exhortation vibre encore dans un désert. Car, si l'Europe est devenue entre-temps un géant économique, elle est toujours un nain politique.

C'est vous jeunesse d'Europe qui allez jouer non seulement votre avenir, votre liberté, votre vie, mais également la liberté et l'existence même de l'Europe.

Vous saurez le faire avant tout par votre courage à concevoir un nouveau projet politique fondé sur le respect du passé et de sa tradition mais aussi tourné vers l'avenir, audacieux et ambitieux : celui de la renaissance d'un vaste empire européen. Mythe fondateur et tâche exaltante pour une jeunesse qui devra refuser l'appétit dévorant des étatismes et des bureaucraties pour s'inspirer de son passé glorieux et se souvenir que si l'Europe existe en tant que telle, c'est parce qu'elle n'a jamais accepté de se soumettre au sens matérialiste de l'histoire. C'est parce qu'elle a lutté, c'est parce qu'elle a su se sacrifier.

JEAN-MARIE LE PEN

Extraits du « Discours à la jeunesse d'Europe », Strasbourg, le 6 avril 1988.



GUÉNA

Trois militants de l'époque « héroïque ». De gauche à droite Jean-Pierre Schénardi, Jean-Pierre Stirbois et Pierre Sergent.

crise économique et sociale survenant après les énormes mutations des « trente glorieuses ». L'histoire du Front et des mouvements qui l'ont précédé, la personnalité de son président, le contexte qu'a engendré l'incapacité de la classe politique face aux défis d'une immigration massive et des gigantesques mutations culturelles et sociales aujourd'hui à l'œuvre, tout cela permet d'expliquer, malgré l'extraordinaire diabolisation dont il est l'objet, la montée inattendue d'un mouvement qui s'est largement confondu avec la personnalité charismatique de son principal dirigeant.

C'est en octobre 1972 qu'intervient la naissance, assez chaotique, d'un petit mouvement appelé Front national. Soucieux d'élargir leur champ d'action politique, Alain Robert et les dirigeants activistes d'Ordre nouveau pensent trouver en Jean-Marie Le Pen, légendaire député Algérie française de 1956, fondateur jadis du Front national des combattants, organisateur en 1965 de la campagne présidentielle de Jean-Louis Tixier-Vignancour, oui, ils pensent trouver en lui le « notable » susceptible de fédérer les diverses tendances d'une extrême droite condamnée à la marginalité depuis la fin de la guerre d'Algérie. A ses côtés, on trouve déjà Roger Holeindre, Jean-François Chiappe, Pierre Durand, André Dufraisse et François Brigneau. Les 115 candidats présentés aux élections législatives de mars 1973 ne rassemblent que 0,52 % des suffrages. La dissolution d'Ordre nouveau en juin 1973 mène rapidement au conflit entre Le Pen et ses jeunes camarades, ce qui aboutira, quelques mois plus tard, à la fondation d'un parti concurrent, le PFN (Parti des forces nouvelles). En mai 1974, l'élection présidentielle voit l'ancien député poujadiste obtenir 0,74 % des suffrages. Durant cette période, les va-et-vient se multiplient entre le FN et les nombreux groupuscules qui constituent la « soupe primitive » d'où jaillira l'éveil de 1983-1984. François Duprat, « vieux » routier de l'ultra-droite, rejoint ainsi le FN, auquel adhère également le groupe réuni autour de Pierre Bousquet et du bulletin *Militant* (tendance nationale-révolutionnaire). Le mouvement « solidariste », dont l'un des leaders est Jean-Pierre Stirbois et qui plonge ses racines dans l'ex-OAS-Métro-Jeunes, rallie à son tour en décembre 1977, ainsi que divers groupes et personnalités issus de la mouvance catholique traditionaliste. Aux législatives de mars 1978, 156 candidats obtiennent 1,6 % des suffrages. Une alliance entre le FN et le PFN semble initialement se dessiner dans la perspective des élections européennes de juin 1979, mais le PFN ira finalement seul à la bataille, avec un Jean-Louis Tixier-Vignancour vieilli comme porte-drapeau... Le résultat, 1,3 % des voix, n'est guère encourageant et cet épisode de l'euro-droite n'a fait qu'aggraver les divisions. Duprat a été assassiné en mars 1978, Pierre Bousquet et ses amis prennent leurs distances en 1981, année qui voit l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, sans que Jean-Marie Le Pen, qui souhaite être candidat, ait pu obtenir les cinq cents signatures d'élus indispensables. Le FN est alors au plus bas de son histoire. Aux législatives de juin, 74 candidats du FN n'obtiennent que 0,18 % des suffrages... L'opposition nationale apparaît irrémédiablement divisée, marginalisée, et à peu près inexistante en tant que force électorale. L'intelligentsia de droite ne la prend d'ailleurs guère au sérieux. Les catholiques traditionalistes se préoccupent surtout

d'organiser la résistance à Vatican II (l'occupation de Saint-Nicolas-du-Chardonnet date de 1977), alors que les animateurs de la « nouvelle droite » du GRECE et du Club de l'horloge pensent que la clef du succès passe par la conquête idéologique de la « droite classique » du RPR et des Républicains indépendants. Le Front national apparaît alors comme un rassemblement de nostalgiques de l'Algérie française, qui n'est guère en phase avec la société française. Gaullistes et giscardiens suffisent pour gérer l'anticommunisme du peuple de droite et l'ultra-libéralisme de type thatchérien prôné alors par Jean-Marie Le Pen ne rencontre guère d'écho.

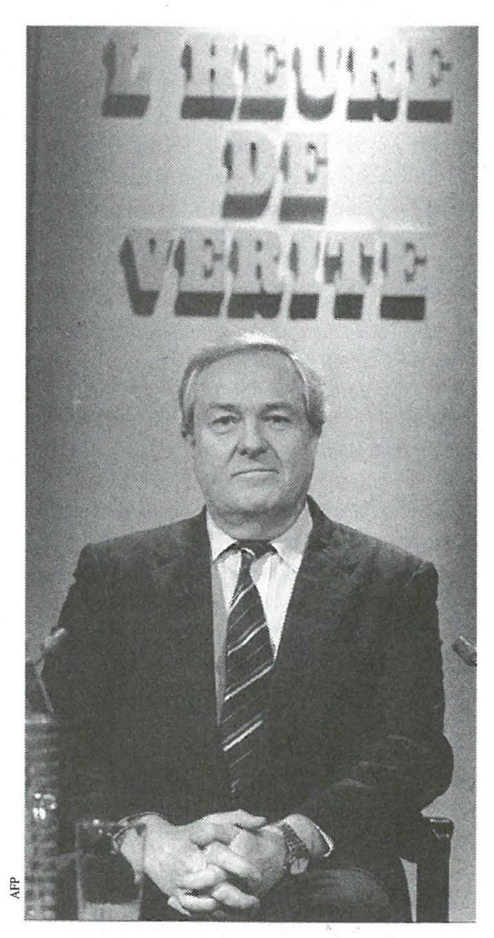
Il faut cependant noter chez le président du FN deux particularités qui ne seront pas étrangères à son succès futur. S'opposant à la tradition antiparlementaire de l'extrême droite depuis Maurras, il a toujours pensé que le pouvoir sortirait des urnes et que la règle du jeu démocratique est la seule qui permette d'exister et de former les cadres d'un mouvement moderne. Par ailleurs, il n'a jamais douté de la politique, convaincu qu'un jour ou l'autre son « message » rencontrerait une large audience dans le pays. Et ce moment, soudain, va se produire.

Jean-Pierre Stirbois Le « tonnerre de Dreux »

La victoire de François Mitterrand et le raz de marée socialiste dû au scrutin majoritaire vont contribuer à changer la donne. Le reflux du marxisme, la détérioration continue de l'image de l'URSS, tout cela, combiné à l'échec vite évident d'une gauche qui prétendait *« changer la vie »*, constitue une chance inespérée pour la droite sonnée en 1981. C'est elle qui perçoit d'abord les dividendes électoraux de cette situation nouvelle. Dès les cantonales de mars 1982, la gauche recule de sept points à son profit, tandis que les 65 candidats d'extrême droite (sur 1945 cantons où le siège de conseiller général était renouvelable) ne drainent que 0,2 % des suffrages. Un chiffre dérisoire qui s'explique par le faible nombre des candidats, mais qui ne doit pas occulter certains résultats locaux inattendus : les 12,6 % de Jean-Pierre Stirbois à Dreux-ouest, les 9,5 % de son épouse Marie-France à Dreux-est, les 10,3 % obtenus dans un canton de l'est lyonnais, les 13,3 % remportés dans la banlieue de Dunkerque. A ce moment, Marseille ne donne encore que 2 à 3 % des voix aux candidats du Front. Faute d'une notoriété suffisante et d'une véritable implantation nationale, le mouvement semble condamné pour longtemps encore à son statut groupusculaire, à son rôle d'éventuelle force d'appoint pour les candidats modérés, qui commencent tout juste à accepter de nouveau ce vocable de « droite », banni depuis plus de trente ans du vocabulaire politique.

Tout change en 1983 qui voit la première irruption significative du FN sur la scène politique. Les élections municipales de mars 1983 ne sont pas, faute de notables connus, une consultation très favorable pour un parti comme le Front national. Ses rares candidats n'obtiennent encore que 0,1 % des voix. Pourtant, dans le XX[e] arrondissement (quartier populaire de l'est parisien), Jean-Marie Le Pen obtient 11,3 % des voix. D'autres résultats ponctuels montrent que les questions de l'immigration et de l'insécurité sont devenues « payantes » sur le plan électoral, au point que la droite modérée n'hésite plus elle-même à jouer de ces thèmes pour reconquérir une partie de l'électorat populaire. Il ne s'agit encore là que d'un frémissement. La véritable percée n'intervient qu'à l'automne.

A Dreux, le 11 septembre, une élection municipale partielle donne à Jean-Pierre Stirbois 16,7 % des voix au premier tour, ce qui amène la droite locale à constituer une liste d'union qui permet au candidat FN et à trois de ses camarades d'être élus au deuxième tour, malgré l'intense mobilisation « antifasciste » que suscite ce scrutin. Cette élection déclenche une polémique au niveau national. La gauche accuse la droite de pactiser avec un émule d'Hitler. Bernard Stasi et Simone Veil lui donnent raison, alors que Bernard Pons, secrétaire général du RPR, approuve l'accord réalisé à Dreux pour battre la gauche socialo-communiste. Quant à Jacques Chirac, après avoir approuvé l'accord, il le condamnera. Dans le tintamarre du « tonnerre de Dreux », Raymond Aron s'efforce de raison garder, écrivant dans sa chronique de *L'Express* : *« Quatre membres du FN sur une liste d'opposition à Dreux, c'est moins grave que quatre membres du PC au Conseil des ministres »*. L'élection de Dreux est suivie d'un autre coup de semonce, tout aussi spectaculaire, en novembre 1983, à Aulnay, dans la fameuse « ceinture rouge » de la banlieue parisienne où le candidat du Front obtient 9,3 % des voix. En décembre, c'est Le Pen en personne qui, dans sa Bretagne natale, à La Trinité-sur-Mer, enlève, contre toute attente, 12 % des suffrages, lors d'une législative partielle.



***Le 13 février 1984, Jean-Marie Le Pen est invité pour la première fois à l'« Heure de vérité ». Il fait un tabac. Les Français découvrent* « celui qui ose dire tout haut ce que tous les autres pensent tout bas ». *Ses adversaires le disent « fasciste », mais il n'a jamais cessé d'en appeler au peuple dans le respect des institutions. Le soir des élections européennes de juin 1984, André Lajoinie, représentant du PC, ayant quitté la salle sous prétexte qu'il refusait de débattre avec un* « ennemi de la démocratie », *s'attira cette repartie :* « En démocratie, justement, on n'a pas le privilège de choisir ses adversaires, mais on doit faire face à ceux que le suffrage universel vous désigne. »**

A Aulnay, la droite n'a pas ouvert ses listes au FN au second tour. Un sondage national réalisé par la SOFRES auprès de sympathisants RPR a révélé que 56 % d'entre eux se déclarent favorables à une alliance avec le FN, alors que seulement 7,21 % y sont hostiles. Jacques Chirac découvre ainsi que le FN devient un danger mortel pour sa formation. C'est l'un des facteurs qui fera désormais de lui un adversaire irréductible de Le Pen.

L'année 1984 commence favorablement pour le Front. Le 13 février 1984, Le Pen est invité pour la première fois à « L'Heure de vérité ». Ce soir-là, l'émission bénéficie d'un

LE MYSTÉRIEUX M. MÉGRET

Qui est-il, d'où vient-il ? Quelles sont ses motivations et ses ambitions ? Les réponses sont sans doute à rechercher dans ses années de formation.

« Une vie réussie est un rêve d'adolescent réalisé à l'âge adulte, disait Alfred de Vigny. *Ce rêve, je l'ai conçu il y a longtemps et je ne l'ai jamais abandonné. A une autre époque, il se serait sans doute incarné dans une carrière de soldat. Mais aujourd'hui, il s'exprime par une action politique. »* Voilà ce qu'écrit le délégué général du FN dans *La Flamme* (ouvrage de réflexions publié chez Robert Laffont, en 1990).

Aîné et seul garçon d'une famille de quatre enfants, le futur délégué général du FN est né le 4 avril 1949 à Paris. Il est le fils de Jacques Mégret, un homme qui a fait toute sa carrière dans la fonction publique, pour terminer au Conseil d'État.

C'est lui qui orienta les études du jeune homme. *« Je n'avais guère le choix. Je devais faire l'ENA ou Polytechnique. »* Bruno Mégret a dix ans lorsque son père est nommé aux Communautés européennes, à Luxembourg, puis à Bruxelles. A l'École européenne, Bruno est studieux, *« et chahuteur »*, insiste-t-il, pour suggérer qu'il n'était pas seulement le garçon bûcheur que l'on imagine. Chez les scouts, il est chef de la patrouille des Sangliers, se découvre le goût des responsabilités et retient que *« les choses doivent se faire dans l'effort et la discipline »*.

Dès cette époque, écrit Romain Rosso dans *L'Express* du 26 février 1998, Mégret semble construire sa personnalité en décalage avec les codes et les valeurs de ses camarades. Réservé, et secret depuis toujours, il a le sentiment d'être différent.

En 1968, il est en deuxième année de classe préparatoire (maths spé) au prestigieux lycée Louis-le-Grand. Il a dix-neuf ans, mais il se tient à distance. Il est alors frappé par la *« puissance idéologique »* de la gauche et par la *« faiblesse du pouvoir »*.

Une année passe, il intègre Polytechnique. De justesse. *« Oui, mais je n'ai pas redoublé ma prépa »*, précise Mégret. En réalité, il a délaissé l'École des mines, alors qu'il était arrivé cinquième au concours.

Pourquoi l'X plutôt que les Mines ? *« Le prestige de l'école et l'encadrement militaire me séduisaient »*, explique Mégret.

A Polytechnique, Mégret travaille d'arrache-pied pour sortir dans la « botte », qui ouvre les portes des grandes écoles d'application. Il finit dix-huitième de sa promotion et opte d'emblée pour les Ponts et Chaussées et sa section des


DR

A Polytechnique, sous l'uniforme et l'épée au côté, il a le sentiment de rejoindre l'un des derniers sanctuaires d'ordre et de service dans une société en décomposition.

« ingénieurs du corps » – le gratin. Deux ans plus tard, son diplôme en poche, il décroche un Master of Science à l'université de Berkeley en Californie.

A l'X, déjà, il manifestait son intérêt pour la chose publique et l'économie mondiale. Il venait aux soirées dansantes organisées dans la boîte de nuit de l'école, mais il ne dansait pas. Il était là, sans plus.

Dans l'univers soixante-huitard de ses études, son tempérament d'homme de droite à la rigueur toute militaire paraît décalé. *« Je m'y sentais à l'aise tout en étant différent,* dira Mégret. *J'ai une certaine capacité à m'adapter tout en restant moi-même. »*

Ses vrais amis, Mégret les rencontrera dans un autre univers : celui du Club de l'horloge, un cercle de hauts fonctionnaires qui travaille au renouvellement doctrinal de la droite. *« Pour la première fois de ma vie,* confie-t-il à *l'Événement du jeudi* (6 novembre 1997), *je rencontrais des gens avec qui j'étais parfaitement en phase. »*

C'est là que va se sceller son destin politique. Au contact de trois hommes : Yvan Blot, Jean-Yves Le Gallou et Jean-Claude Bardet. Tous trois ont tenté leur chance dans la mouvance RPR-UDF qui les déçoit, ce qui décide de leur adhésion au FN. Itinéraire qui sera aussi celui de Mégret. En 1979, il entre au ministère de la Coopération comme conseiller technique du gaulliste Robert Galley. *« Mégret était profondément nationaliste,* dira l'ancien ministre, *il croyait à la grandeur de la France. »*

Ayant adhéré au RPR, Charles Pasqua le fait élire, à trente ans, au comité central du RPR. Il est de la génération d'Alain Juppé et de Jacques Toubon. Après 1981, il est parachuté dans les Yvelines, face à Rocard et s'en sort plutôt bien. Avec 26 % des voix au premier tour, il met Rocard en ballottage. Mais, dès cette année-là, il y a quelque chose de définitivement cassé entre lui et l'ancienne majorité. Mégret considère que la défaite de la droite n'est que la conséquence de sa faiblesse doctrinale et idéologique. Il décide alors de quitter le RPR et crée, avec Jean-Claude Bardet, sa propre organisation, les Comités d'action républicaine (CAR), tremplin pour une future action politique.

Le 13 février 1984, Le Pen est invité pour la première fois à « L'Heure de vérité ». Il fait un tabac. Quatre mois plus tard, aux européennes, sa liste recueille 11,1 % des voix. Le Front est lancé.

Les premiers contacts individuels sont pris pendant l'été 1985. L'alliance CAR-FN est scellée le 10 octobre, au cours d'un dîner entre Bardet, Mégret et Le Pen. Sans adhérer immédiatement au FN, Mégret obtient la tête de liste dans l'Isère et, le 16 mars 1986, il est élu aux législatives sous l'étiquette RN. Il adhère aussitôt au groupe parlementaire qui se constitue autour de Jean-Marie Le Pen.

« Si j'étais resté au RPR, écrit-il dans *La Flamme, j'aurais goûté aux délices frelatées des privilèges de l'établissement. Mais en échange de quels renoncements, de quelles compromissions, ou même de quelle soumission à un lâche conformisme ? Au Front national, je suis un homme libre, je suis libre de mes convictions et de mes actes. Et je me sens à la pointe de l'une des grandes aventures politiques de notre époque. »*

L'ingénieur des Ponts quitte, en effet, le poste douillet de directeur adjoint des infrastructures et des travaux de la région Ile-de-France pour entrer dans l'aventure dangereuse du FN. Il y a fait son chemin.

VINCENT DURUY

taux d'écoute exceptionnel. Les téléspectateurs découvrent un homme qui leur était inconnu. La partialité des journalistes se retourne contre les accusateurs. *« Je suis celui qui ose dire tout haut ce que tous les autres pensent tout bas ! »* Délivrés dans un langage direct, bien tourné, drôle et percutant, les arguments portent. Le patriotisme sans complexe du personnage est lancé. Il est lancé.

Crédité de 3,5 % des intentions de vote pour les prochaines élections européennes au début du mois de février, le Front passe à 7 % dans les sondages, après « L'Heure de vérité ». Et, le 17 juin, deux millions d'électeurs lui assurent 11,2 % des suffrages, un résultat inimaginable un an plus tôt. L'analyse du scrutin est extrêmement révélatrice : entre 19 et 21 % dans les Bouches-du-Rhône, le Var et les Alpes-Maritimes, de 13 à 15 % dans le Rhône, la région parisienne, la Moselle ou le Haut-Rhin... Une géographie électorale bien différente de celle du poujadisme de 1956, puissant dans les zones rurales, l'Ouest et le Sud-Ouest. Cette fois, c'est la France urbaine, la plus dynamique en termes économiques, celle qui se trouve à l'est de la fameuse ligne Le Havre-Lyon-Montpellier, qui fournit au FN ses gros bataillons d'électeurs. Les pieds-noirs qui ont voté pour Tixier-Vignancour sont toujours là mais, à l'évidence, de nouvelles couches et de nouvelles régions fournissent au Front national son électorat. L'exaspération que suscite le gouvernement de la gauche explique une certaine radicalisation de la droite classique et, avec 17,6 % et 16,6 % de voix pour le FN, Neuilly et le XVIe arrondissement de Paris, illustrent bien ce phénomène, mais l'essentiel vient de la France urbaine confrontée avec les problèmes nouveaux de l'immigration et de l'insécurité.

Les cantonales de 1985 confirment le succès des européennes. Les 8,8 % de suffrages obtenus par 1 521 candidats (contre 65 en 1982) correspondent en fait à un niveau d'influence national à 10 %, aucun candidat du FN n'ayant été présenté dans un quart des cantons renouvelables. Performance particulièrement remarquable quand on sait que ces élections se jouent sur la notoriété locale des candidats, inexistante dans le cas de ceux du FN, dont une centaine peuvent se maintenir au second tour. Malgré les succès obtenus, le scrutin majoritaire semble pourtant condamner à la marginalité cette nouvelle force politique bien décidée à jouer désormais dans la cour de la *« bande des quatre »*, et à qui le qualificatif d'*« extrême droite »* ne convient plus.



DR

Rencontre avec le président Reagan en 1987. Après l'effondrement de l'URSS, Le Pen renoue avec la politique gaullienne. Il dénonce alors l'hégémonie mondiale des États-Unis au nom du droit des nations à leur indépendance et des peuples à leur identité.

JEAN-MARIE LE PEN ET L'IMMIGRATION

Recueillie par Elie Hatem pour *Al Moharer News* (6 mai 1998), hebdomadaire libanais publié à Londres, une longue interview, reprise largement dans les pays arabes, a permis à Jean-Marie Le Pen de préciser ses positions. En voici les principaux extraits.

AL MOHARER NEWS : Monsieur Le Pen, vous êtes accusé de cultiver la haine et l'animosité contre les Arabes et les Juifs. Qu'en dites-vous ?

JEAN-MARIE LE PEN : Cette accusation est complètement fausse et manque d'honnêteté.

Je ne suis point contre les Arabes. Bien au contraire, je suis le seul à les soutenir, chez eux, dans leur propre pays, et à défendre leurs causes. Ma position à l'égard de l'immigration, notamment l'immigration clandestine, ne doit pas être interprétée comme une attitude d'hostilité contre les Arabes ou contre une catégorie d'entre eux. [...]

Citez-moi un seul pays qui accepte de légaliser des centaines de milliers d'immigrés clandestins, comme le gouvernement actuel est en train de le faire ?

Je suis l'ami de plusieurs chefs d'États arabes et musulmans. Je dirais même que je suis pratiquement le seul homme politique français à s'être révolté contre l'attitude inhumaine que la communauté internationale a prise envers l'Irak et à dénoncer inlassablement la criminelle politique de blocus contre le malheureux peuple irakien. [...]

En ce qui concerne les Juifs, permettez-moi de dénoncer dans votre journal l'extraordinaire supercherie médiatique exercée à mon en contre. Je ne suis pas *« contre les Juifs »* ni hostile au judaïsme. Je le dis, le répète solennellement et en toute franchise ! Je suis contre la dualité d'allégeance. [...]

En tant que nationaliste français, je reflète la conscience du peuple français. Je désire que la France soit forte, dans un monde où le fort domine les plus faibles. La France doit être égale à elle-même. Je désire rester français sur mon propre territoire. Cela vous semble-t-il illogique ou erroné ? Est-ce là du racisme ?

AL MOHARER NEWS : Monsieur Le Pen, si vous arrivez au pouvoir, comment allez-vous résoudre les problèmes de l'immigration ?

JEAN-MARIE LE PEN : Ma position à l'égard de ces problèmes est claire : je limiterai l'immigration légale et mettrai fin à l'immigration clandestine en rétablissant les contrôles à nos frontières. En outre, je ferai en sorte que la nationalité française ne soit pas distribuée, comme c'est le cas aujourd'hui, à ceux qui ne la méritent pas, et en aucun cas aux immigrés illégaux. La nationalité française sera octroyée selon le besoin national à ceux qui la méritent véritablement et qui feront allégeance à la France. En même temps, j'encouragerai matériellement et moralement le retour des immigrés vers leur pays d'origine, y compris en aidant ces derniers à créer chez eux des emplois en faveur de leurs ressortissants, ce qui encouragera ces gens à rester dans leurs pays, et à conserver une bonne image de la France.

Une analyse de la crise française

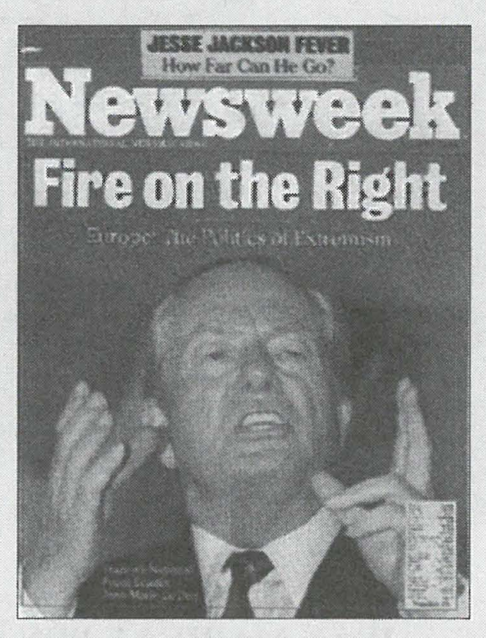
« C'*est en France que se joue l'affrontement idéologique majeur* » de notre époque, assure le sociologue Emmanuel Todd dans un essai roboratif et provoquant (1). *« La presse internationale le sent bien, qui décrit les soubresauts de plus en plus fréquents et de plus en plus violents du système français comme ayant un sens à l'échelle planétaire ».* En effet, dans ce pays, on observerait, *« le retour des croyances collectives* [...] *le peuple, la nation et l'État... »*

En trois cents pages denses et fouillées, l'auteur développe une analyse originale de la crise française, qui tranche avec les clichés de la gauche intellectuelle dont il procède. A l'en croire, tous les ingrédients seraient réunis pour une explosion politique et sociale de première grandeur.

« Dominée par des élites exceptionnellement incompétentes », la France a contribué plus que toute autre nation à l'erreur de stratégie économique et historique que constitue le traité de Maastricht (p. 27). A coups d'arguments percutants, l'auteur instruit le procès de l'Union européenne, du monétarisme et du libre-échangisme qui sont en passe, dit-il, de ruiner l'économie française.

Si les dirigeants français de droite et de gauche ont fait avec obstination ces choix absurdes c'est d'abord en raison de leur totale *« dénationisation »* (néologisme de P.-A. Taguieff). Voilà le trait distinctif qui détermine l'inconsistance et la futilité de la classe dirigeante. *« La liquéfaction des croyances collectives transforme les hommes politiques en nains sociologiques »* (p. 286). Cette « dénationisation » explique la soumission à un mondialisme que l'auteur réduit en miettes : *« La mondialisation est une illusion, parce que le mécanisme économique n'est en rien le moteur de l'histoire... Il n'est lui-même que la conséquence de forces et de mouvements dont le déploiement intervient à un niveau beaucoup plus profond des structures sociales et mentales »* (p. 16).

Un chapitre entier explore la sociologie de la nouvelle classe dirigeante, sans pour autant éclairer les causes de sa « dénationisation ». L'auteur montre que cette classe est formée d'environ 20 % de privilégiés, associant hauts fonctionnaires, dirigeants de grandes entreprises, représentants supérieurs des professions libérales, hommes politiques et gens des médias. Elle *« est soudée par le niveau éducatif qui définit un style culturel et un style de vie »* (p. 253). Sa tendance à



« La presse internationale décrit les soubresauts de plus en plus fréquents et de plus en plus violents du système français comme ayant un sens à l'échelle planétaire. »

l'endogamie culturelle accroît son homogénéité. *« Niveau culturel élevé, revenus suffisants, catégorie professionnelle supérieure : ces indicateurs définissent le centre de gravité du lectorat de tous les news magazines »*, qui sont tous *« aujourd'hui la même chose »* (p. 255-256). Ce ne sont plus les « deux cents familles » qui déterminent les choix normatifs de nos sociétés, mais cette classe (p. 257).

Malgré son hostilité peu déguisée au Front national, Emmanuel Todd reconnaît que celui-ci, par ses résultats électoraux, est l'indicateur le plus parlant de la révolte qui affecte les victimes du monétarisme et libre-échangisme : jeunes, ouvriers et classes moyennes.

A l'inverse, les enseignants, qui constituent le cœur sociologique de la gauche, ont maintenu leur confiance au PS, même aux pires moments. Étant peu menacés par l'évolution économique, ils ont accepté tous les reniements et même le ralliement du PS à la pensée unique que Todd préfère appeler « pensée zéro ». Sans doute les enseignants sont-ils aussi « dénationisés » que la classe dirigeante. L'Europe monétaire et l'ouverture aux échanges internationaux leur paraissent des projets plutôt sympathiques et raisonnables. Tant qu'ils ne vireront pas, la pensée unique ne sera pas menacée.

Curieusement, Emmanuel Todd n'évoque jamais les souffrances liées à l'immigration dans le vote ouvrier en faveur du FN. Souffrances qui affectent aussi beaucoup d'enseignants dans les quartiers difficiles, mais pas au point, pour le moment, de modifier leurs votes.

Pour des raisons culturelles opposées, les dirigeants du FN ont tendance, eux, à majorer les questions liées à l'immigration, et à trop négliger l'aspect économico-social de la révolte dont ils sont l'expression. Leur silence embarrassé durant les grèves de novembre-décembre 1995 est sur ce point significatif. On ne saurait pour autant comparer les difficultés sociales liées à la politique économique et l'ampleur des conséquences ethniques et historiques d'une immigration extra-européenne massive, plus révélatrice encore de la « dénationisation » de la classe dirigeante que le soutien à l'euro. Toutes choses qui échappent à l'auteur.

Par-delà tout ce qu'il apporte cependant d'utile à l'analyse de l'époque, l'essai d'Emmanuel Todd apparaît comme une sorte de manifeste d'un « national-républicanisme » qui s'efforce de regrouper autour de Jean-Pierre Chevènement quelques intellectuels hostiles à l'Europe de Maastricht autant qu'au Front national. Son éventail s'étend des communistes à la droite du RPR. Les calculs y ont leur place, mais les idées aussi. A commencer par l'idée de nation. Mais laquelle ? Au hasard d'une page, on découvre que pour l'auteur, *« La nation achevée est, par essence, une association d'individus égaux »* (p. 17). Une *« association d'individus égaux »* ? C'est donc l'improbable « nation-contrat » de Sieyès. Idée diamétralement opposée à la « nation-héritage » du général de Gaulle et des fondateurs de la IIIe République, qui faisaient remonter l'origine de la France au Gaulois Brennus.

Par-delà ces définitions qui ont évidemment de l'importance, si M. Todd est aussi attaché qu'il le dit à l'idée de nation, on se demande finalement pourquoi, après avoir soutenu Chirac en 1995 et le PC en 1997, il ne joint pas ses efforts à ceux d'un Le Pen qui a fait de la souveraineté nationale le cœur de sa prédication populaire. Avec plus de succès que quiconque.

CHARLES VAUGEOIS

---

(1) Emmanuel Todd, *L'Illusion économique*, Gallimard, 1997, p. 27-28.

Soucieux de limiter la casse électorale qui menace le parti socialiste aux législatives de 1986 et conscient qu'il a tout intérêt à diviser la droite, François Mitterrand se souvient qu'il a promis d'établir le scrutin proportionnel dans ses « cent dix propositions » de 1981. C'est chose faite et le changement de mode de scrutin, s'il permet d'atténuer la défaite des socialistes, va ouvrir à trente-cinq députés du FN les portes de l'Assemblée nationale. Mitterrand peut regretter que la droite « classique » parvienne malgré tout à obtenir une majorité suffisante pour gouverner sans l'apport des voix du FN, mais il va savamment instrumentaliser la nouvelle donne politique à droite en agitant à souhait l'épouvantail fasciste-raciste afin d'interdire entre le FN et la droite, l'équivalent de l'alliance PS-PC qui lui a permis d'arriver au pouvoir. Il favorisera et financera le lancement de SOS-Racisme, contrôlé par des trotskistes. La droite tombe dans le piège et se soumet à l'interdiction « morale » de tout accord ou alliance avec le FN.

Les élections législatives de 1986 ont toutefois permis de confirmer et de préciser certaines des caractéristiques du mouvement de Jean-Marie Le Pen. Il apparaît clairement qu'il remporte maintenant ses plus grands succès dans les milieux populaires, chez les ouvriers, les employés, les cadres moyens. Les 21 % et 22 % obtenus à Roubaix et Tourcoing sont là pour le prouver. Son électorat, jeune et actif, se distingue assez nettement de celui de la droite classique. Il est significatif que les personnes âgées, les cadres supérieurs et les catholiques pratiquants sont les catégories les plus réservées alors qu'elles constituent traditionnellement un vivier naturel de la droite libérale ou conservatrice. Une fois la grande peur de 1981 digérée, Neuilly et le XVI[e] ne votent plus qu'à 11 et 10 % pour le parti de Jean-Marie Le Pen...

Parallèlement à sa montée en puissance électorale, le parti se renforce. Il compte maintenant plusieurs dizaines de milliers d'adhérents, ce qui est significatif en une époque de reflux général du militantisme, qui voit fondre les effectifs des partis et des syndicats. C'est entre 1984 et 1986 qu'à la « vieille garde » des Stirbois, Holeindre, Chaboche ou Reveau, un certain nombre de personnalités nouvelles vont rejoindre le FN et y jouer un rôle important à l'avenir : Bruno Gollnisch, brillant universitaire lyonnais ; Jean-Claude Martinez, spécialiste reconnu des finances publiques qui a d'abord fréquenté le RPR et le PS ; Pierre Vial, universitaire lui aussi et ancien secrétaire


AFP

Dès l'annonce de l'odieuse profanation au cimetière juif de Carpentras, le ministre de l'Intérieur socialiste, Pierre Joxe, que l'on voit ici en compagnie du grand rabbin Sitruk, dit* « connaître les coupables » *et désigne implicitement le Front national. Ce dernier a toujours considéré qu'il s'agissait d'un « coup monté » destiné à le perdre dans l'opinion et à instituer des lois pour le bâillonner.

général du GRECE (nouvelle droite) ; Bernard Antony, animateur de Chrétienté-Solidarité, qui vient du CNI ; le pasteur Blanchard, venant de l'ultra-gauche ; Pierre Sergent, ancien chef de l'OAS-métro. Rallie également une cohorte de jeunes énarques et autres diplômés, Jean-Yves Le Gallou, Bruno Mégret, Jean-Claude Bardet, Yvan Blot qui se sont connus au Club de l'horloge et ont été déçus dans leur tentative de rénovation du RPR ou du mouvement giscardien.

La faiblesse criante des relais médiatiques

Jean-Pierre Stirbois, qui a hérité de son expérience de militant « national-solidariste » une rigueur presque bolchevique, s'efforce de doter le mouvement en pleine croissance d'une organisation structurée. Des groupes annexes, orientés vers les milieux économiques, les femmes, les anciens combattants ou les jeunes, sont alors constitués. Malgré l'existence du quotidien catholique traditionaliste *Présent*, fondé par Bernard Antony et dirigé par le thomiste maurrassien Jean Madiran, ou de *National Hebdo*, initialement animé par Roland Gaucher, la presse de la mouvance nationale – à laquelle il convient de rajouter plusieurs titres indépendants comme *Rivarol* ou *Minute* – n'a toujours pas réussi à conquérir un marché en rapport avec l'ampleur des succès obtenus lors des consultations électorales. L'échec ultérieur, pour des raisons financières, du quotidien *Le Français*, pourtant conçu de façon moderne et intelligente par Charles Viller et Philippe Colombani, a confirmé cette faiblesse structurelle, qui peut handicaper à terme la progression d'un parti le plus souvent interdit d'antenne et privé de relais médiatiques largement ouverts à ses concurrents et adversaires. Chaque année, en septembre, depuis 1981, la fête populaire des Bleu-Blanc-Rouge se veut un pendant de la Fête de l'Humanité communiste et rassemble dans une ambiance bon enfant des milliers de militants et sympathisants en deux journées conviviales qui sont devenues, avec le défilé du 1[er] mai en l'honneur de Jeanne d'Arc, l'un des moments forts de la liturgie frontiste.

Plusieurs éléments paraissent cependant en mesure de compromettre les progrès du parti. Certains « notables » élus en 1986 prennent leurs distances pour rejoindre la droite traditionnelle. Les propos malheureux de Jean-Marie Le Pen qui, surpris par la question d'un journaliste, parle de *« détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale »* à propos des chambres à gaz, sont largement exploités pour le diaboliser, dans la perspective de la présidentielle de 1988. Des élections qui s'annoncent difficiles dans la mesure où la division de la droite (Jacques Chirac et Raymond Barre sont en compétition) peut encourager son électorat à voter « utile » dès le premier tour et à tenir à l'écart un candidat dont les chances peuvent paraître trop faibles.

Malgré le *« détail »*, Jean-Marie Le Pen obtient 4 300 000 voix et 14,4 % des suffrages exprimés le 24 avril 1988, au premier tour de la présidentielle. Un record historique pour la famille politique « nationale » avec des progrès spectaculaires en Picardie, dans la région Rhône-Alpes, dans le Var, dans l'Est, et des percées inattendues dans des départements comme le Morbihan, la Haute-Loire, le Tarn et

Voyage à l'intérieur du Front

Entretien avec Jean-Claude Bardet

Plus d'une trentaine de livres ont été consacrés au Front national, le plus souvent par des adversaires. La particularité de celui de Roland Gaucher, *La Montée du FN, 1983-1997* (Ed. Jean Picollec), c'est qu'il émane d'un ancien dirigeant du mouvement, dans l'intention avouée de dénoncer des erreurs ou des fautes. La personnalité de M. Gaucher donne du poids à son témoignage. D'autant que ce livre apparaît comme la première tentative de réflexion critique écrite de l'intérieur. Membre du bureau politique du FN, conseiller régional de Lorraine et directeur d'*Identité*, revue doctrinale du Front, M. Jean-Claude Bardet a accepté de répondre aux questions suggérées par ce livre.


DR

Enquête sur l'histoire : M. Gaucher n'est pas n'importe qui. Ancien membre du bureau politique du FN, ancien député européen et ancien conseiller régional de Franche-Comté, il a été longtemps directeur de *National Hebdo*. Il se présente lui-même comme un vieux militant des luttes nationales et comme un bon connaisseur des méthodes d'action du parti communiste qu'il prend souvent comme exemples. Avez-vous lu son livre ?

Jean-Claude Bardet : Je connais un peu Roland Gaucher pour l'avoir rencontré dans le cadre des activités de l'Institut d'études occidentales il y a une trentaine d'années, puis dans les arcanes du Front national. Bien entendu, j'ai lu son livre avec attention. Il m'est apparu comme un ouvrage écrit à la diable, destiné plus à régler des comptes personnels qu'à témoigner de façon objective. Du coup, les considérations critiques s'en trouvent contestables, sinon fausses.

ESH : Nous avons cependant relevé sous sa plume des jugements formulés avec clarté, ainsi : « *La force du Front, c'est en partie le charisme de son leader* » et le dévouement de ses « *militants de base* », mais « *sa grande faiblesse c'est aussi le tempérament du même homme, et le culte insensé dont il est l'objet de la part d'une flopée de courtisans* ». Pour M. Gaucher, « *Il a toujours été impossible d'ouvrir un débat vraiment authentique à l'intérieur du parti* ». Qu'en pensez-vous ?

J-C B : Sans Jean-Marie Le Pen, le Front national n'aurait jamais existé. Toute critique bute sur ce fait irréfutable qui mérite toute notre admiration pour son auteur. Ceci étant, qu'il y ait au Front national des courtisans ne me paraît pas constituer un scoop. C'est le lot de toutes les structures humaines à tel point que c'est l'inverse qui serait anormal. Quant au débat interne, il est aussi possible que dans n'importe quel autre mouvement politique ; la meilleure preuve est que je réponds volontiers à vos questions. L'une des originalités du Front par rapport aux partis de la classe politique réside par contre dans le dévouement exceptionnel de ses militants, leur capacité de sacrifice et de souffrance au service de leurs idées.

ESH : Prenant acte de l'élection présidentielle de 1995 à l'occasion de laquelle M. Le Pen est arrivé en tête des votes ouvriers avec 27 % contre 20 % à M. Jospin, 17 % à M. Hue et 8 % à Mme Laguiller, Roland Gaucher ajoute : « *La force montante en faveur du Front, c'est celle de la classe ouvrière et des chômeurs. Or, c'est peu dire que cette force est mal représentée à l'intérieur du Front : elle ne l'est pas du tout* ». Le FN, dit-il, souffre d'une « *grave contradiction interne* » qui oppose « *un électorat de plus en plus populaire à une direction bourgeoise* ». Est-ce exact ?

J-C B : Il est exact que, par son électorat, le Front est devenu le premier parti ouvrier de France. Cela s'explique. L'alignement des gouvernements de gauche et de droite sur Maastricht, le monétarisme rigide et la soumission au libre-échangisme ont des effets catastrophiques sur l'économie française et donc sur l'emploi. Les ouvriers et employés du secteur privé sont frappés de plein fouet par cette politique aberrante dont le parti communiste est solidaire. Le Front national est le seul à l'avoir constamment dénoncée et à avoir fait des propositions claires en faveur d'une autre politique. N'oubliez pas non plus que ce sont les catégories les plus défavorisées qui sont victimes de l'immigration, à la fois dans les banlieues et les quartiers pudiquement appelés « *difficiles* », mais aussi dans le domaine de l'emploi. Les Français qui souffrent et se sentent trahis par toute la classe politique, qui de surcroît se font insulter par les grands médias, ceux-là savent que le Front est le seul à les défendre et à faire entendre leur voix. Je n'ai pas de statistiques sur le nombre de militants et de responsables d'origine ouvrière dans notre mouvement, mais je suis bien placé pour savoir qu'il y en a, et je souhaite que l'on fasse le maximum pour qu'il y en ait toujours plus.

PROPOS RECUEILLIS PAR GUY CHAMBARLAC

Garonne, la Savoie, la Seine-Saint-Denis ou le Val-de-Marne. 27 % des petits patrons de l'industrie et du commerce, mais aussi 19 % des ouvriers ont voté pour Jean-Marie Le Pen. Le fonds « poujadiste » demeure présent mais le Front national s'attache aussi durablement de nouvelles couches sociales. Malgré de nombreux gestes en direction de l'électorat frontiste (Pasqua dit *« partager les mêmes valeurs »*), et le refus exprimé par Le Pen de voter pour le *« pire »* (Mitterrand), au second tour, 57 % seulement des électeurs, dont les voix se sont initialement portées sur le chef du FN, se tournent vers Chirac et 27 % vers Mitterrand alors que 16 % s'abstiennent ou se réfugient dans le vote blanc ou nul. Des choix qui révèlent le caractère composite de l'électorat frontiste, et qui montrent bien que le mouvement ne peut être réduit à une simple « droite de la droite ».

Ce brillant essai ne peut être transformé aux législatives qui suivent car la majorité RPR-UDF de 1986-1988 s'est empressée de rétablir un mode de scrutin majoritaire qui, accompagné d'un découpage électoral établi sur mesure par Charles Pasqua, enlève au Front national tout espoir d'obtenir des sièges. Ses candidats n'en devancent pas moins ceux de la droite dans 124 des 555 circonscriptions, mais seule Yann Piat est finalement élue dans la 3e du Var... avant de quitter le parti pour rejoindre la droite locale quelques mois plus tard. Chargé d'organiser la campagne présidentielle de Jean-Marie Le Pen, Bruno Mégret se voit promu aux fonctions de délégué général alors que Carl Lang accède au secrétariat général après la mort accidentelle, en novembre 1988, de Jean-Pierre Stirbois.

Les élections municipales de 1989, difficiles pour un parti dépourvu de « notables » enracinés, confirment les progrès antérieurs. Les bons résultats (11,8 % des voix) obtenus lors des européennes témoignent d'une progressive « nationalisation » des scores du Front. Mais la diabolisation entretenue par la pression médiatique va de pair avec ces résultats encourageants. On se déchaîne contre le douteux calembour *« Durafour-crématoire »*, alors que Claude Autant-Lara, élu aux européennes, tombe dans le piège que lui tendent les journalistes de *Globe*, soucieux d'alimenter contre le Front l'accusation d'antisémitisme... Les sondages sont alors moins favorables et l'absence de perspectives électorales à court terme semblent condamner le Front, qui n'a pas d'élus au parlement, à une certaine impuissance. C'est à ce moment que l'affaire



DR

En marge du Front, se développe spontanément dans la jeune génération le phénomène nouveau et multiplicateur du « rock identitaire ». Plusieurs groupes enregistrent déjà des CD.* Vae victis *qui emprunte parfois aux musiques populaires irlandaises,* In Memoriam, *dans un style plus noir et provoquant. D'autres encore.

du « foulard islamique », largement relayée par les médias, va favoriser l'élection à Dreux, lors d'une consultation partielle, de Marie-France Stirbois avec 61 % des voix au second tour. Elle sera seule à représenter le Front au Palais-Bourbon de 1989 à 1993. Au même moment, les 47 % de voix obtenues au second tour à Marseille par Marie-Claude Roussel témoignent d'un rapide rétablissement de l'influence frontiste. Au printemps suivant, le congrès de Nice donne l'image d'un parti en pleine ascension que l'institut BVA crédite de 18 % d'intentions de vote...

Le choix gaullien du chef frontiste

Le rejet du système va grandissant et le Front peut espérer en tirer de sérieux dividendes électoraux. Cette ascension est brutalement interrompue par l'affaire de la profanation du cimetière juif de Carpentras, le 10 mai 1990. Le Front national n'a rien à voir avec cette affaire abjecte, mais il est dénoncé avec une violence extrême comme le pourvoyeur des idées et des sentiments qui l'ont rendue possible. Dans les mois qui suivent, les sondages révèlent un nouvel accès de méfiance.

La guerre du Golfe n'arrange pas les choses. Une partie de l'électorat frontiste approuve en effet l'intervention américaine contre l'Irak, alors que Jean-Marie Le Pen se donne une stature d'homme d'État ramant à contre-courant. Définissant une politique européenne en rupture avec celle des États-Unis, il déclare que la France n'a *« rien à faire dans ce boutre »*, puis il se rend même à Bagdad pour y rencontrer Saddam Hussein, et obtenir la libération de quarante-cinq otages français. Donnant partiellement raison au choix très « gaullien » du chef frontiste, l'opinion va évoluer sensiblement sur cette question mais les perspectives n'en demeurent pas moins bouchées pour un Front national isolé, fort du seul dévouement de ses militants et de la fidélité d'un électorat que les campagnes de diabolisation médiatique ne parviennent pas à réduire.

Sept ans après le *« tonnerre de Dreux »*, le *« feu de paille »* décrit par certains analystes

DES CLÉS POUR UNE ASCENSION

Quelle que soit la part des militants sans qui ce mouvement n'aurait pu exister, c'est à la personnalité combative et charismatique de son fondateur que le Front national doit principalement d'être ce qu'il est, en raison notamment du rôle « pédagogique » de son comportement.

Un facteur de la permanence du Front est cependant ignoré des observateurs. Les campagnes de diabolisation, la partialité des médias, les manipulations électorales, les insultes contre les électeurs et les militants, la multiplication des procès, bref, l'exclusion visant le Front national et dont il n'existe pas d'exemple dans une démocratie, a contribué plus que tout à fonder l'identité du mouvement, développant une psychose du martyr qui est un ciment capable de transcender les oppositions des personnes et les divergences d'idées, tout en favorisant la fidélité de l'électorat.

Par-delà toutes les supputations conjoncturelles, la montée du FN, malgré ses carences et malgré les coups d'adversaires disposant du pouvoir d'État et du monopole médiatique, signifie qu'il répond à des besoins vitaux inscrits dans une réalité sociale durable. Contrairement à tant d'autres mouvements politiques de masse plus ou moins éphémères, la permanence du Front reflète cette réalité qui se traduit par trois révoltes additionnées. Une révolte sociale contre la précarité du travail, la fin des solidarités et l'étranglement bureaucratique. Une révolte ethnique contre une immigration extra-européenne ressentie comme une invasion. Une révolte politique contre des élites disqualifiées, aveugles et arrogantes. Étant le seul à parler et à agir au nom des « indigènes », des Français qui souffrent et se sentent exclus dans leur propre pays, le Front, s'il ne commet pas d'erreurs majeures, a certainement de beaux jours devant lui.

brûle toujours et il suffit d'un contexte porteur pour qu'un souffle nouveau vienne le relancer. La déconsidération de la classe politique et les troubles violents dans certaines banlieues – aux Minguettes et à Mantes-la-Jolie, notamment – vont relancer la dynamique protestataire.

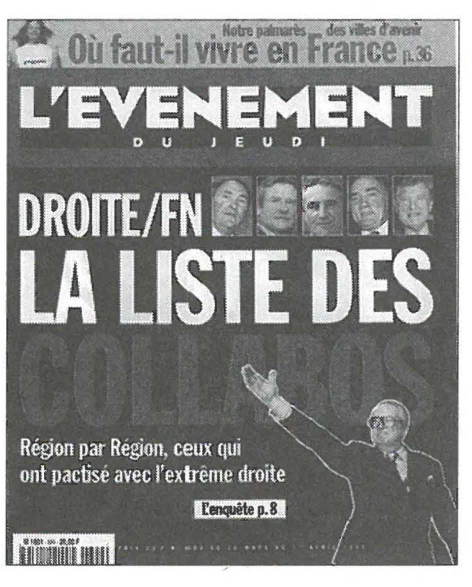
Aux élections régionales du 22 mars 1992, les listes du FN remportent 13,5 % des voix contre 9,5 % six ans plus tôt et seuls 20 départements donnent des résultats inférieurs à 10 %, contre 66 en 1986. Le référendum sur le traité de Maastricht (20 septembre 1992) ne permet pas de comptabiliser les voix du FN mêlées à celles d'autres partisans du « non », mais les sondages révèlent que son électorat a été particulièrement homogène dans cette consultation, dont il sera logiquement le principal bénéficiaire au fil des années, étant le seul à persévérer dans la défense sans faille de la souveraineté nationale.

Les législatives de mars 1993, qui voient un effondrement général de la gauche, sont l'occasion pour les candidats du Front d'être présents au second tour dans une centaine de circonscriptions, le plus souvent contre le candidat de la droite classique. Un succès incontestable malgré le mode de scrutin majoritaire qui interdit tout espoir d'accès à l'Assemblée nationale.

Les européennes de juin 1994 constituent une rude épreuve dans la mesure où la liste frontiste est concurrencée par celle de Philippe de Villiers – qui s'est fortement engagé contre l'Europe de Maastricht – et par celle de Bernard Tapie, téléguidé depuis l'Élysée par François Mitterrand pour faire de la surenchère populiste autant que pour torpiller la liste socialiste conduite par Michel Rocard. Avec 10,9 % des voix, le Front sauve les meubles, sans plus. Mais si l'on additionne ses voix à celles de Villiers, qui défend un programme analogue sur un mode plus rassurant, on obtient près de 25 % des suffrages, ce qui fait réfléchir.

L'élection présidentielle d'avril 1995 va donner au leader du Front une éclatante revanche. Avec 15 % des voix, il améliore ses scores antérieurs alors que les deux candidats de la droite classique, Jacques Chirac et Édouard Balladur, sont devancés par Lionel Jospin et piétinent l'un et l'autre en dessous de la barre des 20 %. Rassemblant 19 % des moins de vingt-cinq ans, Le Pen a des raisons de penser que l'avenir lui sourit.

Jacques Chirac est élu au second tour mais, cette fois encore, une partie des suffrages lepénistes lui a fait défaut, Jean-Marie Le Pen



Exemple d'interprétation médiatique des élections régionales de 1998. L'allusion rituelle à Vichy ou au nazisme est de règle.

ayant laissé en quelque sorte liberté de vote à ses électeurs. Alors que la présidentielle de 1988 avait été suivie de l'échec frontiste aux législatives, celle de 1995 voient le parti de Jean-Marie Le Pen confirmer sa progression aux municipales de juin. On attendait Bruno Mégret à Vitrolles. Il y échoue de peu dans un duel contre le socialiste sortant, mais Toulon, Orange et Marignane se donnent, à la faveur de triangulaires, une municipalité Front national. Un succès confirmé le 9 février 1997, malgré une intense campagne de diabolisation, quand l'épouse de Bruno Mégret est finalement élue maire de Vitrolles à la faveur d'une consultation partielle, son mari étant provisoirement inéligible. En dépit de la pression médiatique, des manifestations de rue de l'ultra-gauche et de la multiplication des poursuites contre la presse frontiste, le parti poursuit son implantation, largement confirmée aux législatives de juin 1997 où il progresse partout, notamment là où il a enlevé des municipalités. Jean-Marie Le Chevallier, le maire de Toulon, est même élu député... avant d'être invalidé, pratique désormais fréquente contre les élus frontistes. Jean-Marie Le Pen est lui-même condamné à une peine d'inéligibilité temporaire à la suite d'un incident mineur survenu à Mantes au cours de la campagne des législatives. Survenant après la folle dissolution décidée par Chirac, les législatives de mai-juin 1997, qui ramènent la gauche au pouvoir, ont laissé la droite affaiblie, divisée et démoralisée comme jamais. Situation nouvelle que le Front va exploiter avec une habileté consommée. Vis-à-vis de la droite, le parti lepéniste avait jusque-là pratiqué deux tactiques différentes. Des législatives de 1988 aux présidentielles de 1995, il s'était efforcé de nouer des accords. Inversement, des présidentielles de 1996 aux législatives de 1997, la droite ayant tous les pouvoirs, il a joué la rupture, y compris dans la rue. Après les législatives de juin 1997, tous ses efforts visent à faire éclater la droite pour obtenir une recomposition à son avantage. C'est la tactique efficacement mise en œuvre aux élections régionales de 1998 qui voient le Front augmenter le nombre de ses élus tandis que la droite est obligée de passer des accords locaux avec lui pour conserver plusieurs régions. Avec un potentiel de 15 % des suffrages, le Front avait la partie belle face à une droite traumatisée par la déroute des élections législatives anticipées de 1997. Il était en position de la contraindre à choisir entre deux positions : se rapprocher de lui pour conserver ses présidences de région, ou livrer celles-ci à une gauche minoritaire. Dans les deux cas de figure, le Front sortait renforcé. Tout accord faisait sauter la tactique d'exclusion adoptée contre lui par le RPR-UDF. En cas de refus, le Front bénéficiait de la colère d'électeurs et d'élus obligés par leurs chefs de donner à la gauche des présidences que les suffrages lui avaient refusées. *« En participant activement depuis quinze ans à la diabolisation d'un parti sans lequel elle est désormais hors d'état de gagner,* écrira Dominique Jamet, [la droite] *a ourdi le piège diabolique dans lequel elle est aujourd'hui ligotée ».* Soutenus par le président Chirac, les états-majors parisiens ordonnent donc aux élus locaux d'accorder à la gauche la victoire qu'elle exige.

Le séisme historique des régionales 1998

L'élection de cinq présidents de région avec les voix FN est saluée par des commentaires apocalyptiques. Les uns parlent de *« séisme historique »* (Adler), voire d'*« assassinat de la République »* (Benamou). On assiste à une montée aux extrêmes qui conduit à utiliser la rue contre des élus et fait écrire à un Jean-François Kahn qu'il faut *« faire reculer la bête »*, à un Gilles Trotjmann que les électeurs du Front ne sont que *« des ordures et des lâches »*, ou à l'écrivain Jean Vautrin qu'il faut contre *« le fascisme »* en appeler à *« une haine absolue »*. Ces appels à la haine pour *« lutter contre la haine »* ont fait dire à Alain Finkielkraut que ces discours et les actes qui ont suivi ne sont rien d'autres que totalitaires. Et le philosophe d'ajouter au sujet du discours des élites sur l'immigration : *« L'antiracisme tend à devenir aujourd'hui un signe extérieur de richesse ou d'appartenance aux beaux quar-*



Une partie de l'équipe dirigeante. De gauche à droite, Bruno Mégret, Marie-France Stir-ois, Jean-Marie Le Pen, Jean-Yves Le Gallou et Bruno Gollnisch.

ers. Au lieu de culpabiliser à tour de bras, il udrait mieux s'interroger sur la fuite vers le N d'une grande partie de l'électorat popu-ire. » Bonne question, en effet.

Quinze ans après les débuts de son ascen-on, le Front demeure une énigme pour ses ombreux adversaires, incapables d'imaginer ue le monde a changé depuis les années tren-et la Seconde Guerre mondiale. Ils s'achar-ent à dénoncer en lui une nouvelle figure du scisme toujours renaissant sans percevoir la ofonde originalité d'un phénomène qui paraît, certes, comme l'héritier d'une certai-tradition des droites radicales mais qu'il est u sérieux de réduire à cela. La simple struc-re des classes d'âge de l'électorat frontiste, s jeune dans son ensemble, confirme ctualité de ses motivations. L'importance s votes ouvriers, dont beaucoup allaient lis au parti communiste, montre aussi que le énomène échappe à toutes les catégories tra-ionnelles.

On peut difficilement considérer comme fascistes » un discours anti-étatique, la vendication à plus de vraie démocratie et un ionalisme purement défensif. Si un qualifi-if semble convenable, c'est bien celui de opuliste » quel que soit la connotation péjo-ive que certains veulent donner à ce mot.

Même s'il véhicule une symbolique et des mes dont la généalogie appartient aux ites, le Front national n'en apparaît pas ins comme un phénomène politique radica-ent nouveau, face à des partis, à des mmes politiques et à des lobbies intellec-ls manifestement dépassés par l'immense e de civilisation que la France et l'Europe tagent avec tous les pays développés en e fin du XXe siècle. Face aux menaces ltiples des puissances et des intérêts qui ssent au mondialisme avec le soutien des ises, le Front national représente la force principale d'une résistance identitaire, ce qui explique en partie la violence des attaques dont il est l'objet. Lui-même peut prêter souvent le flanc aux critiques et il n'est pas exempt de contradictions, ainsi quand il se réfère sans nuances à un nationalisme jacobin qui porte en lui-même la dissolution des peuples et nations organiques auxquels le Front est en principe attaché.

On ne peut en tout cas se pencher sur la nature du phénomène sans réserver une place privilégiée au leader du mouvement. Condamné à une longue traversée du désert de par son tempérament fougueux et sa fidélité à ses convictions, Jean-Marie Le Pen a su rebondir de manière totalement inattendue, se haussant avec naturel au rôle de premier plan que l'histoire lui offrait. De la nébuleuse de groupuscules qui constituait, jusque dans les années quatre-vingt, la droite radicale, il a su faire une force dynamique qui est devenue le centre stratégique de la politique française, au point de se poser désormais comme une véritable alternative de gouvernement.

Une perspective prise au sérieux par certains adversaires lucides, tel François de Closets qui, dans son dernier livre, *Le Compte à rebours* (Fayard), estime inéluctable l'arrivée du FN au pouvoir si l'État ne s'attaque pas aux causes profondes de sa progression.

Il faut remarquer que la diabolisation systématique orchestrée par les grands médias, les groupes de pression et la classe politique, se révèle un puissant facteur de cohésion et de solidarité. C'est pourquoi, quand il se produira, le retrait de Jean-Marie Le Pen, toujours très vert malgré son âge, n'entraînera sans doute pas le déclin d'un parti qui apparaît très en phase avec les problèmes majeurs de la société française. On peut penser que la relève s'opérera, quelles que soient les luttes de tendances et les rivalités personnelles, car le mouvement est solidement installé et il compte des dirigeants aguerris par des luttes particulièrement difficiles. Ses scores électoraux, son implantation nationale et la notabilisation progressive de ses leaders locaux en font une force incontournable. En tout état de cause, les circonstances commanderont les mutations inéluctables d'un parti qui est aujourd'hui exclu du système et jouit pour cette raison de la capacité de se poser à terme comme l'un des éléments majeurs d'une « grande alternance ».

Ph. C.

LES DROITES EN FRANCE
BIBLIOGRAPHIE

– *Les Droites en France*, par René Rémond (Aubier 1963, dernière édition, 1982). Ouvrage célèbre, mais vieilli.

– *Histoire des droites en France*, sous la direction de Jean-François Sirinelli. (3 volumes. Gallimard, Paris, 1992). Une montagne où se glanent quelques pépites.

– *Le Nationalisme français. Anthologie, 1871-1914*, par Raoul Girardet. (Le Seuil – Point-Histoire, Paris, 1983). Incontournable sur le sujet.

– *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, par Zeev Sternhell. (Le Seuil, Paris, 1983). Essai brillant et tendancieux, « *le plus a-historique qui soit* » disait Raymond Aron. L'auteur ne replace jamais les hommes ou les idées dans le contexte des événements, ce qui permet de leur faire dire n'importe quoi.

– *L'anarchisme de droite dans la littérature contemporaine*, par François Richard (PUF, Paris 1988). Intéressant. A lire en parallèle avec l'introuvable et drôle *Complexe de droite* par Jean Plumyene et Raymond Lasierra (Flammarion, 1968).

– *Le Symptôme Le Pen*, par Pascal Perrineau. (Fayard, Paris, 1997). L'histoire, l'évolution et la signification du FN à travers l'analyse fouillée des sondages et des résultats électoraux.

– *Enquête au cœur du Front national*, par Géraud Durand (Jacques Grancher, 1996). Documenté.

– *La France blafarde. Une histoire politique de l'extrême droite*, par Jean-Christophe Cambadélis et Éric Osmond. (Plon, Paris, 1998). Ouvrage très hostile, mais souvent perspicace.

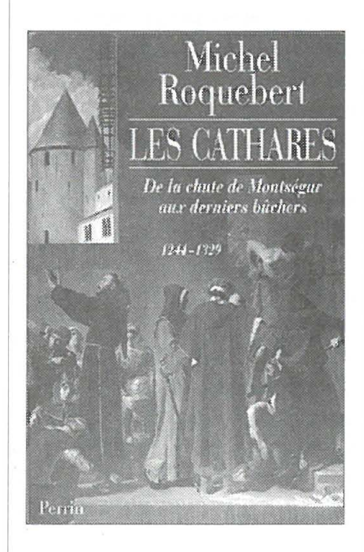
– *Par-delà droite et gauche*, par Arnaud Imatz. (Godefroy de Bouillon, Paris, 1996). Sur les différents courants d'idées des droites radicales et leur évolution, un ouvrage honnête, complet et actuel.

Livres



Les Cathares De la chute de Montségur aux derniers bûchers
par Michel Roquebert

Spécialiste incontesté du catharisme, Michel Roquebert nous propose aujourd'hui le cinquième volume d'une *Épopée cathare* entamée en 1970. Il aborde ici la période la plus mal connue de cet épisode dramatique de l'histoire occitane car, pour beaucoup, l'aventure religieuse du catharisme se termine en mars 1244, quand le sénéchal Hugues des Arcis parvient à s'emparer de Montségur. L'exécution des « parfaits » réfugiés dans la fameuse forteresse semble alors marquer la fin d'une hérésie qui a fourni au roi de France le



prétexte d'une conquête en bonne et due forme du Midi languedocien. Il n'en est rien car les derniers fidèles de la foi cathare vont prendre le maquis, chercher refuge dans les forêts des hautes vallées ariégeoises et y maintenir des foyers de résistance jusqu'en 1329, date des derniers bûchers. Les derniers parfaits seront pourchassés pendant plusieurs décennies car ils bénéficieront de nombreuses complicités dans la population. L'Inquisition, au sein de laquelle s'illustrent particulièrement le futur pape Benoît XII et le sinistre Bernard Gui, aura fort à faire pour venir à bout de l'hérésie et les Dominicains verront même contester leurs méthodes par leurs rivaux franciscains. Ce qui vaudra à Bernard Délicieux, devenu le défenseur des victimes, de mourir en prison après avoir été torturé. Condamné au « Mur strict » à Carcassonne, il vécut la fin de sa vie les chaînes aux pieds, nourri d'eau et de pain sec, pour avoir protesté contre la terreur inquisitoriale... L'appareil de notes, la bibliographie et l'index témoignent d'une érudition sans faille.

Perrin. 580 pages, 149 F.

Ph. C.

Thomas Münzer ou la guerre des paysans
par Maurice Pianzola

En mars 1525, quarante mille paysans insurgés tiennent les campagnes d'Allemagne, démolissent un millier de châteaux forts et s'emparent de leurs richesses. C'est le fameux *Bundschuh* pour lequel Albrecht Dürer eut des sympathies. Un mouvement qui s'enflamme de la Saxe jusqu'à l'Alsace et qui reste largement ignoré du public français. L'un de ses chefs se nomme Thomas Münzer. Ses discours enflammés inquiètent depuis longtemps Luther et les princes de l'Empire germanique. Ses paroles s'inspirent de l'Évangile. Ses compagnons furent massacrés par milliers à Lupstein, Scherwiller et ailleurs. Münzer mourut la tête tranchée sur le billot. L'auteur s'attache à retracer le destin de ce personnage essentiel de l'histoire allemande que les communistes allemands revendiquèrent comme un des leurs et à propos duquel Heine disait : *« Luther avait tort, et Thomas Münzer raison ... »*. Puisée aux meilleures sources, son évocation empreinte d'une évidente sympathie est précédée d'un texte de Raoul Vaneignen intitulé *« Ils ont de pauvres mots plein la gueule, mais leur cœur est à cent mille de là... »*, formule qui figure dans le *Manifeste du 1er novembre 1521* de Münzer.

Ludd. 276 pages, 145 F.

J.-J. M.

Chemins d'étoiles

Cette nouvelle revue, dont le deuxième numéro est paru en mai, est née de la volonté de marier l'histoire à l'aventure spirituelle et aux diverses itinérances qui attirent chaque année des milliers de marcheurs et de pèlerins sur les routes de Compostelle, sur les chemins des Sept Saints bretons ou sur la voie Regordane qui relie le Puy-en-Velay à Saint-Gilles-du-Gard. Le chemin vécu comme une découverte et comme une ascèse, celui du Moyen Âge chrétien comme celui des millénaires antérieurs. Une démarche originale, appuyée sur une réalisation soignée, en vue de voyager intelligemment et de découvrir des terroirs oubliés, héritiers des plus longues mémoires.

Chemins d'étoiles. Nombreuses photos noir et blanc et couleur, 54 pages, 35 F.
A commander au 32, rue Pierre-Nicole 75005 Paris.

Ph. C.

Les deux patries Essai historique sur l'idée de patrie en France
par Jean de Viguerie

Spécialiste de l'histoire religieuse et auteur de travaux majeurs consacrés à l'éducation pendant l'Ancien Régime, Jean de Viguerie nous a donné il y a peu un *Dictionnaire du siècle des Lumières* (collection Bouquins, Robert Laffont) devenu aujourd'hui une référence incontournable. Il récidive avec *Les deux patries*, un essai dans lequel il s'attache à l'étude historique d'une notion appelée à jouer depuis deux siècles un rôle déterminant dans notre histoire nationale. Après avoir recherché dans les textes médiévaux l'amour d'une France que Charles d'Orléans définit comme *« le trésor de noblesse »*, l'auteur montre que, paradoxalement, les clercs réintroduisent l'idée romaine d'une patrie supérieure à tout, idée que la royauté se renforçant exploite à son profit. La monarchie absolue confirme cette évolution et c'est *« dans le service du roi et dans le bonheur de l'État que* – selon Bossuet – *le grand Condé met sa gloire... »*. Déjà l'État s'est substitué à la France charnelle, à la « douce France » chantée par les poètes du Moyen Âge et de la Renaissance. Ainsi, dès le XVIIe siècle, le *Dictionnaire* de Richelet affirme que *« le sage n'a proprement point de patrie »* et que *« la patrie est partout où l'on est bien »*, que *« les Anciens étaient sottement infatués de l'amour de leur patrie. »* Nous sommes déjà loin du patriotisme de devoir mis en œuvre par Jeanne d'Arc. Les libertins cyniques du XVIIe attendent de la patrie qu'elle soit simplement le lieu *« où l'on peut vivre commodément et à son aise »*. Peu après, Fénelon explique que *« chacun doit infiniment plus au genre humain, qui est la grande patrie, qu'à la patrie particulière dans laquelle il est né. »* Formulation d'un cosmopolitisme chrétien qui prépare celui des Lumières, illustré par les propos de d'Aguesseau, Voltaire ou Jaucourt. A la fin du XVIIIe, l'idée de patrie se confond avec celle du bonheur et des droits de l'homme et la France réelle n'a plus grand-chose à voir avec elle. Une métamorphose qui trouve dans la Révolution les développements que l'on sait. Exclusif, fanatique et xénophobe, le patriotisme jacobin va mettre le feu à l'Europe sous prétexte de libérer les « esclaves » des tyrans. Rien ne doit résister à la guerre sainte menée par la nouvelle religion universelle et les récalcitrants se voient dénier le droit à l'existence. Pour Couthon, *« il ne s'agit pas de punir les Vendéens, mais de les anéantir... »*. Ce patriotisme jacobin ne disparaît pas avec la fin de la parenthèse révolutionnaire, il se survit bien au-

delà de l'épopée napoléonienne. La guerre de 1870 et la perte de l'Alsace-Lorraine vont être l'occasion, pour le patriotisme républicain incarné par un Gambetta et, plus tard, par un Clemenceau d'appeler à de nouvelles « guerres du droit » mais ce que montre Jean de Viguerie, c'est que l'adhésion à leur discours est maintenant générale. La France catholique s'y est ralliée et *« le mourir pour la patrie »* révolutionnaire est maintenant assimilé au martyre chrétien. La contre-révolution elle-même – dont Maurras est le dernier avatar – rejoint les farouches républicains dans la haine du « Boche ». L'auteur analyse ainsi les méfaits du jacobinisme, perversion idéologique des sentiments naturels d'amour du pays et de devoirs envers lui qui s'étaient exprimés dans l'ancienne France, avant la monarchie absolue et son culte de l'État. Jean de Viguerie analyse enfin, sur un mode pessimiste, les tendances des dernières décennies, en montrant que le patriotisme révolutionnaire exclusivement idéologique et coupé du corps vivant de la nation se débarrasse de celle-ci en la dissolvant dans une « humanité » irréelle, imaginée voici deux siècles par les penseurs des Lumières. Un travail utile pour comprendre les interrogations d'aujourd'hui. On peut lire en parallèle le *Que sais-je ?* n° 3346 (*La Patrie*) de Raymond Chevallier, consacré au même sujet, mais souvent à partir d'autres sources et dans une autre perspective.

Dominique Martin Morin, 53290 Bouère. 280 pages, 152 F.

Ph. C.

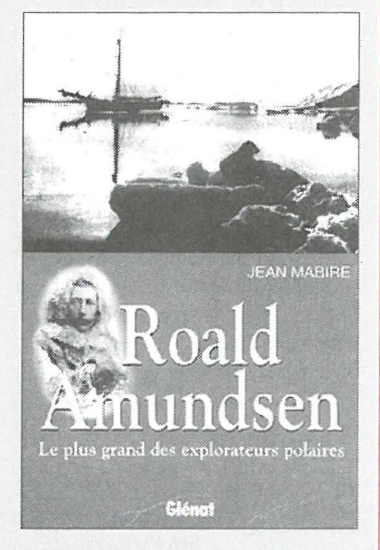
La fortune du colbertisme État et industrie dans la France des Lumières
par Philippe Minard

Depuis trois siècles le « colbertisme » (qui n'est qu'un moment du mercantilisme) sert de repoussoir aux tenants du libéralisme et de modèle à ceux du dirigisme. Le livre de Philippe Minard, modifie l'axe de cette polémique en faisant sortir de l'ombre le corps des inspecteurs des manufactures royales. C'est passionnant sur l'évolution des politiques économiques de l'Ancien Régime et la vie de ceux chargés de les mettre en œuvre. On voit naître une administration économique avec des agents dégagés des offices, pas encore recrutés sur concours mais avec examen pour vérification des compétences, une grille de carrière, un tableau d'avancement, au mérite, une simili-retraite. D'abord intéressés aux bénéfices des entreprises qu'ils contrôlaient, ils deviennent peu à peu salariés de l'État. Au-delà du maintien et de l'amélioration de la qualité, soucis constants, ils s'intéressent au développement industriel des régions, prônent le désenclavement industriel et épousent la cause de la croissance, ce qui les met en contradiction avec leur vocation d'origine. Car le système colbertiste avait toute son efficience lorsqu'il s'agissait du secteur textile haut de gamme destiné à l'exportation. Lorsque le secteur économique se diversifiera, les inspecteurs ne seront plus vus que comme des agents du *« carcan gothique »* des réglementations dénoncé au XVIII[e] et qui aboutira à leur suppression en 1791. Mais on peut survivre bien au-delà d'une disparition. En 1786 un entrepreneur leur demandait *« Laissez-nous faire, protégez-nous beaucoup »*. Qui nierait que ce ne soit encore un cri fort actuel ?

Fayard. 480 pages, 160 F.

A. R.

Roald Amundsen. Le plus grand des explorateurs polaires
par Jean Mabire



Historien militaire et chantre de l'héritage normand, Jean Mabire s'est aussi consacré, depuis de nombreuses années, à l'histoire des explorations polaires. Directeur dans les années soixante-dix, de la collection « Aventures maritimes », il a été, au début des années quatre-vingt, l'une des chevilles ouvrières du volume « polaire » de l'encyclopédie *Découvreurs et conquérants*. Il renoue depuis quelque temps avec une passion qui ne s'est jamais démentie puisqu'il s'attache aujourd'hui – après un *Béring* à faire revivre l'étonnante figure de Roald Amundsen, le vainqueur du passage du Nord-Ouest, le premier homme à fouler la glace du pôle Sud. Après s'être initié au froid et à la glace dans le massif du Telemark, il fait ses premières armes au cours de l'expédition de Gerlache dans l'Antarctique et réalise alors le premier hivernage dans les glaces australes mais c'est au nord de l'Amérique, là où de multiples expéditions ont échoué, qu'il va, sur son *Gjoa*, trouver dans les glaces de l'archipel arctique canadien, la voie qui le conduira jusqu'aux eaux de la mer de Beaufort. Parfaitement adapté, à l'image de son prédécesseur Nansen qui apparaît comme un modèle, au monde rigoureux des glaces, il va accumuler une expérience de cet environnement hostile qui, malgré les expéditions antérieures, fera cruellement défaut à son rival Robert Falcon Scott, disparu tragiquement au retour de sa course malheureuse vers le pôle Sud. Mais Amundsen lui-même n'échappera pas à une fin tragique. Parti en hydravion à la recherche du dirigeable d'Umberto Nobile naufragé sur la banquise arctique, il disparaîtra dans la mer de Barentz. Jean Mabire nous raconte, avec le talent narratif qu'on lui connaît, cette destinée exceptionnelle et, après *Béring*, le lecteur espère que ces deux biographies marqueront le début d'une série dans laquelle l'auteur nous fera revivre, de Dumont d'Urville à Nansen, de Peary à Rasmussen, la fantastique épopée de ceux qui ont découvert les étendues superbes et terribles de l'univers polaire.

Glénat. 250 pages 120 F.

Ph. C.

La guerre de 14-18 racontée par un Allemand
par Werner Beumelburg

L'auteur de cette histoire allemande de la Première Guerre mondiale n'est pas n'importe qui. Né en 1899, mort en 1963, il est de la génération d'Ernst Jünger qu'il a bien connu. Engagé à 16 ans, en 1916, juste après la première bataille de Verdun, promu officier sous les obus, il n'a pas acquis sa connaissance de la guerre dans la poussière des archives. Peu après la fin du conflit, il devient en 1921 rédacteur en chef de la *Deutsche Soldatenzeitung* au ministère de la Reichwehr. C'est le début d'une longue carrière dans la presse et l'édition qui fait de lui l'une des figures majeures du « nationalisme soldatique » durant la grande décennie de la Révolution conservatrice. Son histoire de la guerre, terminée en 1929, avait été traduite par le lieutenant-colonel Koeltz et publiée par Payot en 1933. C'est elle que Bartillat a eu la bonne idée de ressusciter. Ainsi découvre-t-on le plus terrible des conflits du point de vue allemand. Au récit de l'histoire, Beumelburg ajoute ce qu'il a en propre comme écrivain, l'aptitude à recréer la vie, tant au niveau du commandement que des combattants ou de la population. Un livre empreint d'un patriotisme tragique.

Bartillat. 537 pages, 150 F.

D. V.

La Fin tragique des Romanov
par Pierre Lorrain

Spécialiste de la Russie, Pierre Lorrain nous livre une synthèse définitive, éclairée par la mise à jour récente des archives soviétiques, sur les derniers moments de la famille impériale russe. Alors que les restes des malheureuses victimes de la révolution bolchevique, clairement identifiés par les analyses génétiques, sont sur le point de retrouver une véritable sépulture, la reconstitution du long calvaire enduré par le tsar et les siens se révèle particulièrement émouvante. Cet ouvrage est aussi l'occasion de dissiper certains des mythes qui entourèrent longtemps la fin tragique des Romanov.

Bartillat. 350 pages, 120 F.

Ph. C.

L'Europe brisée
par Daniel Halévy

Le livre est sous-titré *Journal de la guerre 14-18.* Préfacé par Jean-Pierre Halévy, il publie les notes que Daniel Halévy consignait irrégulièrement au fil des jours. Âgé de 42 ans en 1914, Daniel Halévy n'a pas connu la guerre au front mais il s'en est rapproché quand il était en 1915 et 1917 interprète auprès des troupes anglaises et américaines. Grand bourgeois cultivé, familier de Péguy (dont la mort au combat le frappe cruellement), lecteur de Maurras, de Barrès, d'Hervé, mais aussi ami de socialistes et d'anarchistes, Halévy est difficilement classable politiquement. Mais il voit et entend beaucoup plus qu'il rapporte fidèlement. Et même pour ceux qui croient bien connaître 14-18, ce qu'il nous apprend surprendra. Notamment sur le climat de l'arrière, sur les civils. Au fur et à mesure que le conflit se prolonge et s'enlise, la tentation du défaitisme est très forte avec le dégoût engendré par les hécatombes du front. On comprend qu'en 1917 certains aient pensé à une paix blanche qui aurait profité à l'Allemagne mais il y eut heureusement l'intervention américaine. Peu nationaliste (il avait le respect des grands empires qui s'effondreront en 1917-1918), Daniel Halévy est profondément patriote. Ce qu'il voit dans la zone d'occupation française en Rhénanie lui fait pressentir le prochain malentendu franco-allemand. L'ouvrage s'accompagne de cartes (des fronts), d'un index et de notes précises de Sébastien Laurent sur les nombreuses relations de Daniel Halévy. Un homme que l'on commence à redécouvrir, témoin prodigieux du XIXe comme du XXe siècle, dont on peut espérer la réédition de toute son œuvre (livres, études, articles).

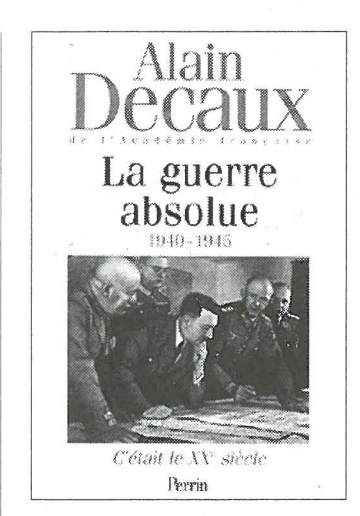
Les éditions de Fallois ont déjà publié de 1992 à 1995, trois livres d'Halévy. Sur Proust, Dreyfus et Degas.

De Fallois. 392 pages, 150 F.

J.-P. A.

La guerre absolue, 1940-1945 (C'était le XXe siècle, tome 3)
par Alain Decaux

Alain Decaux a entrepris de raconter le XXe siècle à travers les épisodes les plus marquants de son histoire. Il a déjà livré deux volumes consacrés respectivement au début du siècle et à l'entre-deux-guerres (*C'était le XXe siècle, La Course à l'abîme*, Perrin 1996 et 1997). Cette fois, il se penche sur la période 1940-1945, baptisée à juste tire *La Guerre absolue.* Le recueil s'ouvre sur la tragédie de Katyn. Alain Decaux dénonce sans ambages le mensonge derrière lequel les Soviétiques s'abritèrent pendant plus de cinquante ans pour faire reposer la responsabilité du crime sur les



Allemands. Il n'omet pas de rappeler les complicités dont Staline et les siens bénéficièrent en Occident pour relayer le mensonge, et cite en contrepoint le reportage de Robert Brasillach effectué sur les lieux. Ensuite Alain Decaux relate l'opération Catapult au cours de laquelle la marine britannique en juillet 1940 anéantit dans la rade de Mers el-Kébir la flotte française. Il évoque l'arrestation de Jean Moulin, en suggérant qu'elle ne fut possible que par la trahison d'un résistant. Parmi d'autres sujets forts, il raconte encore la destitution de Mussolini et comment il parvint à échapper aux Alliés grâce à l'intervention de Skorzeny. L'exactitude et l'honnêteté de l'historien servies par le talent du conteur.

Perrin. 372 pages, 128 F.

M. M.

La guerre à l'Est
par August von Kageneck

Fils d'un aide de camp de Guillaume II, engagé en avril 1939 à 17 ans, l'auteur ne quittera l'uniforme qu'à la capitulation allemande en mai 1945. Entre-temps, il était devenu définitivement antinazi. Correspondant en France de *Die Welt* pendant trente ans, il a déjà publié plusieurs ouvrages à succès sur ses souvenirs de guerre. Dans celui-ci, il raconte de la façon la plus véridique et sobrement pathétique l'odyssée hallucinante du 18e régiment d'infanterie qui a combattu sur le front de l'Est pendant toute la guerre et où son propre frère a trouvé la mort. L'histoire de ce régiment a valeur générale pour toutes les autres unités engagées à l'Est. A lire ces pages, on comprend ce que signifiait bravoure, discipline et ténacité pour le soldat allemand, ainsi que le reconnaîtra après 1945 le général George C. Marshall, chef d'état-major de l'US Army : *« Les Allemands sont des combattants par nature. Ils étaient instruits d'une façon exemplaire, et le fondement de leur discipline était inébranlable ».* Aujourd'hui, le souvenir du 18e est incarné par un bataillon de chars de la Bundeswehr. Dans le quartier de cette unité, un monument rappelle la mémoire des milliers de tués du régiment, et les casernements des jeunes soldats portent les noms d'anciens du 18e.

Perrin. 202 pages, 105 F.

D. V.

De Lattre
par Pierre Pellissier

Nommé commandant supérieur des troupes de Tunisie, investi des pouvoirs civils et militaires, le général de Lattre de Tassigny arrive à Tunis à la mi-septembre 1941. Il choisit pour résidence *Dar Hussein*, palais des Mille-et-Une-Nuits au cœur de la ville indigène. Aux portes, il veut des spahis drapés de burnous rouge et blanc, sabre au clair. Mieux qu'un autre, il connaît le rôle de l'apparat dans l'art du commandement. Son arrivée en cyclone sème la panique dans tous les états-majors somnolents de la Régence. Convoqués à Dar Hussein, les officiers ne seront pas déçus : *« Messieurs,* leur dit le général, *j'arrive précédé d'une réputation bien établie. Je sais que vous vous demandez ce qui va vous arriver. Je vais vous le dire. Vous dormez. Je viens vous réveiller. Je veux qu'on travaille. Beaucoup. Plus de cinéma, plus de cocktail à 5 heures, plus de vie de fonctionnaire. A n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, je veux vous trouver instantanément. Ceux à qui mes méthodes ne plairont pas peuvent prendre le bateau. Je veux faire des changements. Je vais même les faire tout de suite... »* Et pour montrer qu'il ne s'agit pas de menaces vides, le général suspend illico le chef du 3e bureau. Personne ne sait pourquoi, mais chacun se sent désormais menacé. Dans la foulée, commence une tournée d'inspection du territoire, qui sème la terreur du nord au sud. Les têtes tombent. Et toujours le même souci du décorum. Chez les artilleurs de Sidi Daoud, dans la nuit, après le salut aux couleurs sous la lumière des phares, il harangue les hommes, leur dit le culte de l'effort, la confiance dans l'avenir, l'indispensable discipline. Dans sa grande mollesse et sa grande misère, l'armée française des années 1940-1950 a eu avec le général de Lattre le seul grand chef qui ait tenté de la sortir d'une décadence où celle de la nation l'avait entraînée. C'est ce que montre le livre documenté et sans complaisance de Pierre Pellissier, déjà auteur d'excellentes biographies de Pétain ou de Brasillach et d'une remarquable *Bataille d'Alger.*

Jeune et héroïque officier de cavalerie en 1914, imprégné ensuite de l'exemple de Lyautey au Maroc, longtemps fidèle au maréchal Pétain et hostile à la dissidence gaulliste, de Lattre tente un baroud d'honneur lors de l'invasion de la zone Sud par la Wehrmacht en novembre 1942. Condamné par un tribunal de Vichy, il s'évade avec la complicité de ses geôliers, rejoint l'Afrique du Nord où il succède à Juin, débarque en Provence avec les Américains le 16 août 1944, libère Toulon et Marseille, remonte en fanfare la vallée du Rhône, livre les terribles combats d'Alsace, avant de représenter la France pour la capitulation du Reich, le 8 mai 1945. Nommé haut commissaire en Indochine en 1950, le miracle agit de nouveau. Il rétablit une situation désespérée. Jamais comme à cet instant il n'a autant mérité son surnom de « roi Jean ». Éprouvé par la mort de son fils Bernard tué à 23 ans, rongé par la maladie, il s'éteint à Paris le 11 janvier 1952, alors qu'on vient de lui accorder le bâton de maréchal de France.

Perrin. 604 pages, 159 F.

D. V.



Les crimes masqués du résistantialisme
par l'abbé Desgranges

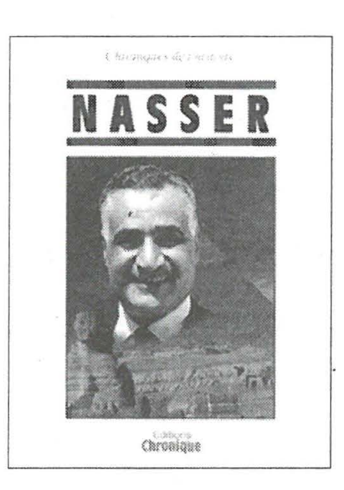
Jeune prêtre limousin acquis au christianisme social de Léon XIII, aumônier militaire pendant la Première Guerre mondiale, représentant au parlement du parti démocrate populaire – version française de la démocratie-chrétienne – l'abbé Desgranges rejoint la Résistance mais s'indigne ensuite des crimes de l'épuration et se voit rejeté du MRP pour avoir dénoncé le zèle vengeur de François de Menthon et de Pierre-Henri Teitgen. Il s'attache dès lors à dénoncer les crimes et les mensonges du « résistantialisme », qu'il prend bien soin de distinguer de la véritable résistance à l'occupant et refuse de considérer comme relevant de la trahison le fait d'avoir combattu le communisme. Réédition de son livre depuis longtemps introuvable.
Éditions de l'Æncre, 12, rue de La Sourdière, 75001 Paris. 150 pages, 115 F.

Ph. C.

Nasser
par Michel Marmin

Il n'existait pas de biographie française du champion du réveil arabe célébré jadis par Benoist-Méchin dans *Un printemps arabe*. Cette lacune est comblée par l'ouvrage très complet et très illustré de Michel Marmin. Les nombreuses photos de l'ancien président égyptien rendent compte de son charisme exceptionnel. Rude combattant de la première guerre israélo-arabe, il est ensuite le fondateur des « Officiers libres », conjuration de jeunes centurions résolus à s'emparer du pouvoir pour libérer l'Égypte de la tutelle étrangère et prendre une revanche sur les combats perdus de 1948. Organisateur et bénéficiaire du coup d'État de 1952, il engage une modernisation laïque de l'Égypte comme l'a fait trente ans plus tôt Mustapha Kemal en Turquie, ce qui l'oppose aux Frères musulmans. Après le succès de la nationalisation du canal de Suez, malgré l'intervention franco-britannique, il échoue dans sa tentative d'unification avec la Syrie. Face à Israël, son armée est une nouvelle fois battue lors la guerre des Six Jours en 1967. Quant il meurt trois ans plus tard, Nasser est célébré comme le champion des peuples du tiers monde. Que reste-t-il aujourd'hui de son héritage laïc dans un monde arabe en proie à l'islamisme ? On se reportera sur ce point au témoignage de la propre fille du Raïs, publié par l'auteur.
Chronique. 128 pages, 208 photos et cartes, 99 F.

Ch. V.



Chroniques du mensonge communiste
par Boris Souvarine

Présenté par Branko Lazitch (dont ce fut certainement le dernier travail), annoté par Pierre Rigoulot, c'est un ensemble d'écrits et d'articles que l'auteur du célèbre *Staline* essaima entre 1950 et 1977 dans diverses publications comme le *Contrat Social*, *Est-Ouest*, *Preuves*, au tirage souvent restreint et peu citées. Souvarine lui-même, dont il est fait grand cas maintenant, étant alors catalogué comme un anticommuniste primaire. Réputation sulfureuse même en pleine guerre froide et justifiée au point de rédiger vers 1950 une proposition de loi visant à interdire le Parti communiste français « nationaliste étranger ». Il aurait été dommage que ces textes portant sur Lénine (pour qui il conservait une certaine indulgence), Staline et sa folie, le dossier truqué de l'innocence des espions atomiques Rosenberg, Khrouchtchev et le 20e Congrès, ne soit accessibles qu'aux spécialistes et aux chercheurs. A noter des découvertes comme cette analyse fouillée sur « Le communisme et les Juifs » publiée en mai 1951 dans une revue littéraire mensuelle disparue *Contacts*, où Souvarine montre que sur l'antisémitisme, Staline valait bien Hitler.

Au fil des pages, on appréciera ce qui fut la force de Souvarine. Une argumentation nourrie de faits et de références. Une volonté de traquer et démolir les désinformations répandues en Occident par les officines soviétiques. L'espoir d'ouvrir les yeux des « idiots utiles » ou de ceux qui croyaient se servir du Kremlin pour une géopolitique planétaire.
Plon. 271 pages, 139 F.

J.-P. A.

Commandant rebelle
par Georges Robin

En avril 1961, alors qu'il commande le Groupement de commandos parachutistes, le chef de bataillon Robin apporte son soutien au putsch raté du général Challe, ce qui lui vaut d'être emprisonné pendant cinq ans avec plusieurs de ses camarades officiers, mais aussi nombre de civils qui sont oubliés dans ses souvenirs. Avec le secours d'une plume professionnelle, il raconte son itinéraire de jeune Français né à Alger en 1921, quand rayonnait encore la France. Engagé en 1939, parachutiste au 1er RCP en 1944, il choisit alors la carrière militaire. Après les combats de la Libération, il participe à la guerre d'Indochine puis à celle d'Algérie, toujours à des postes exposés. Cet officier valeureux se révèle finalement plus révolté que rebelle. S'il se révolte en effet contre le double-jeu du général de Gaulle en Algérie, jamais il ne remet en question l'universalisme de son enfance. Il suppose que ce bagage idéologique périmé apporte de bonnes réponses aux problèmes posés en Algérie et ailleurs par la cohabitation devenue explosive de populations différentes travaillées par une xénophobie révolutionnaire. Allant au bout de sa logique « antiraciste », il préfère les musulmans aux pieds-noirs : « *Il avait reconnu son frère en l'autre et l'avait choisi contre les principes du sang, de la terre ou de la classe...* »
Lattès. 280 pages, 119 F.

Ch. V.

Les RG à l'écoute de la France
par Francis Zamponi

Sous un titre accrocheur, une étude sérieuse des rapports entre une police axée sur le renseignement (intérieur) et la politique entre 1981 et 1997. Une période où les RG durent traverser et affronter alternances (législatives) et cohabitations (au sommet de l'État). Si le livre, dont l'auteur ne cache pas ses sympathies politiques, fait le point sur certains épisodes controversés de l'histoire des RG (mais il n'y a rien sur l'affaire de Carpentras), il va au-delà. Il souligne les mutations d'un service que les gouvernants estiment essentiel par les informations qu'il collectionne et qui touchent aussi aux problèmes de la société française et aux menaces qui pèsent sur elle, comme les groupes à risques (les islamistes en tête), les sectes, les banlieues chaudes, etc. Désormais, les RG sont théoriquement interdits d'enquête sur les partis politiques, et leur organisme de sondages électoraux a été dissous. Ce qui peut expliquer leurs fausses estimations des élections anticipées de 1997. De même, le livre est trop succinct sur le renseignement financier qui débouche sur nombre d'affaires judiciaires en cours, ainsi que sur les fameuses notes blanches (non signées) qui préviennent les responsables des prochains scandales. A noter des informations intéressantes sur « *l'incompréhensible* [pas pour les RG] *progression du Front national* ».
La Découverte. 299 pages, 135 F.

J.-P. A

Les Juifs d'extrême gauche en mai 68
par Yaïr Auron

D'emblée, l'universitaire israélien auteur de cette étude, assure que « *les juifs ont été dans une large mesure à la tête des jeunes insurgés* ». C'est la thèse qu'avait déjà soutenu en juillet 1988 un

L'ESSENTIEL SUR DES LIVRES REMARQUÉS

Lettres de Tanis, par Pierre Montet **(Le Rocher, cahier de 60 photos, croquis et cartes, 272 pages, 165 F).** Présentées et commentées par un important appareil critique, les lettres de l'archéologue Pierre Montet, découvreur du site de Tanis, foyer des dynasties royales de l'Égypte pharaonique. Ses lettres à son épouse décrivent cette aventure jusqu'à la découverte des tombeaux dans le temple ravagé. Un document indispensable dans la bibliothèque de tout amateur d'égyptologie.

L'art de vivre au temps de Diane de Poitiers, par Sabine Melchior-Bonnet **(Nil Éditions, 254 pages, 110 F).** Au-delà du personnage fascinant de la maîtresse en titre d'Henri II, l'intérêt de ce livre tient à tout ce qu'il apprend sur la vie quotidienne à la Cour, l'étiquette, les rites amoureux, les divertissements, les voyages, l'éducation, la santé, et l'hygiène corporelle (la toilette sèche, les linges de corps et les parfums remplacent l'eau des siècles précédents). Affichant sa pudique nudité sur tant de tableaux, Diane symbolise l'éternité du pouvoir féminin.

Noces de Sève et de Vent, par Marie de Valence **(Cercle Beltaine, 03190 Vallon-en-Sully, 150 pages, 179 F port compris).** Pour qui aime les traditions vivantes, la forêt, la terre et le vent, les sources et leurs sortilèges, les fées et les farfadets, les cerfs et le loup, il faut lire sans attendre ces poèmes fougueux, pleins de sensualité païenne, servis par des dessins superbes. Un hymne à la vie et à la nature, une balade à travers le temps qui auraient enchanté Henri Vincenot.

Louvois, par Aimé Richardt **(Tallandier, 380 pages, 135 F).** Habile, brutal et insatiable, cumulant le secrétariat à la Guerre, la surintendance des Postes, des Bâtiments, des Arts et Manufactures, empiétant sur les Affaires étrangères, rival du clan Colbert dans les faveurs du roi, créateur d'une machine militaire comme on n'en avait jamais vu, Louvois ne cessa de pousser Louis XIV à une politique de force que l'histoire juge sévèrement, qu'il s'agisse du sac du Palatinat (1679), du bombardement de Gênes (1685), de la révocation de l'édit de Nantes (1685) ou des dragonnades.

Le Chaos français et ses signes, par Hervé Pinoteau **(PSR, 86200 La Roche-Rignault, 514 pages, 550 F).** Une étude foisonnante et même ébouriffante sur la symbolique du pouvoir, de Louis XVI à la Vᵉ République. Par définition, la symbolique est porteuse de sens. Elle renvoie souvent à un passé mythique, les aigles à la Rome impériale, le faisceau de licteur (commun à la République française et au fascisme italien) à la République romaine... Sous les signes, une intéressante histoire politique.

Histoire de l'esclavage aux États-Unis, par Claude Fohlen **(Perrin, 343 pages, 139 F).** Comme l'écrit excellemment l'auteur, spécialiste des États-Unis en Sorbonne, l'abolition de l'esclavage (conséquence de la guerre de Sécession 1861-1865) a créé la question noire. Question capitale et lancinante à laquelle les États-Unis, malgré le mythe du *melting-pot*, n'ont jamais apporté de réponse satisfaisante, sans doute parce qu'il n'y en a pas. L'auteur rappelle qu'en faisant la guerre au Sud, les Nordistes n'étaient aucunement intéressés par le sort des esclaves. Leur but était d'interdire la naissance d'une Confédération indépendante de l'Union. La ségrégation de fait qui s'est ensuite instaurée partout s'explique-t-elle par le simple « préjugé racial » ? A lire en conservant à portée de la main le *Gettysburg* de Dominique Venner (Le Rocher).

Sionismes. Textes fondamentaux présentés par Denis Charbit **(Albin Michel, 983 pages, 240 F).** A la fin du XIXᵉ siècle, au sein des communautés juives d'Europe, des voix s'élèvent pour réclamer la fondation d'un État juif afin d'échapper autant à l'assimilation qu'à l'antisémitisme. Ainsi naît le sionisme, mouvement qui se situe dans le courant général d'éveil des nationalités et conçoit l'identité juive comme nation. L'acteur principal est Theodor Herzl, mais il n'est pas le seul. C'est ce que montre cette très riche anthologie rassemblée et commentée par Denis Charbit, professeur de civilisation française à l'université de Tel-Aviv.

La noblesse du Périgord, par Joëlle Chevé **(Perrin, 362 pages, 149 F).** Une histoire sociologique et agréablement anecdotique des nobles et des croquants d'une région particulièrement riche en châteaux. Histoire de permanences et de révoltes, d'épreuves et de défis surmontés pour être et paraître malgré la dureté des temps et les revers de fortune. On découvre au passage que la ruine des châteaux forts fut moins le fait de Richelieu que celui de la mode qui les fit déserter au profit de demeures plus agréables, dès lors que leur fonction militaire était devenue sans objet.

Xavier Vallat et la Question juive, par François Brigneau **(Publication FB, 21, rue Mademoiselle 75015 Paris, 112 pages, 70 F).** Le récit documenté de l'étonnant procès en Haute Cour du premier commissaire aux Questions juives de Vichy, ancien combattant glorieux de 14-18, héritier de l'antisémitisme chrétien, révoqué en mai 1942 à la demande des autorités d'occupation. Durant tout son procès, il revendiqua hautement ses responsabilités et ses choix. Il fut condamné à dix ans de réclusion.

L'Afrique du Nord dans la guerre, 1939-1945, par Christine Levisse-Touzé **(Albin Michel, 467 pages, 160 F).** Question souvent évoquée dans les souvenirs et dans les ouvrages historiques, elle reste cependant en partie occultée. Il n'est pas convenable en effet d'aller contre les idées reçues. Or, de 1940 à novembre 1942 (débarquement anglo-américain), l'Afrique du Nord resta rigoureusement fidèle au maréchal Pétain. Puis elle servit de base militaire et politique à la reconquête d'une indépendance française à travers les combats de la Libération. Au terme de cet ouvrage documenté, l'auteur montre que la situation dérivant du débarquement allié de 1942 est la cause directe de l'éveil des nationalismes et de la disparition de l'ancien Empire français.

Avec de Gaulle. Du Tchad 1941 à Baden 1968, par le général Massu **(Le Rocher, 202 pages, 110 F).** C'est la partie consacrée à la fuite à Baden, en Mai 68, qui retient l'attention dans ces pages désarmantes de naïveté. Le brave général note qu'en 1961-1962, époque de l'OAS, la Sécurité militaire faisait régner dans l'armée *« une chasse aux sorcières épouvantable »*, mais il n'en tient nulle rigueur à son idole. Pendant les journées de Mai, il reçoit à Baden le maréchal soviétique Kochevoï, commandant en chef en RDA, qui se dit indigné par la révolte des étudiants. *« Il faut les écraser ! »* rugit-il, brandissant un poing formidable.

Le Mai 68 de la Nouvelle Droite. Ouvrage collectif **(Le Labyrinthe, 41, rue Barrault, 75013, 176 pages, 120 F).** Dans leur grande diversité, la quinzaine de témoignages-souvenirs réunis dans cet ouvrage constitue une intéressante contribution à l'histoire de la Nouvelle Droite (fondée en 1969) qui réunit des sensibilités parfois opposées. Ton désenchanté chez les uns, pugnacité chez d'autres, sans compter le souci de recherches et d'approfondissements qui caractérise le courant d'idées illustré par Alain de Benoist.

Le Procès Papon : un journal d'audience, par Éric Conan **(Gallimard, 324 pages, 105 F).** Journaliste à *L'Express*, Conan a assisté aux 95 journées d'audience. La relation qu'il en donne, jour après jour, est impitoyable pour ses confrères qui taisent ce qui les gênent, pour la télévision qui manipule les images, pour les deux représentants du ministère public qui défendent le contraire de ce qu'ils soutenaient sous la présidence de Mitterrand, pour les avocats des parties civiles qui n'hésitent pas à insulter les résistants venus témoigner en faveur de l'accusé... Des sommets sont atteints par les Klarsfeld, père et fils. Finalement, c'est Papon qui se sort le moins mal de cette sinistre comédie. Un document passionnant et accablant.

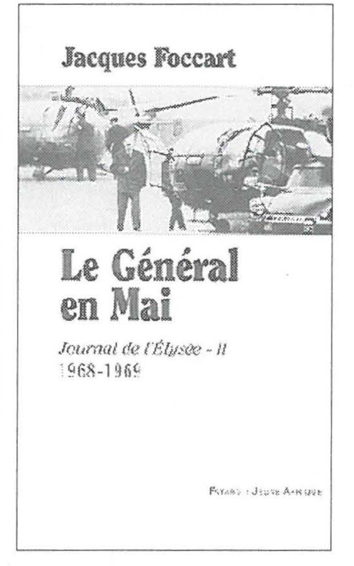
colloque de la revue communautaire *Passages* selon qui Mai 68 avait été un écho du messianisme juif (il fallait se battre pour *« une société nouvelle d'où le Mal était extirpé »*). Sur une liste de 153 noms de personnalités marquantes de Mai 68, publiée par *Le Matin Magazine* pour le quatorzième anniversaire des événements, Yaïr Auron relève 55 noms juifs, estimant d'ailleurs ne pas les avoir tous identifiés. Il rappelle la boutade de Krivine : *« Pourquoi ne parle-t-on pas yiddish au bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire ? A cause de Bensaïd ! »* Daniel Bensaïd, en effet, est un juif d'Afrique du Nord, tandis que les dix autres (sur douze) du bureau politique étaient originaires d'Europe orientale. *« Dans les autres organisations de gauche,* poursuit-il, *le nombre des juifs était relativement plus faible, bien qu'éloquent au sein des instances dirigeantes ».* Pourquoi une telle concentration ? En manière de réponse, l'auteur cite Pierre Goldman, personnage emblématique de l'extrême gauche, qui avait choisi comme épigraphe à son livre *Souvenirs obscurs d'un Juif polonais né en France*, une formule de Léopold Trepper, chef de l'Orchestre rouge : *« Je suis devenu communiste parce que j'étais juif ».*
Albin Michel, 334 pages, 135 F.

E. B.

Le Général en mai
par Jacques Foccart

Présenté sous le titre *Journal de l'Élysée*, c'est le deuxième tome des entretiens que l'auteur, gaulliste historique, secrétaire d'État et aussi patron de différents réseaux gaullistes d'action et de soutien (comme le SAC dont il reconnaît que les « mauvais garçons » utilisent la carte) avait presque tous les jours avec le général de Gaulle à l'Élysée. Sans doute conscient de son témoignage pour l'histoire, chaque soir Jacques Foccart enregistrait ce qu'il avait su, vu et entendu. Ce qui donne ce gros livre quelque peu encombré par des détails inutiles, mais qui permet de revivre au jour le jour les années 1968 et 1969. C'est-à-dire la fin d'un septennat interrompu.

Sur plusieurs épisodes de cette période, le témoignage de Jacques Foccart est irremplaçable. Pour Mai 68, il confirme la gravité de la crise au pouvoir et la tentation pour de Gaulle de se retirer dans un *« moment de défaillance »*. Est bien montrée également la profondeur de la rupture avec son Premier ministre Georges Pompidou, qui ne pardonnait pas au Général son inertie dans l'étrange affaire Markovic montée d'après lui par *« un gang corse et des gens très haut placés dans la police »*. Ce livre apporte aussi des surprises. Parmi bien d'autres tâches, Foccart était chargé des opérations électorales et on découvre un de Gaulle gérant le parti gaulliste comme une armée en bataille, n'oubliant ni ne pardonnant rien, féroce dans ses jugements parfois erronés : *« Giscard est moins que rien, [...] il ne sera jamais président »*, *« Pompidou élu après mon départ ne tiendra pas face aux communistes »*, etc. On doute que la stature historique du « commandeur » sorte grandie de certaines pages...



Il est aussi question évidemment des affaires africaines même si, de 1968 à 1969, elles passent au second plan. De Gaulle soutient la sécession du Biafra par l'intermédiaire de la Côte d'Ivoire mais se fait des illusions sur l'issue de l'entreprise. La France est prise dans les « chicayas » entre ses protégés et déjà engagée dans une guerre civile au Tchad. Les chefs d'États noirs se succèdent à l'Élysée pour demander appui et subsides. D'où, par moments, le ras-le-képi du Général exprimé très crûment *« au fidèle Foccart »* : *« On ne voit que des nègres à l'Élysée. Je ne veux plus en voir d'ici deux mois ».*

Malgré sa ferveur quasi religieuse, Jacques Foccart ne peut cacher l'atmosphère de fin de règne du printemps 1969. C'est lui et le SAC qui déménagent l'Élysée de nuit après la démission du Général. Des archives jalousement gardées à l'institut Charles-de-Gaulle, certaines ne pouvant être consultées que sur autorisation (rare) de l'amiral et fils.
Fayard. Notes de Philippe Gaillard. 790 pages, 195 F.

J.-P. A.

La France blafarde Une histoire politique de l'extrême droite
par Jean-Christophe Cambadélis et Éric Osmond

L'intention de nuire est affichée, mais le contenu n'est pas débile. L'historique du Front national, de ses antécédents groupusculaires, puis de son étonnante ascension, est conduit avec minutie et une certaine perspicacité. L'ouvrage s'efforce aussi de tracer une généalogie intellectuelle qui n'est pas exempte de fascination. Au commencement de tout, il y aurait la pathétique *« Lettre à un soldat de la classe 60 »* écrite en 1944 par Robert Brasillach, à Fresnes, dans l'attente de la mort. Quinze ans plus tard, une poignée d'étudiants nationalistes relève le gant et publie un *Manifeste de la classe 60*, début d'une spirale intellectuelle qui, par l'aventure fondatrice d'Europe Action, la Nouvelle Droite et le Club de l'horloge, mènerait aux instances dirigeantes actuelles du FN. Joli thème de roman, celui de générations successives se transmettant une torche jusqu'à l'éveil du brasier. Bien entendu, les auteurs (un collectif trotskiste) prennent prétexte de cette filiation supposée pour dénoncer dans le Front national la réincarnation d'un inusable fascisme. Cette conclusion fait choir leur gros pavé au niveau de l'inopérante littérature de diabolisation. Paralysés par leurs aversions et par d'obsolètes grilles d'interprétation, ils peinent à cerner la spécificité du mouvement populiste et à proposer une antidote.
Plon. 512 pages, 139 F.

E. B.

Le Retour du Mwami
par Bernard Debré

Ministre de la Coopération au lendemain du génocide qui a frappé le Rwanda en 1994, le professeur Bernard Debré s'interroge sur les raisons qui ont pu entraîner une telle catastrophe. Il se replace résolument dans la longue durée de l'histoire rwandaise et revient sur les massacres qui ont ponctué l'histoire du pays depuis l'indépendance pour mettre en lumière les origines lointaines d'une tragédie qui a coûté la vie à des centaines de milliers de Tutsi. Plus de trente ans après l'indépendance, il analyse le conflit de 1994 comme le *« retour du mwami »*, le roi traditionnel du Rwanda, qui se présente aujourd'hui sous les traits du major Kagamé. Un livre qui doit beaucoup aux travaux de Bernard Lugan sur la question mais qui apporte aussi des éléments nouveaux sur l'attentat qui a coûté la vie au président Juvénal Habyarimana. Selon l'auteur, ce sont les Tutsi du FPR qui ont abattu son avion, au moyen d'un missile sol-air fourni par l'Ouganda, allié privilégié des Américains dans la région.
Ramsay. 260 pages, 109 F.

Ph. C.

BERNARD DEBRÉ
Le retour du Mwami
La vraie histoire des génocides rwandais
Ramsay

Le XXe siècle entre guerre et paix Essais d'histoire des relations internationales contemporaines
par Jacques Freymond

Historien suisse malheureusement peu connu en France, Jacques Freymond nous livre dans cet ouvrage les textes d'articles ou de conférences qui lui ont fourni l'occasion, au cours des cinquante dernières années, d'analyser à chaud les événements, tout en conservant la distance nécessaire à une interprétation sereine. Ses réflexions sur la Seconde Guerre mondiale ; sur

PHILIPPE ARIÈS ET « LA NATION FRANÇAISE »

Une histoire dénaturée

Voici quatorze ans, déjà, Philippe Ariès disparaissait avec la discrétion d'honnête homme qu'il avait observée tout au long de son existence. Journaux et radios signalèrent-ils seulement le décès d'un des très bons esprits de notre époque ? Nul ne le garantirait quand la gloire médiatique appartient désormais sans partage aux escrocs de la politique, aux bateleurs, et aux pitres de la « communication ». En outre, le mort avait eu très longtemps le défaut de penser à rebours des modes. Né dans la tradition royaliste, il lui demeura fidèle. Raison de plus pour ne pas lui accorder les regrets publics, les pleurs sans fin qu'obtient automatiquement n'importe quel chroniqueur sportif.

Vers la fin de ses jours, cependant, Philippe Ariès éveilla par ses travaux d'historien des sympathies dans la Gauche intellectuelle proche du Seuil. A l'initiative de Michel Winock, semble-t-il, la puissante maison d'édition réunit dans seul volume les cent trente-six articles qu'il publia dans l'hebdomadaire maurrassien *La Nation française*, entre sa fondation par Pierre Boutang à l'automne 1955, et mars 1966. Honorable et précieuse entreprise ! Grâce à elle, des pensées, des réactions, des mœurs encore proches des lendemains immédiats de la Seconde Guerre mondiale reviennent sous nos yeux, à travers le regard d'un observateur particulièrement perspicace.

Pour présenter ces textes souvent d'une rare finesse, qui donc a choisi madame Jeannine Verdès-Leroux, spécialiste des interprétations scabreuses, et du dégrossissage à la serpe ? Les lecteurs d'*Enquête sur l'histoire* (1) connaissent un peu la dame. Ils savent qu'elle hait de tout son cœur ce qu'on appelle aujourd'hui un peu sommairement *« l'extrême droite »*. Elle la déteste au temporel comme au spirituel. Reconnaissons-lui en le privilège. C'est tout autant le nôtre d'examiner une nouvelle fois ses méthodes, afin de voir si elles relèvent d'une étude équitable, ou de distorsions tendancieuses, artificieuses et trompeuses, propres à induire toute personne de bonne foi en erreur.

Très vite, avec une entreprenante audace, elle distingue puis sépare le héros qu'elle s'est choisi des combats, puis des compagnons de sa jeunesse. A l'en croire, *« Philippe Ariès [...] livre des émotions autant que des réflexions »* parfaitement inaccessibles à ses proches. *« Indépendant, non conformiste [...], il ne refuse jamais le monde présent. »* Aussi, *« la lecture du journal [...] confirme que cette droite traditionnelle avait toutes les raisons de s'inquiéter de la nature de ce "canard", tant les préoccupations diffèrent, tant les divergences sont voyantes. »* A l'appui de sa thèse, notre femme savante devrait au moins citer l'une ou l'autre de ces disputes internes. Elle n'en mentionne aucune, pas plus qu'elle ne s'attarde sur les éloges souvent décernés par Ariès à ses voisins de colonnes. Pourtant, ils figurent bien dans le texte. L'effronterie a parfois de ces pudeurs ou de ces prudences.

Selon le même système, Ariès porte sur les choses de ce temps *« un regard d'ethnologue [...] étranger à l'esprit du journal. »* Celui-ci pataugerait en effet dans un vichysme incurable, obsessionnel. *« Tout est occasion de célébrer Pétain, de le statufier [...]. Le moindre livre qui parle du Maréchal est encensé, le rôle du Maréchal glorifié, et le régime de Vichy passionnément défendu. »* Si l'hebdomadaire prétend refuser tous les dogmes, madame Verdès-Leroux s'insurge : *« Les articles d'Ariès dévoilent que c'est lui-même (et, souvent lui seul) qui voulait accueillir, confronter les diversités »*. Avec des pages et des pages sur ce thème, elle convoque les ombres de Gustave Thibon, Jean de La Varende, Louis Salleron, René Gilloin effectivement marqués par l'État français. Mais pourquoi ne parle-t-elle donc jamais d'autres collaborateurs du journal tout aussi nombreux, et plus fréquemment publiés ? Jean-Marc Dufour lorsqu'il écrit sur le Vietnam ou l'Amérique latine ; Thomas Molnar sur les États-Unis ; Victor Duloup – Vladimir Volkoff – sur la Russie ; Albert Sold sur le socialisme, pour ne rien dire de Michel Chrétien, Georges Laffly, Paul Sérant à la plume si noble, si généreuse ; le spécialiste de l'Afrique noire. Aucun ne regrette Vichy. Chacun s'efforce dans son espace d'analyser d'abord son sujet en toute compétence ; la référence pétainiste ne servirait d'ailleurs à rien.

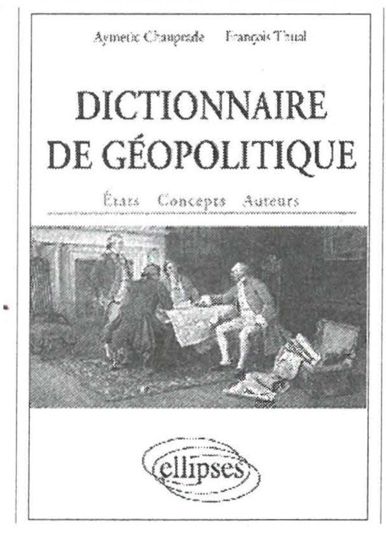
L'*« esprit du journal »* comme dit notre étrange interprète oriente plutôt l'ensemble de ses collaborateurs vers le grand large. Chaque semaine, il consacre ainsi une page entière aux plus importantes publications

---

les crises du Proche-Orient ou sur la révolution iranienne sont empreintes d'une remarquable lucidité et anticipent brillamment sur les évolutions ultérieures. Penseur atypique, l'auteur avait déjà démontré en 1951, dans son *Lénine et l'impérialisme*, l'inanité des thèses défendues par le leader bolchevique. Ce travail fondamental était demeuré totalement inconnu en France et ce pendant plusieurs décennies. On ne peut que souhaiter la réédition de ce petit ouvrage que Jean-Baptiste Duroselle tenait en très haute estime.

Georg éditeur. 266 pages, 110 F.

Ph. C.



Dictionnaire de géopolitique États, concepts, auteurs

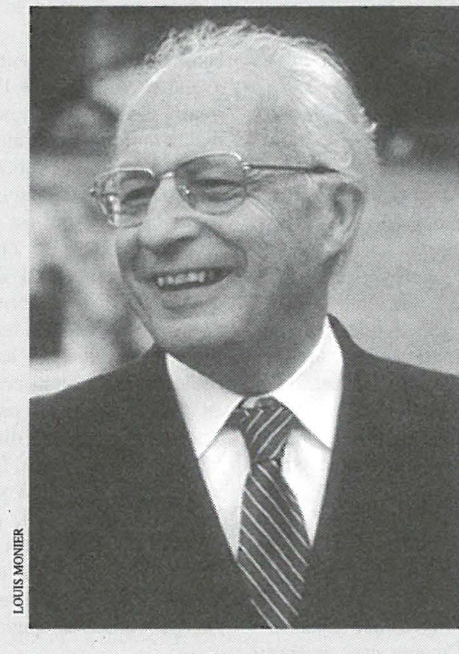
par Aymeric Chauprade et François Thual

Un ouvrage clair et pratique, écrit dans le souci d'offrir des informations que l'actualité ne périmera pas et des clefs pour comprendre les réalités internationales. Les auteurs ont choisi de souligner les dynamiques de longue durée, les invariances géopolitiques et les facteurs susceptibles d'entraîner des changements et des retournements. Les notices sur les États sont rédigées dans le but de comprendre et de mémoriser l'essentiel plus que d'accumuler des faits, ce qui rend la lecture aussi rapide que stimulante. L'ouvrage s'articule en quatre parties. 1. Géopolitique des États (classement alphabétique). 2. Grandes dynamiques géopolitiques mondiales illustrées par des cartes. 3. Concepts de la géopolitique et 4. Principaux théoriciens de la géopolitique. Un ouvrage indispensable pour l'étudiant, le chercheur, l'enseignant, le professionnel de la vie

étrangères, et cite en abondance le *Times*, le *Herald Tribune*, le *New York Times*, l'*Economist*, le *Corriere della Sera*, le *Tempo*, la *Nation* de Lausanne, etc. Belle ouverture d'esprit pour des gens confinés. La plupart des articles se caractérisent non par une sorte d'enfermement, de repli sur soi, mais tout au contraire par une prédilection évidente pour les choses vues, insolites, depuis les accidents de la circulation, l'irrédentisme kurde, la nouvelle politique agricole, etc. La chronique sur le cinéma de Philippe de Cosme recommande *Tonnerre sur le Mexique* du communiste Einsenstein, parmi les films à voir, en accord avec « *l'esprit* » très tolérant de la maison. Aussi Ariès n'écrivait-il pas en dehors, à côté, mais en parfaite harmonie avec elle. Comment Mme Verdès-Leroux peut-elle, ose-t-elle prétendre l'inverse ?

Certes, la ligne rédactionnelle du journal évolua forcément de sa naissance à sa disparition. Seule une collection complète permettrait d'évaluer les changements. A défaut d'en disposer, notons la tendance générale, entre 1961 et 1963, sur plus de cent vingt numéros. Le lecteur constate non une obsession vichyssoise quelconque, mais une disparition complète du sujet pendant des mois entiers. Le nom du Maréchal, les conflits de l'épuration ne figurent plus nulle part. Et pour cause ! Avec la guerre d'Algérie, l'affermissement du gaullisme, la décolonisation, la guerre froide, la France entière a d'autres soucis. Or, il faut bien la suivre. Contre toute évidence, la collaboratrice de M. Winock n'en continue pas moins d'élaborer sa petite alchimie personnelle.

Aussi affirme-t-elle sans nuances : « *le journal est inexorablement marqué, conduit par les choix antérieurs de l'Action française ; vouloir être héritier de Maurras, même décanté, expurgé, rénové, c'est accepter ses choix, ses conduites sous l'Occupation, c'est accepter l'État de Vichy* ». Un peu vite dit ! Durant le soutien sans réticences ni relâche qu'elle accorda au maréchal Pétain, l'Action française ne retrancha rien de l'antisémitisme qu'elle professait avant la guerre. Il ne s'en retrouve justement rien non plus parmi les collaborateurs de Pierre Boutang, lorsqu'il fonde son hebdomadaire. Curieuse façon d'accepter des « *choix* », des « *conduites* » assurément condamnables de la période antérieure.



Philippe Ariès.

Tout au contraire encore, des articles marquent une rupture sans équivoque avec cette part de l'héritage maurrassien. A l'époque, le sujet ne possède pourtant pas l'importance colossale qu'il a pris depuis une vingtaine d'années. Le rejet des vieilles théories ne résulte donc pas de la pression sociale, d'un opportunisme misérable. Clairement, ouvertement, *La Nation française* abandonne l'antisémitisme. Pourquoi ne pas le signaler ? Le sujet serait-il tabou, sans importance ? Avec Jean Bloch, Michel Chrétien – Sylberstein de son vrai nom –, deux juifs collaborent très régulièrement au journal. Pour sa part, le chroniqueur de la rubrique africaine intègre à ses analyses beaucoup des remarques, des conclusions de l'école anticolonialiste. A l'occasion, il exprime un antiracisme absolu, sans céder pour autant aux démagogies souvent inséparables du genre. Mme Verdès-Leroux l'a forcément lu. Puisque sa présentation des textes de Philippe Ariès prétend offrir une sorte d'histoire du journal, était-ce si difficile d'en tenir compte ? A un examen loyal, complet, la mauvaise foi préfère les doutes, les allusions, les demi-vérités qu'autorise parfois le silence.

Qu'aurait pensé Philippe Ariès d'une reconstitution de sa vie aussi fallacieuse ? Il faut décidément beaucoup d'outrecuidance pour ajuster ainsi la carrière, le tempérament d'un homme à des convenances politiques actuelles. Résumons-nous : aucun conflit n'éclata jamais entre notre camarade et les autres collaborateurs de *La Nation française*. Des articles d'inspirations différentes s'y complétaient parfaitement. Pendant onze ans, Philippe Ariès s'y trouva semble-t-il à l'aise. Une durée semblable, cela pèse dans la vie d'un homme. D'un poids encore insuffisant, semble-t-il, pour influer sur vingt-cinq pages, dans la prose d'une grande fantaisiste.

G. Cte.

(1) Lettre ouverte à une historienne, *Enquête sur l'histoire* n° 17, La vérité sur Clovis, p. 66.

internationale, le stratège commercial, ou simplement l'esprit cultivé.

Ellipses. 621 pages, cartes, 195 F.

Ch. V.

Aux sources du modèle libéral français

sous la direction d'Alain Madelin

De plus en plus il arrive que des hommes politiques jouent aux historiens. Rien de tel ici, où Alain Madelin ne prétend nullement transgresser les genres mais a réuni, au cours de réunions tenues à la Sorbonne, une pléiade d'historiens pour se pencher sur les véritables origines du libéralisme. La réflexion historique sérieuse est devenue si rare chez les hommes publics qu'un tel effort mérite d'être salué. D'autant que le résultat aboutit à faire surgir une France intellectuelle à la charnière du XVIIIe et du XIXe très méconnue. Le diagnostic est clair : loin d'être un produit d'importation venu d'Angleterre et des États-Unis, le libéralisme est un de nos grands produits d'exportation. En politique, la Constitution américaine doit (presque) tout à Montesquieu. En économie, l'analyse de Turgot, fondée sur le rôle de l'entrepreneur et de l'innovation, se révèle autrement plus novatrice que celle, plus tardive, d'Adam Smith pourtant considéré comme le fondateur de l'économie politique. Reagan, qui ne lisait guère paraît-il, a formé sa vision économique au contact des œuvres de Frédéric Bastiat (1801-1850), ignoré en France mais toujours réédité aux États-Unis. Et l'Amérique ne semble pas s'en porter trop mal.

Évidemment, l'application directe du « modèle libéral » en France est plus sujette à caution… Ce qui rend plus critiquable la seconde partie du livre, consacrée au XXe siècle, où le lien établi à toute force entre gaullisme et libéralisme autour de Jacques Rueff ne paraît guère convainquant.

Perrin. 482 pages, 159 F.

A. R.

Pages réalisées par Jean-Paul Angelelli, Éric Bonilardi, Gilbert Comte, Philippe Conrad, Macha Manski, Jean-Jacques Mourreau, Alain Rebais, Charles Vaugeois, Dominique Venner.

Vos réactions aux numéros précédents



Nicolas II

Il semble subsister un doute sur les restes de la famille Romanov. Doute que je croyais avoir été résolu avec la recherche ADN, selon différentes informations. En se référant à La Nuit de l'Oural, *page 314, il existe une hésitation sur une dépouille : Marie ou Anastasia ? Et si c'était Marie...*

Je n'ai pu m'empêcher d'avoir une pensée pour la malheureuse Anna Anderson, qui avait toujours proclamé être Anastasia, rescapée du massacre des Romanov.

Personnellement, par intime conviction, j'ai toujours cru que cette personne était bien Anastasia, malgré les jugements contraires, et compte tenu des dégâts partiels sur la mémoire d'une enfant, qu'elle était lors du massacre, qui a assisté et vécu une telle horreur ! Il est bien regrettable de ne pas connaître son ADN, ce qui aurait pu clore à jamais ce doute, ou en lui rendant sa filiation, tant revendiquée, lui permettrait de rejoindre enfin sa famille dans la sépulture de Saint-Pétersbourg.

Mais peut-être le statu quo est-il préférable à des remous ?

Yvonne Gay

Mort romaine

Dans votre n° 23, vous avez signalé la disparition de Jean-Claude Faur, le 3 juillet 1997. Permettez-moi d'apporter quelques compléments à votre brève notice. Fondateur de Bédésup, *comme vous l'avez rappelé, infatigable défenseur d'une BD libre et propre, il avait une formation d'historien. Sa thèse de doctorat de 3ᵉ cycle était consacrée à Caligula. Directeur du Centre d'étude et de documentation sur l'image et conservateur à la bibliothèque de Marseille, il avait été dépossédé de ces postes pour crime de liberté d'esprit par les professionnels installés du très politiquement conformisme.*

Né à Paris, il était un des derniers Provençaux initiés, comme l'a écrit Luc Boivin dans un très bel hommage publié dans Terre et Peuple *de mai-juin 1998. Ainsi que le rappelle ce dernier, il avait par avance exprimé noblement ses dernières volontés dans les* Écrits de Paris *:* « Si mes cendres devaient quelque jour être dispersées... j'aimerais beaucoup qu'elles le fussent, plutôt qu'au bruyant Forum, dans les eaux noires et tranquilles du lac de Némi. » *Et il terminait sur une dernière leçon d'espoir :* « Arrêtez-vous un instant s'il vous plaît à la petite fontaine municipale qui chantonne là son filet d'eau. Recueillez provision de cette eau-là, fût-ce dans une vieille bouteille de Coca-Cola. Et, rentré chez vous, l'hiver venu, buvez-en de ci de là quelques gouttes. Je vous assure que quelque part, Diane romaine ou Artémis grecque revivront de ce geste avec vous. Parce que mourir à Némi, n'est pas mourir mais renaître éternellement. »

Jérôme Garcia

Albanie et Kossovo

Je souscris totalement au contenu de votre article, page 8 du n° 26 concernant le Kossovo. Je plains les Serbes du Kossovo qui, après toutes leurs épreuves, en sont réduits à s'excuser d'exister. Les événements au Kossovo sont un parfait exemple de déni de justice et de purification ethnique silencieuse. De 60 % en 1945 à 90 % aujourd'hui, les Kossovars ont peu à peu phagocyté le Kossovo, pourtant berceau de l'identité serbe. L'autonomie, prélude à une indépendance, du Kossovo ne serait que l'expression de la primauté de la loi du plus fort (démographiquement, militairement...). Seule une séparation définitive des deux communautés avec réintégration de la frange ouest du Kossovo sous l'autorité de Belgrade et indépendance de l'autre partie de la Vieille Serbie serait à même de mettre fin à ce conflit séculaire. Au fait, dans quel camp les Albanais étaient-ils en 1940 ?

Antoine Baltmitgère

Longtemps avant le XXᵉ siècle la future Albanie (constituée comme État seulement en 1919) avait été convertie à l'Islam par quatre siècles d'occupation ottomane, tout en éprouvant l'influence vénitienne et italienne. Le 7 avril 1939, l'armée mussolinienne envahit le pays qui est conquis en une semaine. Le roi Zog s'enfuit. Victor-Emmanuel III devient roi d'Albanie. En octobre 1940, le pays sert de base à la tentative italienne de conquête de la Grèce. La résistance s'y organisera plus tard en liaison avec les partisans de Tito sous la conduite du chef communiste Enver Hodja, futur dictateur stalinien jusqu'à sa mort en 1985. En avril 1944, des volontaires albanais recrutés par l'Allemagne constituent la division de Waffen SS Skanderbeg qui est engagée contre les maquis.

M. M.

Ernst Jünger

Ouf ! Le coup a été rude : l'article relatif aux obsèques grandioses de Ernst Jünger (n° 26, p. 10) se termine par la phrase suivante : « ... le plus grand écrivain allemand de ce siècle. » *J'ai déjà rencontré pareil jugement.*

Dans ses Journaux de guerre *(Julliard, 1990, p. 609), Jünger parle du* « vide de notre littérature ». *Alors, j'ai regardé ma bibliothèque et repensé à tous ces grands noms que Jünger semble dédaigner, et qui le lui rendent bien puisqu'ils ne parlent jamais de lui. Encore faudrait-il s'entendre sur ce que l'on appelle la littérature... et la culture : Kafka, Wassermann, Musil, Zweig, Wiechert, Mann (Prix Nobel), Hesse (Prix Nobel 1946 – dans sa correspondance avec Thomas Mann, il n'est jamais question de Jünger), Brecht, Heidegger, et aussi de nombreux romanciers, historiens, dramaturges (Hugo von Hofmannsthal), poètes (la poésie de Hesse fut immortalisée par les quatre derniers* lieder *de Richard Strauss).*

Manifestement, tous ces écrivains ne comptent pas pour Jünger. Les a-t-il lus ? Comptent-ils pour les admirateurs de Jünger ?

Jünger restera comme témoin de son époque (et quelle époque pour l'Allemagne !), et aussi pour ce qu'il appelle « les démarches de ma pensée », *pensée déroutante, volontairement hermétique et souvent abstruse pour un lecteur français qui s'interroge sur l'*« Âme allemande », *et qui n'arrive pas à saisir le lien entre les lectures et les réflexions de Jünger.*

Ce ton solennel, prophétique, parfois imprécateur (quelle importance donnée à Léon Bloy !), sans doute inspiré par la lecture de la Bible, « semence et matière primordiale de tous les écrits », « la théologie règle le cours et la valeur des sciences », « la reine des sciences, la théologie », « les rapports étroits du savoir et de la foi ». *La création (Darwin écarté).*

Ses rêves, notés chaque matin au réveil, l'astrologie et les horoscopes, les superstitions, la télépathie (La Cabane dans la vigne, *p. 232), l'occultisme, les paradis artificiels. La recherche de la* « spiritualité supérieure »...

Laissons le temps faire son œuvre. Il est des célébrités qui vieillissent mal. En Allemagne, à l'époque de Goethe, ne considérait-on pas que le plus grand poète français était Béranger ?

Abonné à votre revue depuis le numéro 1 et toujours aussi satisfait.

E. Braconnier

Je ne peux me substituer pour vous répondre à Pierre Wanghen. J'observe cependant que la place d'un écrivain dans la littérature de son temps relève naturellement de la subjectivité personnelle et aussi de modes changeantes. J'imagine que les obscurités plus ou moins volontaires de Jünger ont contribué à sa notoriété. Et celle-ci ne me déplaît pas.

D. V.